

# ÉCOLE DU COMMUN, COMMUN DE L'ÉCOLE

Recherche-action avec  
la participation des parents

---

Hugues Bazin

Limay, novembre 2023

<https://recherche-action.fr/limay/>

---



Laboratoire d'Innovation Sociale  
par la Recherche-Action



<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>3</b>
<b>ÉCOLE DU COMMUN</b> .....	<b>4</b>
À LA CROISEE DES MONDES SOCIAUX, COMMENT DEPASSER L'INJONCTION DE LA PARTICIPATION ? .....	4
DE LA MEDIATION A L'INTERMEDIATION .....	9
POUR UNE PEDAGOGIE SOCIALE OU COMMENT SOCIALISER LA QUESTION DE L'EDUCATION .....	14
POUVOIR D'AGIR, OUI, MAIS AVEC QUI ET COMMENT ? .....	24
<b>COMMUN DE L'ÉCOLE</b> .....	<b>29</b>
COMMUNICATION SOCIALE .....	29
POUR UNE AUTRE GEOGRAPHIE SOCIALE DES TERRITOIRES .....	31
TRAVAIL DE LA CULTURE, CULTURE DU TRAVAIL .....	35
<b>DÉMARCHE DE RECHERCHE-ACTION</b> .....	<b>39</b>
SCHEMA GLOBAL DE LA RECHERCHE-ACTION .....	39
ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS .....	41
CREATION D'UN GROUPE « PAROLES PARENTS » .....	42
GEOGRAPHIE ET CARTOGRAPHIE SOCIALE .....	48
ENQUETE SOCIALE.....	51
EXPERIMENTATIONS SOCIALES.....	57
PRODUCTION ET DIFFUSION DE SAVOIR PARTAGE.....	60
MISE EN PLACE D'UN CYCLE DE FORMATION-ACTION .....	62
INTEGRATION DE LA RECHERCHE-ACTION DANS LE PROJET DU CENTRE SOCIAL .....	63
<b>CONCLUSION ET PERSPECTIVES</b> .....	<b>67</b>
<b>ANNEXE</b> .....	<b>70</b>
PERSONNES RENCONTREES .....	70
GRILLE DE L'ENQUETE SOCIALE .....	72
ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES DE L'AUTEUR .....	74

## INTRODUCTION

Le présent rapport d'étude répond au cahier des charges présenté au dernier trimestre 2022 sur la question de la participation des parents dans le cadre du dispositif Cité Éducative engagé à Limay.

La démarche de recherche-action sur laquelle se base ce rapport n'a pas l'ambition d'apporter des réponses clés en main, comme le seraient des préconisations techniques. Elle propose un outillage et invite plutôt à provoquer un décalage dans nos manières habituelles d'agir et de penser. Ce décalage crée un espace dans lequel l'on peut imaginer de nouvelles perspectives. **Partant du principe que les outils, les savoirs, les énergies sont déjà présents sur le terrain, il s'agit plutôt de créer les conditions favorables pour les mobiliser.** Les personnes n'ont pas obligatoirement conscience de les maîtriser ou ne se sentent pas légitimes pour asseoir ces démarches par manque de visibilité, de valorisation ou encore par manque d'impulsion pour les articuler dans un agencement plus créatif.

Déjà l'énoncé général qui oriente notre écrit, « école du commun, commun de l'école » est une première invitation à se décaler, explorer d'autres manières de cheminer. C'est du moins comme cela que nous avons conçu l'analyse des matériaux des entretiens réalisés auprès des acteurs en 2023 à Limay.

Nous assumons en cela le fait que nous sommes un « chercheur impliqué » à la différence du « chercheur académique » d'un côté et du « cabinet d'expertise » de l'autre. Nous traitons les matériaux d'entretien comme pour les autres formes d'étude pour produire un savoir généralisable et diffusable, mais l'orientation de notre analyse vise aussi à susciter un changement.

**« École du commun » indique que l'école incorpore la société dans ses différentes composantes. « Commun de l'école » indique que chaque composante de la société est aussi une manière de faire école.** La question est alors comment ces deux « mondes sociaux » interagissent et comment de ces interactions peuvent naître des alternatives. Tout cela nécessite des espaces-temps et nous comprendrons pourquoi la négociation « d'espaces d'intermédiation » ou encore de « tiers espaces » nous paraît aussi structurante dans notre démarche.

Nous allons donc décliner dans les deux premières parties ce croisement à travers les problématiques soulevées dans les entretiens par les personnes que nous avons rencontrées (voir liste en annexe). Nous mettrons en troisième partie ces matériaux récoltés en regard avec le processus de recherche-action engagé en 2023 et qui tente de répondre à ces problématiques par l'expérimentation, notamment à travers un groupe « paroles parents » et l'ouverture de l'Espace Bouchet dans le quartier des Basses Meunières.

Le principe appelé « **praxis** » est de faciliter la construction et la manipulation d'outils conceptuels et méthodologiques pour permettre à chacun de construire ses propres réponses en les intégrant dans son corpus de savoirs expérientiels et professionnels. En recherche-action, il n'y a pas une personne qui se positionne sur le piédestal du « sachant », toute personne concernée peut s'autoriser à être acteur-chercheur si elle veut bien faire ce « pas de côté » dans sa manière de penser et d'agir.

Notre proposition est que chacun puisse négocier cet espace-temps réflexif dans son environnement social ou professionnel pour concevoir et promouvoir cet aller-retour entre expérimentations et réflexions, pratiques et analyses. Cela implique simultanément un travail individuel et collectif d'émancipation, une reprise d'autorité sur ses conditions de vie.

Autrement dit, une recherche-action ne peut pas réussir sans une **justice sociale** (transformation de ses conditions d'existence basée sur une égalité des droits) et une **justice cognitive** (reconnaissance de la production et la valorisation des savoirs issus de cette réflexivité).

Cela implique un double **mouvement d'appropriation collective du bas vers le haut (changement des pratiques sociales) et du haut vers le bas (changement des pratiques institutionnelles)**. À la croisée se trouvent des espaces intermédiaires comme lieu d'auto-expertise et d'auto-missionnement définissant ses propres critères d'évaluation, c'est ce que nous avons tenté d'expérimenter.

## ÉCOLE DU COMMUN

### À LA CROISEE DES MONDES SOCIAUX, COMMENT DEPASSER L'INJONCTION DE LA PARTICIPATION ?

Comme nous l'indiquions en introduction, la notion « École du commun » conduit à comprendre ce qui peut faire commun à l'école dans sa capacité à relier différentes composantes de la société, le personnel enseignant, les différents intervenants périscolaires ou parascolaires, les élèves et les leurs parents, voir d'autres composantes sociales.

Il nous faut déjà « répondre » à la question de la participation, puisque c'est sous cet intitulé qu'a été formulée la première demande de cette étude. Nous pouvons commencer par admettre que la parentalité comme la scolarité constitue des « **mondes sociaux** », c'est-à-dire un **ensemble de représentations, d'action et d'interactions dans la manière de faire société**. Ainsi, nous parlions du « monde ouvrier » comme la conscience de se positionner dans un type de rapport au travail.

C'est une sphère socioculturelle et socioprofessionnelle sans être liée à une appartenance précise, territoriale ou communautaire. Autrement dit, un monde social croise des parcours d'expérience avec des situations d'implications individuelles et collectives, voire de luttes qui constituent autant **d'apprentissages, mobilisant des ressources et des compétences communes**. C'est ce « commun » qui fait prendre conscience d'appartenir à un univers social particulier.

Ainsi, quand les parents parlent de « l'école » et que l'école parle des « parents » nous pourrions considérer deux mondes sociaux qui se croisent ou pas, qui s'ignorent ou pas.

C'est effectivement ce que renvoient nos entretiens auprès des enseignants et des parents, cette impression que nous abordons deux univers aux prérogatives différentes sur la question de la relation éducative.

Ainsi le personnel de l'Éducation Nationale s'accordera pour répondre que la parentalité n'est pas leur domaine d'intervention, même s'ils peuvent être par ailleurs parents. Il s'agit bien de deux mondes sociaux différents. Mais, dans le même mouvement unanime, ils constateront et déploreront le manque de participation des parents aux instances de concertation, convocations officielles et autres invitations à la vie scolaire. Ils voudraient bien que les parents incorporent leur monde.

Les parents pourraient tout aussi répondre que l'école n'est pas leur domaine d'intervention et qu'elle leur apparaît même étrangère, tout en déplorant le manque de participation du corps enseignant à leurs préoccupations familiales. Ils voudraient bien que les enseignants comprennent leur monde.

Nous commençons à cerner une contradiction dans l'injonction à la participation. Chacun considère comme légitime à l'aune de son monde social que l'autre vienne participer à son monde sans estimer comment chaque monde est un système en soi et qu'il nous faut donc **nous doter d'une approche systémique** et pas seulement inter-individuelle pour envisager une participation.

Nous parlons alors **d'injonction paradoxale** de la participation : plus elle est invoquée, moins elle paraît évidente. Parce que si elle devait vraiment se réaliser, cela impliquerait des changements dans chaque monde social qui bousculerait des habitudes, des principes, des dispositifs et des fonctionnements ; des changements que la plupart ne sont pas préparés à faire.

Cette constatation n'est pas propre à ce territoire, mais est d'autant plus sensible lorsque nous considérons les couches sociales les plus paupérisées ou défavorisées ; dimension importante à Limay comme le soulignent les diagnostics précédents sur lesquels nous ne reviendrons pas ici.

Il n'existe pas aujourd'hui un programme d'ingénierie ou d'étude qui n'invoque la participation, mais ne se pose pas la question si l'injonction de participer ne porte pas en elle-même sa propre invalidation. Or, **il ne peut pas avoir une participation sans un processus d'appropriation du cadre d'engagement, ce qui induit autant un travail d'émancipation individuelle et collective qu'une transformation sociale et institutionnelle** du milieu dans lequel s'inscrit cette participation. Bien souvent, la demande de participation s'inscrit dans des projets ou des instances selon des dispositifs techniques qui s'éloignent de la manière de penser et d'agir des principaux concernés, elle ne prend pas en compte la globalité de leur monde social, l'abordant de manière sectorielle selon les missions des professionnels.

## **Une problématique « problématique »**

Tant que la participation restera une problématique sectorielle, donc séparée du reste, elle sera considérée comme un « problème » pour la collectivité. Il nous sera difficile de sortir de la quadrature du cercle si nous ne considérons pas la participation comme une **problématique qui fait commun** et concerne aussi bien les parents que l'école, les populations que les institutions.

Ainsi, le personnel enseignant a tendance à rejoindre le même constat quant à la participation des parents : soit ils ne répondent pas ou peu aux convocations, soit ce sont toujours les mêmes qui répondent. Nous présentons ci-dessous une compilation des propos recueillis.

*Il y a une différence entre la remise des bulletins avec les réunions d'information. On a fait une réunion d'orientation pour expliquer l'affectation au lycée, on a eu 20 parents sur l'ensemble des 3e (140), huit parents sont venus après en salle informatique pour se former.*

*Les parents ne répondent pas majoritairement aux convocations pour les réunions (rentrées, orientation), rarement plus d'un quart.*

*Quand on propose, pas de réponse.*

*Quelles que soient les familles, elles se déplacent moins après le premier enfant. On a de plus en plus de mal, parfois, j'ai un lien particulier avec les parents, mais c'est compliqué.*

*Le gros problème est de venir d'eux-mêmes à l'établissement. Quand ils viennent, c'est qu'ils sont convoqués. La venue est alors vécue comme une punition. Il y a deux moments où c'est plus ouvert, en début d'année réunion parents-profs. Pourtant, il y a très peu de parents qui viennent, ce sont ceux qui sont déjà investis dans la vie de l'établissement, ceux qui ont le moins besoin.*

*La relation avec les parents pose un réel problème, auparavant en 6e, on voyait systématiquement les parents. Il y a érosion, ils ne se déplacent plus à toutes les*

*réunions. On est obligé de les convoquer après individuellement, on les sent moins impliqués, moins présents au quotidien pour leur enfant. Il est très difficile d'avoir des parents au moment des inaugurations pour voir la valorisation du travail des élèves. Malgré le lien Pronote, on continue une remise des bulletins en main propre.*

Notons que la question de la représentativité des parents aux réunions n'est pas le propre des établissements scolaires. Généralement, les instances de participation ne représentent pas la diversité des populations, notamment des couches les plus populaires.

Le fait que ce sont toujours les mêmes catégories socioprofessionnelles qui viennent aux réunions renvoie au cadre institué de ces rencontres et la logique technicienne qui prévaut à leur organisation. Ce sont donc des personnes qui ont pu déjà décoder ces logiques institutionnelles qui sont plus à même de venir. Un effort de traduction ou une initiation ciblée ne serait suffire. Car ces **dispositifs finissent par générer leur propre culture de fonctionnement**, une sorte d'entre-soi que l'on peut retrouver dans d'autres lieux, comme les lieux culturels. Certains vont se sentir dans le même « bain » et d'autres vont penser que ce n'est pas fait pour eux.

*Ce sont les mêmes personnes qui viennent, soit des parents déjà très investis, soit des fonctionnaires.*

*Un samedi matin, sur une vingtaine de parents, plus de la moitié était issue du milieu enseignant. C'est encore un dispositif d'affichage, la plupart étaient élus au CA et on va décider pour plus de 1000 élèves.*

*Quand on essaie de s'ouvrir, même si ce sont des réunions un peu carrées, on est souvent déçu. Souvent, on voit les mêmes qui n'ont pas forcément le plus besoin, ils ont besoin d'être rassurés de bien faire. Pareil pour le représentant de parents, souvent, ils ont déjà un rôle dans l'association de parent d'élève, il développe très peu de communication avec les autres parents. Il y a des conseils de classe où il y a zéro représentant de parent, parfois, c'est un parent de la FCPE d'une autre classe qui se dévoue. C'est quelque chose qui se répand de plus en plus.*

Les questions techniques d'organisation matérielle ne peuvent donc à elles seules répondre à cette problématique, que cela soit en termes d'aménagement d'horaires ou de support d'échanges.

*Cela devient plus naturel de poser la question par Pronote, le cahier de textes numérique avec un service de messagerie « papillon » qui permet aux parents de communiquer. Aborder par exemple une question de devoir non rendu, de points. Il n'y a que le soir pour inviter les parents, il y a un débat sur le samedi sur la disponibilité des profs, mais c'est plus apaisé, il y a plus de parents.*

La question participative ne peut pas se réduire à une question de communication

*La communication par Pronote nous paraissait simple et pratique, sauf, on a aucune visibilité. Quand on discute avec les parents, la majeure partie surveille les notes, mais on a peu de retours avec des messages des parents. Est-ce qu'ils prennent juste l'information et non pas le réflexe de répondre ? On a l'impression de faire ce qu'il faut pour communiquer, on est peut-être complètement à côté en pensant bien faire.*

Une « culture participative » ne peut pas se décréter d'en haut.

*Il n'y a pas d'activité dédiée spécifiquement aux parents en dehors du suivi de l'enfant ou ce sont des activités d'opportunité quand des parents se proposent d'accompagner des classes sur des sorties, ce qui est assez rare. Il y a des restitutions des sorties et voyages à destination des parents ou d'un public ouvert, ce sont des retours passifs. Pour des cérémonies, remise des diplômes ou fête de fin d'année, les parents participent très peu. Il n'y a pas de culture de la présence des parents au sein de l'établissement. Il y a essentiellement une utilité éducative descendante et univoque.*

De plus, nous considérons habituellement la « non-participation » comme un échec. Nous pourrions autrement la considérer comme une action dont il nous faudrait interpréter les signaux. Si nous voulons bien sortir d'une logique technicienne et descendante, créer des « passerelles » ne peut pas suffire. Nous le soulignons en début de chapitre, chacun participe au moins à « un monde social » et nous devrions plutôt comprendre ce retrait vis-à-vis d'autres mondes sociaux comme une invitation à avoir une proche globale et transversale considérant les différentes composantes de ces mondes.

Autrement dit, participer n'est pas inclure un mode fonctionnement dans un autre, la parentalité dans l'école ou l'école dans la parentalité. **Participer, implique des mouvements et des décalages dans plusieurs dimensions (spatiale, sociale et mentale), incompatibles avec un mode de décision verticale.** Cela est d'autant plus nécessaire si l'instance émettrice de la demande de participation est une institution. **Participer invite chaque monde social à réaliser son auto-analyse et changer ses pratiques.**

*Pour le « Café des parents » 3-4 fois dans l'année : le samedi, les parents sont invités par le biais des associations de parents sur des thématiques choisies par l'établissement ou apportées par les parents, indépendamment de l'ordre du jour. Par exemple autour du projet d'établissement, réfléchir aux priorités éducatives, proposer des améliorations pour le fonctionnement éducatif ou péri-éducatif, la rédaction du règlement intérieur, sur l'actualité comme le voile. On est à l'initiative suivant l'actualité. Mais, il n'y a très peu de personnel de l'établissement qui se joigne sur ces temps de partage. On ne peut pas parler de relation de coopération. À la différence des réunions d'orientation où on a un bon taux de participation.*

*Le CVL est l'instance où sont débattues toutes les questions concrètes relatives au travail scolaire et aux conditions de vie des élèves dans l'établissement. Les parents peuvent émettre des avis, des propositions retravaillées dans le cadre du conseil de la vie lycéenne et portées au CA et réciproquement chacun à une visibilité sur le positionnement des différents membres de la communauté éducative.*

## **Réflexivité et transversalité**

Appliquer et articuler une réflexivité et une transversalité, sachant que ces deux notions sont dans la pratique intimement liées, pourrait constituer une bonne méthode pour sortir de l'ornière en réponse à la question participative.

La **réflexivité** correspond à l'instauration d'espaces-temps réguliers et autonomes, c'est-à-dire dégagées d'impératifs techniciens de la gestion du quotidien. Il s'agit d'**aménager des allers-retours entre expériences d'action située et analyse distanciée des situations d'implication** qui se résume par une évaluation ponctuelle de l'activité. Le but est la **production de savoirs** susceptibles de créer

un décalage par rapport au cœur de métier initial, **d'adapter des outillages méthodologiques** qui ne font pas doublon avec les temps de regroupement sectoriels d'analyse de pratiques.

*Il y a des analyses de pratique sur le plan interne quelques heures par an avec un intervenant extérieur, la loi l'oblige. Cela reste très sectoriel, on reste dans nos compétences métier.*

Effectivement, s'il existe un travail en réseau sur les Yvelines par secteur d'activité comme les groupes analyse de pratiques (GAP) subventionnés par la CAF, seule une **transversalité** peut approcher des situations complexes (Voir approche de la complexité chez Égard Morin). Elle induit que les problématiques professionnelles ne peuvent pas être traitées uniquement de manière sectorielle. Il s'agit de **dégager dans chaque cœur de métier ce qui permet d'aborder une globalité et de provoquer des croisements avec d'autres secteurs professionnels.**

*Si on envisage les échanges avec des personnes qui ne sont pas de même formation que nous, mais qui sont nos partenaires de ville, on est sur une meilleure connaissance de leur travail, meilleure connaissance des besoins sur une autre échelle de la ville, sur les problématiques, cela pousse à plus de transversalité, cela fait émerger des idées, des axes de travail.*

Cette transversalité existe déjà sur le plan technique, pourquoi ne pourrait-elle pas l'être sur le plan réflexif ?

*Il y a eu un jeune couple qui nous a demandé de les aider, car on ne sait pas comment faire, il y a la psy scolaire, le réseau, des maîtresses à dominance pédagogique ou relationnelle, après, il y a des partenaires de soin extérieur comme le CAMSP (Centre d'action médico-sociale précoce) quand on a un doute sur le sujet comme l'autisme, le CAMSP propose des parcours de soins complets, c'est pour les enfants qui sont en charge d'un handicap.*

L'articulation entre réflexivité et transversalité permet d'aborder des problématiques comme la participation ou la relation éducative selon une approche globale et systémique. C'est ce type d'approche qui permet de répondre à des situations complexes circulaires. Par exemple, pour s'inscrire dans une crèche, il faut un emploi, mais pour chercher un emploi, il faut trouver une crèche. Sortir de cercle vicieux demande d'élaborer des formes collaboratives, interne et externe à l'institution.

*On a des missions de collaboration (crèche, pôle d'insertion, famille) et avec la CAF où on peut leur garantir une place pour six mois, et ils doivent s'engager à une recherche avec accompagnement pour préciser les attentes tout en apportant de la souplesse, tout en préservant un esprit d'équité par rapport aux familles qui n'ont pas de place et qui sont déjà en position active.*

Sans ce type de dispositif, l'inter-partenariat repose souvent sur le volontariat, il serait intéressant de pouvoir le reproduire dans d'autres cadres.

*Complicier de mettre en synergie les institutions qui ont chacune leur agenda et leur contrainte, tout repose sur du volontariat.*

La transversalité commence déjà par une **relation égalitaire entre les savoirs pris et les cœurs de métiers.**

*Les éducatrices de jeunes enfants sont considérées moins crédibles que les travailleurs sociaux.*

*De même, les Assistantes Maternelles devraient aussi pouvoir bénéficier de Groupe d'Analyse des pratiques, passer d'une parole individuelle à une parole collective pour prendre du recul, ne pas personnaliser, poser des problèmes communs. Elles pourront exprimer ce qu'elles vivent et apprendre à dire les choses aux parents, avec un psy et une infirmière.*

Alors que le professionnel est essentiellement réduit à un savoir technicien, à « être dans le faire », la réflexivité peut mettre en valeur une production de savoirs susceptible de changer les situations ; Il s'agit de faire reconnaître ce travail réflexif comme une aide pour tous.

*C'est valorisant pour ma collègue, car elles sont tout le temps dans le faire, elles peuvent se mettre en avant dans une discussion avec des partenaires extérieurs comme l'Éducation Nationale, il y a des freins à lever.*

À l'inverse, l'absence de dimension transversale valorisant l'intérêt d'un travail sur ce qui fait commun entre les personnes et les structures peut conduire à une perte de confiance envers les institutions et les politiques publiques.

*Les demandeurs d'asile et personne en grosses difficultés sont pris par les services sociaux à Paris qui les envoie dans les hôtels sociaux. Elles doivent trouver du travail ou faire des formations en français. Pour les enfants, ils sont envoyés à l'accueil qui les envoie à la crèche qui ne peuvent pas payer et renvoi au Relais Petite Enfance. Il n'y a pas de transversalité et comment la concevoir ? Pour une famille, j'ai dû frapper à toutes les portes.*

## **DE LA MEDIATION A L'INTERMEDIATION**

Une autre manière de répondre à la problématique de la participation est de reconsidérer la question de la médiation. Effectivement, si la situation est provoquée par un médiateur, il est placé au centre de la situation en position de pouvoir. Ainsi, dans le domaine social ou de l'éducation, quand c'est l'institution qui invite, cela est toujours pris comme une convocation, qui instaure de fait une relation inégalitaire.

*Ce n'est pas facile d'ouvrir la porte aux parents sur des convocations autres que les bulletins. Quand c'est l'institution qui a l'initiative, c'est elle qui est mise en avant, le contraire est plus difficile.*

### **Sortir de la logique technicienne**

Il s'agirait déjà de faire un pas de côté par rapport à une position technicienne. La communication ne peut pas se résumer à la simple diffusion d'informations ou de préconisations. Ce n'est pas seulement une question d'outils ou de dispositifs, mais également et surtout une question de **représentations sociales**, c'est-à-dire ce que nous voulons partager à travers la communication. Une communication réussie est celle qui permet de travailler sur des valeurs communes, favoriser un imaginaire dans la manière dont nous voulons faire société ensemble.

*J'ai pris 1/4 d'heure avec une maman pour parler autre chose que l'objet professionnel de la rencontre, cela permet d'établir une relation de confiance, cela permet de dire les choses de manière beaucoup plus simple.*

Une autre manière d'indiquer le « pas de côté » et de sortir de sa posture professionnelle serait de **suspendre le jugement**. Est-ce pour autant perdre sa professionnalité ou au contraire gagner quelque chose en plus dans l'intervention professionnelle ?

*Je suis professionnelle, je ne me positionne pas en tant que maman. Mais c'est peut-être pour cela que l'on a du mal à créer des liens.*

L'intermédiation aide à **décaler les postures** ou le professionnel voit la personne convoquée à travers ses problèmes et la personne en demande voit le professionnel aussi en termes de problème.

*Le parent peut apporter une autre dimension de sa perception, de son rôle de parents, de voisin.*

Concevoir autrement un déplacement dans la posture socioprofessionnelle peut-elle **rendre possible une alternative dans l'analyse** de la situation et la possibilité de la changer ?

*Les publics changent et les pratiques évoluent, on apprend d'un jeune qui sort de l'école, comme d'un ancien, comme de quelqu'un qui n'est pas diplômé. On est obligé à chaque fois de se remettre en question, d'aller vers l'autre, trouver des stratégies pour répondre à une situation.*

Trouver des terrains neutres où les uns et les autres ne se sentent pas jugés. Certains intervenants ont conscience de l'intérêt de ce décentrement parce qu'ils l'ont expérimenté dans leur propre parcours socioprofessionnel.

*Cela m'intéresse d'être dans des écoles en REP où il y a besoin d'avancer avec les familles. Cela fait 11 ans que je suis à Limay, c'est important d'avoir de bons rapports avec les parents, sentir une bienveillance. Cela rejoint le parcours que j'ai vécu. J'ai un regard sur le monde qui est différent. J'ai commencé dans le 93, je fais partie des personnes qui ne sont pas de souche française, j'ai plusieurs regards, c'est une richesse culturelle.*

Effectivement, se décaler par rapport à son cœur de métier, mettre en suspens le jugement permet de définir d'autres **critères d'évaluation** voire de co-construire avec les parents un nouveau cadre d'analyse dans une relation empathique.

*C'est important d'avoir un relationnel plus informel avec les parents, le jour où il y a une difficulté, on se connaît, c'est plus facile de se parler franc.*

Nous entrons dans une **communication sociale lorsqu'il ne s'agit pas simplement de transmettre un message, mais de participer un changement** s'appuyant sur une diversité culturelle tout en la valorisant.

*Il y a un gros souci de communication avec les parents qui nous rejettent un petit peu, les relations sont moins apaisées. On a des choses à partager sur une co-éducation vis-à-vis des élèves-enfants. On devrait, en tant qu'établissement, se remettre en cause sur notre façon de parler et communiquer avec les parents, autrement qu'avec notre charabia qui est totalement incompréhensible.*

*Pour les familles qui viennent régulièrement, ça créer un lien, quand on les voit, on ne parle pas de bulletins, des notes, des absences, ça fait du bien.*

Malgré les séances portes ouvertes, ou d'accueil à l'entrée et à la sortie de cycle ou d'année, assister pour une personne extérieure au fonctionnement d'une structure n'est pas chose aisée. On reste de toutes les manières étranger à l'espace, car d'aucune façon les personnes sentent avoir « un pied » dans la structure, être partie intégrante du fonctionnement.

*Pour l'orientation, on est très mauvais dans le communicant. On prévient toujours au dernier moment, pas un seul canal (Pronote). On pourrait ritualiser des moments avec les nouveaux parents à l'entrée en 6ème, on pourrait prévoir un accueil convivial avec une visite. Au GRETA les parents apprennent le français, à force de leur dire bonjour se présenter à eux, répondre à leurs questions, du coup, elles osent venir au bureau. C'est un travail de longue haleine, pour se faire connaître, reconnaître et être accepté. Ritualiser permet de devenir un point de référence, cela se sait dans la ville par rapport à tel lieu, cela rentre comme une habitude. Cela peut s'articuler avec des moments plus festifs.*

C'est poser la question de ce que les familles peuvent apporter à la structure et pas seulement dans le sens inverse. Même si l'apprentissage réciproque est évoqué comme souci du dialogue entre professionnel et parent, dans les faits, la relation reste essentiellement inégalitaire.

Concevoir un « tiers espace » n'éluide pas les logiques de fonctionnement professionnel, mais elles ne sont pas tributaires d'un statut dans une structure. C'est une manière **d'articuler autrement la relation entre agent, acteur et auteur.**

Ainsi, c'est l'espace qui donne vie au dispositif et non le contraire, penser l'espace en fonction du dispositif serait retombé dans l'injonction participative et son échec.

### **Des espaces « autres »**

À la différence de la médiation où c'est un intervenant (individuel ou collectif) ou une structure qui joue un rôle de médiation entre différentes parties, dans l'intermédiation, **c'est l'espace et la situation collective qui génère la médiation.**

Les situations d'intermédiation permettent, comme nous l'indiquions de suspendre le jugement, de favoriser l'écoute, le partage d'expérience en trouvant ainsi en temps réel les ressources collectives pour répondre aux questions posées. Ce n'est pas l'intervenant professionnel qui apporte la réponse, mais parfois lui-même qui reçoit des éléments pour mieux répondre. Au même titre que dans ces espaces **les accueillis deviennent eux-mêmes accueillants, il peut se produire un échange réciproque des savoirs.**

Constatons que ce déplacement dans sa posture, parents comme enseignants, usagers comme professionnels, ne peut le faire sans investir des espaces « autres », susceptibles de créer des situations inédites où l'échange des savoirs est possible.

Cela peut commencer par l'aménagement interne de l'espace.

*On se met rarement à égalité avec eux. Avant, je recevais les parents derrière mon bureau, on institue une distance. Maintenant j'essaie de me mettre sur une table neutre. Alors que pour les réunions, les parents sont assis dans la salle, on arrive et on fait notre discours.*

Nous parlons alors d'espace « **apprenant** » dans le sens où ce n'est pas une personne plus qu'une autre qui est détentrice du savoir et que les processus d'apprentissage participent à une forme collective.

*Le café des parents a constitué un espace privilégié de rencontre, permettant dans une dynamique de groupe de répondre au mieux aux questions posées par chacun. Ce sont des lieux où l'on peut trouver aussi des informations, des ressources complémentaires ou simplement rompre l'isolement. On essaie de faire de cette instance un moment convivial, on n'est pas dans le jugement, on se met au niveau. Il s'agit d'éviter le vocabulaire que l'on ne comprend pas, qui crée des malaises.*

Ainsi, il s'agit de partir de situations partagées et non d'un savoir technicien unilatéral. Cependant, ce croisement des savoirs ne peut pas se réaliser de manière égalitaire sans des espaces « intermédiaire ». Souvent les espaces ne sont pas conçus ni prévus pour cela, quand il n'existe pas tout simplement.

*On n'a pas de lieu qui permettrait d'ouvrir les portes et de permettre aux parents de venir quand ils veulent.*

**La forme « atelier » peut constituer aussi des espaces intermédiaires** où peuvent s'opérer des relations de transmission ouvertes à une certaine créativité.

*On est sur un échange de transmission le matin et le soir quand les parents viennent déposer et récupérer leurs enfants. De plus on organise des ateliers mensuels sachant que les parents ont majoritairement une activité professionnelle où ils ne peuvent pas dégager du temps, un matin par mois pour que les parents voient concrètement comment s'organisaient une matinée d'atelier à la crèche, comment s'organisaient les rituels que les professionnels proposaient. Créer du lien autre que professionnel / parent, permettre d'avoir un pied dans la structure, et un autre dans une mise en valeur de ce que la famille peut apporter à la crèche. Elles ont un tableau d'inscription et les professionnels sollicitent aussi. On propose un questionnaire sur ce temps partagé et on réadapte. Le problème est la disponibilité en semaine.*

Réfléchir en termes d'espace intermédiaire permet de créer ces espaces dans l'institution et **provoquer des circulations entre les espaces.**

*Faire des espaces de parole, pas seulement dans les quartiers, mais aussi dans les établissements, c'est montré que l'on n'est pas dans une tour d'ivoire.*

## **Polyvalence des espaces, polyvalence de l'accueil**

Un espace polyvalent est le contraire de la logique de « guichet ». Que ce guichet soit matérialisé symboliquement ou physiquement, il organise la relation sociale entre « demandeur » et « pourvoyeur », où le demandeur est mis de fait dans une position d'infériorité (c'est la personne à qui il « manque » quelque chose, la personne qui a un « problème ») et où le pourvoyeur est en posture dominante (c'est celui qui comble ce manque, cette déficience, c'est un « sachant »).

*Des parents ont peur de ce regard institutionnel, qu'on les signale quand on expose les difficultés parce qu'on a aussi ce rôle de protection de l'enfance, on*

*essaie de dédramatiser, justement, c'est en parlant avec eux, mieux on pourra les aider.*

Nous voyons bien une **congruence entre organisation de l'espace et structuration de la relation**. Alors qu'une rigidité ne permet de sortir de la relation technique souvent déshumanisante, car dans l'incapacité de prendre et comprendre une condition humaine dans sa totalité.

*Le seul espace dans toutes les écoles, ce sont les conseils d'école et tous les parents n'ont pas l'information de ce qui s'y passe, j'affiche le compte rendu sur le panneau d'affichage, mais qui va voir l'initiative ?*

**Pour se décaler dans la tête, il faut que les corps puissent se décaler dans l'espace pour avoir une vision systémique des situations.**

*Il avait un café parent pendant un temps, les mamans étaient très contentes d'être intégrées à l'établissement différemment, autrement que dans un rôle de parent par rapport à ses propres enfants.*

Il existe des **sas, c'est-à-dire des espaces « tampon » entre l'extérieur et l'intérieur**. Il constitue en cela une zone neutre entre, par exemple, la juridiction d'un espace public et le règlement intérieur d'une institution. Encore cela peut être des **espaces communs**, comme les halls d'immeuble ou les jardins devant les immeubles sous la juridiction d'un bailleur, mais dont la pratique est collective entre la sphère privée et la sphère publique.

C'est le cas lorsque les parents déposent leurs enfants devant l'école, bien que ce sas ne soit pas matérialisé et négocié comme tel, cela peut être une zone de rencontres et d'échanges. Les conditions de l'aménagement public, notamment de la voirie, conçoivent cet espace temporaire très précaire sous le prisme des questions de sécurité. C'est donc plus généralement sur des questions de contrôle que se focalise cette liaison qui pourrait autrement se concevoir comme un **espace intermédiaire où le sas d'entrée / sortie est négocié** plutôt que sous une imposition normative extérieure.

*Au niveau de l'entrée, on a l'impression de devoir éduquer les parents, on essaie de créer du lien avec eux, mais on est obligé de contrôler, au niveau du respect des règles et de la citoyenneté. Il n'y a pas de concierge, si les parents arrivent en retard, c'est des problématiques que l'on rencontre tous, il y a les incivilités devant les écoles, des problèmes de garer les voitures, et il n'y a pas trop de liaisons avec la ville sur ces questions.*

Il existe aussi des structures qui serrent de sas dans un accueil polyvalent des parents alors qu'elles n'étaient pas prévues pour cela, ce qui renvoie directement à la question que nous posions de sortir de la logique de guichet.

*Le principe de la crèche collective est l'accueil anonyme, la halte-garderie perd sa mission initiale pour faire de l'information, de la recherche d'emploi. Suite au covid beaucoup de familles sont en reconversion. J'ai une formation d'éducatrice de jeune enfant, je travaille depuis 20 ans, cela demande une adaptabilité.*

## POUR UNE PEDAGOGIE SOCIALE OU COMMENT SOCIALISER LA QUESTION DE L'ÉDUCATION

### La parentalité et la scolarité vécue comme des mondes sociaux

Nous indiquions en début de chapitre qu'une manière de dépasser la problématique de la participation est de considérer la parentalité et la scolarité non pas simplement comme un ensemble de relations inter-individuelles, mais également comme un croisement de mondes sociaux.

Or, c'est avant tout dans la commutation inter-individuelle ou institutionnelle qu'est abordée la relation entre les établissements scolaires et les parents. Ce qui réduit la question avant tout à un problème de communication, une manière d'informer qui relève plus du domaine technicien et d'un savoir-faire professionnel.

La démarche en **pédagogie sociale** offre l'intérêt de **partir du milieu** socioculturel et socio-institutionnel pour interroger le savoir technicien et le remettre à sa place comme simple outil au service d'une émancipation.

Dans ce cas, nous devrions peut-être au lieu de « parentalité » parler « **d'environnement et milieu parentaux** », de même pour l'école, il serait plus juste d'évoquer « le milieu et l'environnement scolaire ». Pour l'un comme pour l'autre, nous sommes face à des « mondes sociaux » qui se côtoient, se rencontrent. Le thème de la participation devient alors un serpent de mer qui se mord la queue si les mondes sociaux s'ignorent. Non que cela soit une volonté explicite de s'ignorer, mais parce que cette logique technicienne a pour conséquence de sectoriser les différents aspects de la vie et non pas de les prendre de manière holistique dans une approche globale.

*Il y a un papa membre du bureau de l'association qui a suivi un cursus universitaire en lettre. Il vient du Maroc et se retrouve homme de ménage, sous-estimé, mal payé. C'est tout l'environnement qui permet d'apprendre et de se positionner, cela ne s'apprend pas dans un diplôme. On sait mettre en place parce que l'on a le contact direct avec les populations et on sait comment on applique les choses. On ne met pas en valeur ces personnes-là, les positionner dans un groupe, alors qu'il ouvrirait des choses parce qu'ils ont ce regard constructif de « l'autre côté de la barrière ».*

Certains mondes sociaux sont éphémères, d'autres sont durables, certains se forment ad hoc dans l'épreuve d'un événement, d'autres sont davantage organisés, formalisés et institutionnalisés. C'est le cas de la parentalité et de la scolarité, ce sont des **forces institutantes**. Un individu qui participe à l'un ou l'autre de ces mondes sociaux, n'est pas un individu séparé des autres, mais agit dans la compréhension d'un « Autrui généralisé » par son appartenance sociale et culturelle.

Selon le schéma républicain, il n'existe qu'une seule communauté, la communauté nationale, la citoyenneté est reconnue formellement à titre individuel, mais ne prend pas en compte des **formes collectives socioculturelles intermédiaires entre l'individu et l'État**. Sur ce schéma se greffe une vision universaliste de la culture où toute forme de particularisme est considérée comme une remise en cause du pacte citoyen au risque de créer une coupure entre cette approche idéale de la citoyenneté et **la manière dont s'incarne la citoyenneté concrètement dans le vécu des personnes et des groupes dans leur participation à la société**.

L'Éducation Nationale se place de fait aux avant-postes, missionnée pour appliquer ce schéma tout en étant confrontée à une réalité différente correspondant à l'évolution de la société depuis un demi-

siècle. Cette dissonance cognitive peut contribuer à une méconnaissance ou incompréhension du monde social de l'autre. Par exemple, la non-participation des parents aux activités scolaires est alors jugée comme un repli ou un enfermement.

*Il y a un recul sur le système scolaire de la part des parents. Les enfants ne sortent pas de leur environnement, ils restent au sein de leur famille et quand ils vont en vacances, c'est dans leur famille à l'étranger, et ne font pas d'activité. Ils ont peur de tout, d'un accident de car. Avant les gens avaient beaucoup plus confiance. J'ai dû faire des réunions avec les parents des sorties, ils restent dans leur quartier. Il y a des parents qui sont submergés, d'éduquer les enfants, ce n'est pas seulement leur donner à manger et les habiller, tout ce qui est activation des enfants, d'où un retard au niveau du langage. Ils ont une mauvaise image d'être un bon parent.*

Pourtant, les mêmes parents interrogés estimeront ne pas être refermés ou repliés en participant à leur monde social qu'ils estiment riche et divers. Ainsi, chacun a une représentation de la figure du parent ou du professeur, qu'il soit ou non parent ou professeur. Dans tous les cas, la demande d'« ouverture » ne peut pas être de l'ordre de l'injonction sans que chacun puisse favoriser dans leurs mondes sociaux des processus d'émancipation et de créativité. Cela commence par une confiance réciproque à rétablir.

Effectivement, **un monde social se conçoit comme une zone de mœurs, d'usages ou de coutumes partagés** sans que pour autant l'on puisse clairement en définir les limites et les perspectives. C'est plutôt un réseau de perspectives qui s'imbriquent ou s'entrechoquent les unes les autres où chacun essaie de définir des trajectoires. Elles composeront un parcours de vie qui ne cesse de se transformer tout en étant fixé par des attitudes et des habitudes collectives. C'est ce jeu d'activités et d'interactions dans des situations collectives qui fixe les frontières d'un environnement.

Si nous comprenons ainsi la parentalité et la scolarité comme des mondes sociaux, nous comprenons également qu'ils ne sont pas qu'un ensemble de questions à répondre ou de problèmes à résoudre, mais des « **communs** », école du commun et commun de l'école dont il s'agit de trouver les formes collectives de collaboration et de coopération pour en partager les ressources.

## **Partage des savoirs**

Un des premiers partages est celui des savoirs. C'est la mission autant de l'Éducation Nationale que de l'éducation populaire. Encore faut-il instaurer un croisement égalitaire des savoirs où il n'y a pas d'un côté les « sachants » et de l'autre les « ignorants », si l'on veut bien considérer que les mondes sociaux développent leurs propres savoirs.

*On se présente comme si on considérait les parents ne « sachant pas ». On a un forum des métiers où on fait venir des professionnels, il y a des parents d'élèves qui présentent leur métier. C'est un moment plus convivial où l'on peut échanger autour d'un café. C'est une relation plus égalitaire, car les parents sont vus comme professionnels, on ne vient pas leur dire des choses négatives.*

Dans chaque monde social, il existe **trois registres principaux d'action** sur lesquels nous pouvons jouer : être **agent** (accomplir un rôle, une mission), être **acteur** (pouvoir agir sur son environnement et le transformer) et être **auteur** (sortir des normes et des standards pour imprimer sa propre griffe, une singularité, ouvrir de nouvelles voix créatives, poser de nouveaux repères). Ce sont des positions qui peuvent changer dans le temps et dans l'espace, parfois dans la même journée.

*Quand on reçoit des familles qui s'interrogent par rapport à leur enfant, il ne s'agit pas de les déposséder de ce qu'elles n'ont pas encore conscience en tant que parents, mais leur redonner ce pouvoir en disant que ce sont eux qui ont les clefs, nous n'avons pas de solutions clefs en main, on arrive en complémentarité, c'est vous qui avez le savoir, qui vivez avec votre enfant au quotidien, qui le ressentez et savez ce dont ils ont besoin. On est vu comme des « sachants », c'est à nous de dévêtir de cette image-là pour qu'il se réapproprie un rôle qui est le leur.*

On peut imaginer aller plus loin vers des « **réseaux d'échanges réciproques des savoirs** » (RERS) mis en avant dans les pédagogies coopératives et d'entraide dans les apprentissages et la mise en valeur des compétences individuelles et collectives (voir les travaux de Claire Héber-Suffrin pour les RERS et de Laurent Ott pour la pédagogie sociale).

*On pourrait mettre en avant l'importance de chaque famille en tant que personne non professionnelle de la ville, mettre en avant leur compétence, créer un répertoire où chacun pourrait prendre part avec ses compétences à un bénévolat, soutien scolaire, sortie, personne âgée.*

## **Interculturalité**

On ne peut espérer dresser ainsi des passerelles entre les cultures sans une reconnaissance aussi bien dans **le droit d'accéder au savoir que dans celui d'être reconnu comme producteur de savoirs**.

*Il y a une richesse dès que l'on sort du cadre officiel enseignants-parent, ils ont beaucoup de choses à partager avec nous, à nous apprendre, sur le plan socioculturel. On peut comprendre mieux la réaction des parents et ce qui permet d'expliquer pourquoi on réagit comme ça dans le cadre national.*

*L'atelier peut être à l'initiative des familles et proposer une découverte culinaire ou musicale dans un échange culturel des savoirs.*

Quand on parle de **croisement des cultures**, il est paradoxalement considéré deux versants opposés dans la relation à l'altérité. D'un côté, il y aurait le partage enrichissant des pratiques culturelles, par exemple, culinaires, et de l'autre une radicalité irréductible lorsqu'on évoque la laïcité. Comme si le **fait religieux** n'était que cultuel et pas aussi et **peut-être avant tout culturel**.

*On ne sait pas si c'est une attaque contre la société ou une attaque de l'adolescent contre le cadre, nous sommes inquiets parce que cela touche les plus jeunes « embrigadés ». Il y a une contestation de jeunes filles dès la 6e sur la question du port du voile, la viande halal, le sport à la piscine. Où est la naïveté de l'enfant ?*

*Il y a une montée du fait religieux à travers les interdictions, comme on ne se saisit de rien, on laisse à la place à des tas de choses.*

Là aussi, une compréhension des mondes sociaux serait bien utile pour passer de l'injonction (respecter les « valeurs de la république ») à la **traduction** (transposition d'un monde social à l'autre en respectant le sens initial des relations). Cela évitera bien des dissonances cognitives entre notre cadre de pensée et la perception des situations.

*C'est la pression sociale qui est la plus forte. La religion fait partie d'un tout, elle peut être abordée sur un mode culturel et pas cultuel. Elles viennent partager des choses de leur quotidien, de leur culture, de leur origine. On a tous des origines.*

*Sur le fonctionnement des familles par rapport à leur propre culture, il y a une forme de mépris. Apprendre des autres dans une relation apaisée, c'est une richesse.*

*Il y a des crispations au moment du ramadan. C'est très riche et complexe, il y a plein de choses qui se jouent. Il faut s'adapter tout le temps*

Dans ce sens, le fait religieux peut être considéré non comme un repli, mais comme une ressource. Une professionnelle cite l'exemple de l'Iftar qui, pendant le ramadan, est le repas servi au coucher du soleil pour rompre la longue journée de jeûne. Le mot *Iftar* signifie littéralement « Rompre le jeûne ». Iftar est aussi synonyme de réunion entre amis et en famille, l'occasion de partager ce précieux moment.

*L'iftars public s'adresse à tous. En Espagne, ces moments conviviaux lors de la rupture du jeûne sont soutenus par la mairie de Barcelone et donnent lieu à des repos de quartier.*

Nous avons ici la traduction d'un fait religieux dans une forme de **socialité territoriale**. Cette transposition est une manière de comprendre « l'origine » comme une projection et **l'identité** non comme une appartenance, mais comme un perpétuellement **mouvement aux multiples interfaces**. Dans la lignée des écrivains antillais de la **créolité**, nous pouvons ainsi passer d'une « identité racine » figée dans le passé à une « **identité relation** » ouvrant vers une créativité.

*On vous revoit tout le temps à vos origines. Je réponds que je suis française. C'est ça les clichés, on vous critique comme assisté de la société, mais quand on réussit socialement, on n'aime pas. Difficile d'aller dans un pays, de s'adapter si on n'est pas accompagné. Il y a une forme de peur diffusée par les médias. C'est une génération qui n'avait pas la parole et maintenant ce sont leurs enfants dont l'histoire n'est pas représentée dans les médias. Si ensuite ils vivent des expériences trop négatives, ils ont tendance à se renfermer. Des parents ne peuvent pas franchir le pas de la porte parce qu'ils ne parlent pas bien la langue. Il faut au contraire valoriser les parents, par exemple à travers des ateliers.*

Intégrer la société, c'est aussi permettre à la société de se laisser transformer par ceux qu'elle intègre, de même que participer à une institution, c'est se laisser transformer par cette participation.

## **Autonomie et hétéronomie, normes et déviations**

La pression est faite aux familles qui doivent en même temps laisser les enfants vivre leur expérience au présent tout en réfléchissant à l'avance aux filières socioprofessionnelles. Elles doivent « tenir leurs enfants », ne pas laisser sortir le soir, ne pas laisser trop jouer aux jeux vidéo, et par ailleurs ne pas les surprotéger, ne pas les empêcher de participer à des activités extérieures. Veiller à transmettre les codes et les normes peut être ainsi soumis à des injonctions paradoxales.

Quelle place pour les **parcours « déviants » ou « hors norme »** ? Pourrait-on juger un parcours de vie sur un instant « T » ? Nous savons que **la déviance est une construction sociale** qui se définit dans un rapport aux normes établies.

*Soit tu es dans la norme et tout se passera bien pour toi, soit tu n'y es pas. L'école se doit d'aider les jeunes à construire les codes pour entrer dans la société. On*

*demande dès le plus jeune âge de choisir pour les 50 ans à venir, avec quelle possibilité de reconversion !*

*Par rapport à des enfants qui sont très actifs ou en situation de pré-handicap, on provoque un échange avec l'institutrice qui sera en charge de l'enfant, c'est une passerelle beaucoup plus constructive de professionnel à professionnel avec un discours non stigmatisant, mais plus valorisant. Mettre en avant pas que les difficultés, mais les qualités de l'enfant pour préparer un terrain où il a déjà sa place, qu'il y ait déjà une première connaissance.*

Paradoxalement, il est de plus en plus demandé à l'individu d'être autonome, de se prendre en charge, jusqu'à créer son propre emploi. Quasiment depuis le début de la scolarité pèse sur la personne de se projeter dans l'avenir, d'envisager une carrière, bref, mobiliser ses ressources pour continuellement élaborer des projets qui correspondent en miroir à la logique technicienne du fonctionnement institutionnel. Cette injonction est d'autant plus pesante qu'elle s'appuie sur l'individu et renvoie au second plan le collectif et le milieu social qui ne sont pas compris comme ressources. Il s'agit d'une « individualité assiégée » comme le soutient Christopher Lasch, qui n'est plus capable de **recomposer des liens d'appartenance et d'interdépendance**. La pédagogie sociale renverse la perspective en se proposant de partir des situations qui ne sont pas construites par l'intervention du professionnel, mais par le « milieu » compris comme un ensemble socio-éducatif.

*On travaille sur Limay avec la mission locale. Tous les jours, on va chercher où il n'y a pas de lumière et aider les jeunes mis de côté. Ils reprennent possession de leur corps. Dans l'exercice, ce corps qui est si compliqué à vivre, à supporter dans le regard des autres, se transforme en arme, devient fort. On défend des valeurs, on regarde le bulletin scolaire, on le reprend s'il se bagarre dans la rue. Avec les plus grands en vue des compétitions sportives, on peut travailler sur l'hygiène de vie. Ce sont des leviers pour aller vers des jeunes qui n'ont pas de diplôme. Les entreprises se sont aperçues que le diplôme ne suffit pas, dans les valeurs du sport, on arrive à trouver des compétences,*

L'exemple de **l'approche du corps** permet de convoquer une démarche transdisciplinaire. Ce « tronc » commun interdisciplinaire permet de toucher les jeunes comme les parents. **Une adaptation réussie est une adaptation réciproque.**

*On s'est aperçus que les élèves ont un grand problème au niveau du langage. Comment faire pour les aider et avoir plus de liens entre les professionnels ? On a lancé un groupe de parole en invitant des professionnels autour de l'enfance, pour parler un langage, avec orthophoniste, des assistantes sociales, des psychomotriciens, c'est sur la base du volontariat.*

Mais de fait, les enfants doivent rentrer dans un cadre normatif que subit également le personnel enseignant qui n'a pas les moyens de prendre en compte des parcours individualisés. **En l'absence d'une co-construction des normes en situation collective de rencontre (autonomie), la notion de déviance vient qualifier la non-correspondance aux normes extérieures (hétéronomie).**

*Un enfant qui a un comportement hors norme sera stigmatisé par définition. En revanche si on amène une discussion préalable sans être dans le jugement « il est comme ci, il est comme ça », on prépare l'enseignant.*

Nous ne pouvons que renvoyer aux travaux du sociologue Howard Becker<sup>1</sup>. La notion de déviance ne peut se réduire à la nature ou aux attributs de la personne dite déviante. Elle n'est pas non plus simplement la violation de normes sociales. La transgression (intentionnelle ou non) de la norme ne repose pas uniquement sur l'attitude psychosociologique du « déviant », mais également de la manière dont la société le considère à une époque donnée comme déviant ou non.

Ainsi, nous passons d'une vision fonctionnaliste voir naturaliste de la déviance (cette personne est déviante parce que issue de tel milieu) à une vision interactionnelle (**la déviance se construit dans la relation aux autres**). Dans cette relation, ceux qui définissent la déviance sont en position d'« entrepreneurs de morale » pour reprendre les termes de Becker, selon que la relation éducative penche plus ou moins vers le contrôle social ou l'émancipation. Qu'il s'agisse de la relation parent-enfant ou professeur – élève, les prescripteurs vont alors se mobiliser pour qu'une activité donnée soit catégorisée socialement comme déviante.

Les individus réfractaires vont être catégorisés comme « étrangers » à la collectivité. Mais ces derniers peuvent, à leur tour, rechercher d'autres groupes de référence et considérer les membres de la majorité comme « étrangers » à leur univers.

L'individu déviant va prendre de plus en plus de distance avec les contrôles de la société globale, en se créant une culture propre et en renforçant son isolement social. On peut même parler de sous-cultures puisqu'elle se trouve être au sein d'une autre culture, ayant comme ennemi la société (l'opinion publique). Cette défense culturelle sera interprétée par les détenteurs de la norme comme une preuve confirmant « l'enfermement culturel ou psychosociologique ».

Ainsi, les débats qui ont eu lieu suite à la mort du jeune Nahel en juin 2023 et la séquence émeutière dans toute la France nous questionnent sur la manière de faire porter sur la seule parentalité toute la responsabilité des conditions sociales. Notons que ce sont les familles de milieux modestes et/ou d'origine immigrée qui sont principalement la cible de ces injonctions éducatives. L'injonction d'autorité semble se résumer ici à une question de contrainte et d'imposition de limites. Nous pourrions suggérer autrement que **l'autorité commence déjà par la possibilité pour ces familles de se réapproprier leurs propres conditions d'existence**.

De même, si l'expérience de la jeunesse s'acquiert dans la conscience que nos aspirations ne peuvent pas être illimitées dans un monde fini, est-ce pour autant qu'il faille tuer dans l'œuf l'émergence de ces aspirations ?

*Il s'agit de dépasser la question de l'échec et de la réussite, on vit et on voit les choses différemment. Il y a une partie éducative qu'il faut assumer, c'est difficile d'être parent, aussi bien par rapport à la transformation de la famille que les mutations de société. Il y a des âges clefs qu'il ne faut pas rater, grandir c'est aussi accepter de gérer sa frustration parce qu'on vit avec les autres.*

La problématique se reporte alors au sein de l'école qui devrait résoudre à elle seule la question de faire société, là où les autres politiques publiques (socio-économiques, urbaines, etc.) n'ont pas réussi à prendre en charge ces questions.

Le caractère injonctif n'épargne donc pas les enseignants, pris en étau entre le devoir de faire respecter « l'ordre républicain » et la visée émancipatrice de toute éducation. Doit-on plus favoriser l'apprentissage de la liberté ou de l'obéissance ? Qualifier de manière péjorative de « pédagogisme »

---

<sup>1</sup> Becker H., *Outsiders : étude sociologique de la déviance*, Métailié, 2012.

la prise en compte d'une certaine autonomie s'oppose-t-elle au respect d'une autorité, est-ce que cela sape ou au contraire renforcent les piliers d'une société ?

On ne peut pas demander à la société de développer ses propres anticorps (remarquons sa capacité de résilience, notamment dans les quartiers populaires durant la crise sanitaire covid) et par ailleurs lui refuser toute **aspiration à une certaine autonomie et à une démocratie plus directe**.

L'histoire démontre plutôt que la **capacité créatrice innovatrice**, et donc la réussite de **construire sa place en société tout en la changeant**, s'appuie sur le droit à l'erreur et à l'expérimentation dans un schéma non linéaire du cheminement éducatif qui ne se limite pas à la relation parents-école.

*On a réussi avec deux filles des gens du voyage, c'est une manière différente de travailler avec les parents. Il y a trois hôtels sociaux sur Limay, il y a des marchands de sommeil, cela fonctionne par quartier, les parents sont très ouverts sur leur quartier, ils vont vers d'autres personnes de leur quartier quand il y a un problème.*

Une manière de dépasser l'opposition liberté / autorité, autonomie / normes est de créer ces espaces-temps que nous avons appelés « **espace intermédiaire** » ou **d'intermédiation** dont l'autonomie par rapport aux normes extérieures permet de suspendre temporairement le jugement, facilitant un **apprentissage par l'analyse d'expérience** des parcours de vie (dimension diachronique) articulés à des situations collectives (dimension synchronique). C'est effectivement dans cette articulation que se construit un projet éducatif.

## **Approche holistique**

Cette prise en compte de la totalité des dimensions existentielles des personnes se nomme approche holistique selon laquelle **l'être humain forme un tout indivisible qui doit être expliqué et considéré dans son entièreté**, à la différence d'une intervention professionnelle sectorielle qui va aborder la personne par champ d'activité.

Or les parents ont le sentiment d'une dépossession de la scolarité de leurs enfants. Chaque changement d'établissement (maternelle, primaire, secondaire) représente autant de ruptures spatiotemporelles dans le parcours de l'enfant.

*Les parents, lorsqu'ils inscrivent leurs enfants, ils nous les confient. Ils ont conscience des réformes mises en place de la complexité des stratégies à mettre en œuvre sans les maîtriser. À part certains parents experts, peu vont pouvoir s'accrocher. La majorité des parents nous délègue la responsabilité du suivi de leurs enfants. La vraie pression s'exerce sur les notes des élèves liées au contrôle continu.*

Beaucoup d'enseignants rencontrés font le même constat d'une plus grande distanciation parents-écoles au fur et à mesure qu'avance la scolarité alors qu'au début, la crèche se fonde sur la relation – enfants.

*Le principe de base est l'observation, pour que l'enfant soit bien, j'ai proposé de faire des activités avec les parents, cela dépend de l'âge du bébé ou 2-3 ans. Si on accompagne l'enfant avec la bienveillance, la stimulation, des échanges de qualité. L'important, quelle que soit la durée de l'activité, est le lien entre parent et enfants.*

Si les liens sont plus resserrés en primaire, ils se distendent au collège.

*Un problème est d'avoir les parents que l'on souhaiterait, surtout au collège. Pour la primaire, les parents sont plus proches.*

*Pour la primaire, les parents sont plus proches. La bonne dimension, ce sont les parents avec leurs enfants*

*Il n'y a pas de continuité qui permet une visibilité sur le parcours de l'enfant.*

La première grande coupure se déroule entre la crèche et la maternelle, puis le primaire

*Pour les parents, le passage est une source de stress sur le comportement de l'enfant. Est-ce qu'il ne va pas pleurer, les questions de propreté, comment un enfant un peu agité va être pris en charge dans une classe de 25-30 élèves ?*

*Il y a des passerelles entre crèche et maternelle, les enfants de crèche inscrits dans les écoles viennent à l'école avec les professionnels de la crèche pour partager des moments avec les petites sections et partager des moments d'atelier, de façon de pouvoir mettre un pied dans l'école pour se familiariser, voir physiquement les locaux, de même pour les classes élémentaires avec les classes de CP. C'est sur une demi-journée. Mais, il devrait avoir des échanges dans la durée, une préparation.*

De même du collège au primaire

*L'éducateur gère l'individu, le professeur gère le groupe c'est-à-dire une classe*

*Avec le collège, on peine davantage. On n'est pas sur le même mode de fonctionnement, le collège est disciplinaire, on est plus dans le collégial, même si la 6e fait partie du CPE3. L'idée de proposer un continuum de fonctionnement dérange parce qu'on est auto centré sur nos priorités. La simple rééducation devient un handicap au bout parce que s'accumule un retard faute de soin au départ, de relais médicaux.*

Comment réfléchir pas uniquement en termes de réussite-décrochage dans la prise en compte du parcours ? Par exemple, comment **éviter des coupures dans l'apprentissage** de la lecture ?

*Comment poursuivre avec les parents ? On pense au décrochage au secondaire, mais pas au primaire, alors que les solutions sont déjà à trouver ici. Il ne faudrait pas de coupure pour l'apprentissage de la lecture, sur le temps des centres aérés, le mercredi, dans le péri-éducatif.*

Des dispositifs existent comme les « classes passerelles » pour faciliter le saut entre le primaire et le collège ou entre la maternelle et le primaire.

*On a fait la classe passerelle entre la crèche et la maternelle, petite visite de l'enfant, mais il est nécessaire d'aller plus loin. L'institut est aussi content d'avoir cet échange, cela sécurise tout le monde et la famille aussi parce qu'il y a une connaissance et du coup, on dédramatise.*

*Il y a une liaison, quelques matinées avec la crèche en fin d'année avec les petits, on a notre journée de classe, mais il n'y a pas d'action plus soutenue. Cela nous permet de discuter avec les personnes de la crèche ou les assistantes maternelles.*

*Avec le CP, les grands viennent lire des histoires dans les classes, il y a plusieurs séances. C'est beaucoup d'opérations ponctuelles, une semaine citoyenne, grande journée type olympiade, on va mélanger tous les enfants avec l'école élémentaire, faire des ateliers avec des équipes qui vont se confronter, tirer à la corde, courir. Le carnaval, on va défiler dans les écoles élémentaires. Mais les parents ne sont pas invités sur des moments comme ça.*

*De la maternelle à l'élémentaire, on a fait en sorte qu'il ait une continuité sur le plan scolaire. Il y a des liaisons, obligation avec un entretien pour venir inscrire les enfants. On échange, c'est une demande sur ce qu'ils pensent que l'enfant peut faire au CP. On propose de venir à la rentrée pour voir comme se passe la classe, c'est quoi apprendre à lire, etc.*

*Cette année, le passage s'est formalisé avec l'éducation Nationale. La liaison s'est améliorée entre les collègues de CP et la grande section. Il partage une heure en classe dans une activité commune, cela peut être sur la littérature, la construction d'un album avec un texte et des dessins pour illustrer le livre en grande section. Il s'est ajouté l'aide du réseau avec une maîtresse spécialisée qui mène le décloisonnement. Elles vont amener les enfants à l'école élémentaire, les prendre en petits groupes pour demander au préalable aux maternelles quelle est leur représentation.*

Au-delà du changement d'établissement, la relation éducative change de la petite enfance aux grandes sections **entre relation pédagogique et apprentissage des programmes**, accompagnement individualisé et gestion de groupe.

*En fin d'année, ils ont un petit livret avec les photos des moments, mais c'est de l'ordre du souvenir. Après, on cadre l'enfant dans un schéma normalisant, il ne devrait pas avoir un problème de normalité en fait. Il faudrait un pré-apprentissage accessible sans rupture avec la crèche. Où le travail se fait par petit groupe et ne se retrouve pas dans une classe. Cela permet aux enfants qui sont les plus habiles d'être dans une aide avec ceux qui le sont moins.*

*En petite section, ils apprennent à s'adapter aux contraintes du groupe et à respecter les règles minimales. La troisième année, j'insiste sur les acquis et je les embête beaucoup plus.*

Nous pourrions faire le parallèle avec la marche d'un groupe en randonnée. Il y a différents rythmes et façons de marcher. Mais, ce n'est pas parce que certains vont aller moins vite qu'ils iront moins loin et ne retirons pas une expérience aussi riche. Comme il existe un « cahier de l'enfant » en maternelle, il manque la suite d'un **support biographique qui dessine autrement ce parcours qui ne s'évalue pas seulement en termes de production et de résultat.**

*Il y a un cahier des enfants avec photo des ateliers, ce qu'on fait en classe, les parents savent tout ce qui se passe dans la journée, le travail de l'enfant, les temps forts et à la fin de l'année, on enlève du classeur et on le relie pour en faire un livret. Ils ont un souvenir de tout ce qui s'est passé dans l'année.*

*Il faudrait englober l'ensemble du parcours de la crèche à l'éducation Nationale et plus loin. Prendre en compte la globalité de l'enfant et de sa famille, on est hors*

*sol, car on n'est pas en mesure de fonder une approche linéaire du parcours de l'enfant.*

La forme académique conduit à une individuation, voire à une mise en concurrence des individus selon une certaine conception de l'excellence, alors que l'éducation populaire aura tendance plus à s'appuyer sur **des formes collectives et coopératives**.

*L'évaluation des compétences n'est pas nécessairement technique, l'intelligence se traduit aussi émotionnellement, socialement.*

Aux regards des limites des dispositifs de type passerelle, ici revient la question de **l'intermédiation entre les espaces-temps de la parentalité et de la scolarité** sans que cela passe par une institutionnalisation et normalisation. C'est bien comme nous l'avons relevé, la conjonction de cette **dimension synchronique (la situation vécue au présent) et diachronique (le parcours d'expérience)** qui permet de considérer l'intégralité et l'intégrité des parcours de vie.

### **Approches systémiques de la famille**

Autrement dit, la **famille est un condensé de la société** dans ses contradictions, ses évolutions, ses formes d'oppression et d'émancipations, tout en étant un élément de base des situations sociales au cœur des espaces d'intermédiation.

Une approche systémique de la famille permet de ne pas considérer chaque membre comme élément séparé, mais comme articulation d'un système de relation. Nous rejoignons Edgar Morin dans cette **approche de la complexité** où chaque élément, parent et enfant, comporte une dimension de l'ensemble et l'ensemble représente davantage que l'addition de chacun de ces éléments (relations sociales élargies).

Si l'enfant est un élève, il n'est pas un individu isolé, il joue souvent un **rôle d'articulation dans la cellule familiale**, parfois même primordiale, entre la famille et la société. Les enseignants reconnaissent d'ailleurs ce rôle de médiation.

*Les enfants motivent les parents, les plus grands sont garants des petits frères*

*Les enfants portent leur orientation en 3e, ce sont eux les décideurs*

Dans cette systémique, d'autres personnes peuvent jouer un relais dans un accompagnement.

*Les assistantes maternelles sont celles qui gardent le lien avec les enfants après la crèche alors que les structures ne gardent pas le lien. Elles sont parfois invitées à la communion, au mariage. Elles repèrent quand l'enfant a des difficultés et quand l'enfant va bien à l'école.*

Il manque souvent une **dimension intergénérationnelle** dans cette approche systémique.

*Il n'y a plus la manière traditionnelle où les grands-parents donnent des conseils aux jeunes mamans. Les gens vont sur internet, mais il n'y a plus les liens intergénérationnels.*

*Les personnes âgées, en France, on les met de côté alors qu'ils ont beaucoup de ressources. Même très âgées, elles ont encore des choses à transmettre, ils peuvent participer aux ateliers avec les enfants, partager un savoir-faire.*

## POUVOIR D'AGIR, OUI, MAIS AVEC QUI ET COMMENT ?

Le pouvoir d'agir implique de **restaurer la personne dans son autorité sur sa vie** et son environnement privé et professionnel, mais également la possibilité d'influer sur les rapports sociaux.

Mais, un pouvoir d'agir ne peut se concevoir isolément, il ne peut s'établir qu'en réciprocité avec d'autres acteurs. Ainsi, parler du pouvoir d'agir des parents dans une relation éducative impliquent également **pour les intervenants la possibilité de modifier son propre environnement professionnel**. Il s'agira de n'être pas seulement considérés comme agent d'une mission dans une structure, mais aussi comme **acteur et auteur** d'un travail collaboratif, d'être **reconnu aussi dans une capacité d'expertise et de transformation** du cadre institutionnel dans lequel ils interviennent.

Pour les parents cela représente la possibilité de se rapprocher tous les éléments d'une existence, **d'affirmer une cohérence** dans leurs modes d'implication non institués comme des associations de fait, d'être **validé dans des compétences** et une expertise qui puisse être prise en compte par les politiques publiques.

### La difficulté d'une analyse institutionnelle

Si nous remarquons l'absence d'espaces intermédiaire pour accueillir les parents au sein des institutions dans une libre expression sans jugement, la remarque vaut également pour les agents de ces institutions. Ils ont aussi besoin d'espace où une certaine autonomie est négociée par rapport à leur mode d'implication professionnelle. Par exemple pour les enseignants, pouvoir s'interroger sur les orientations pédagogiques, la relation aux parents.

La négociation de ces espaces s'avère d'autant plus nécessaire que de plus en plus il est demandé aux établissements accueillant de jeunes enfants ou des enfants scolarisés de résoudre tous les maux de la société, de remédier aux déficits de service public dans différents secteurs, aux difficultés d'insertion socioprofessionnelle, à l'intégration culturelle.

*On a créé une auto-évaluation d'établissement, avec 3 axes de travail qui reflétait les problématiques de l'établissement : la parentalité n'est pas relevée par les professionnels.*

Quels sont les **critères d'évaluation** en matière d'éducation sachant que la logique managériale s'approprie les missions et le domaine public ? Est-ce que l'évaluation sert avant tout à un étiquetage ou à une analyse ?

*On a des missions qui se multiplient, on perd du temps dans des paperasses, sur des choses imposées, « objectif du socle commun de réussite », ce n'est pas pertinent, ma priorité, c'est d'être auprès des élèves. Alors que l'on nous demande de faire paraître, présenter une vitrine.*

*De plus en plus nos chefs nous parlent comme un manager, à la rentrée ils nous présentent les statistiques du brevet, comme dans les entreprises.*

Comment s'interroger sur la mission de l'éducation Nationale tandis que l'on est confronté à une injonction paradoxale ? C'est le cas de l'exemple dans la prise en compte des **indicateurs psychosociaux**, notamment la prise en compte des difficultés engendrées par un trouble des apprentissages ou des difficultés de santé.

*Nous, notre « minorité », ce sont ceux qui vont « bien ».*

*Le mot d'ordre c'est l'inclusion alors que l'on a 30 gamins. C'est de la maltraitance ! On ne peut pas gérer correctement autant de cas particuliers alors qu'une partie est des projets d'accueil individualisé ou des plans d'accompagnement personnalisé (PAP).*

Il est difficile de déduire si ces exemples font système. Cependant, nous pourrions évoquer la notion de **violence systémique** quand l'institution n'est pas en mesure de développer sa propre analyse institutionnelle sur ses dysfonctionnements. Il est utile de **créer une extériorité par rapport à son fonctionnement interne** pour mieux prendre du recul. D'où la nécessité de travailler sur des problématiques transversales pouvant inclure les familles.

*L'institution fait une évaluation partagée selon des canons très précis, mais ce n'est pas passé dans l'habitude de rendre compte, on est dans une vision verticale de la transmission et de l'information aux familles.*

*La peur de l'enseignant, c'est devoir justifier son propos quelle que soit la personne, la crainte de voir remis en question par des parents qu'il déjuge dans leur capacité à pouvoir interroger le système.*

Nous comprenons que restaurer un pouvoir d'agir concernant aussi bien les parents que les professionnels. Être acteur, c'est déjà être **reconnu dans la capacité d'interroger son rôle ou sa mission, en développer une analyse critique et conduire à un changement** ou un déplacement. Cela interroge la manière de concevoir les outils et les procédures d'évaluation.

Dans une logique **d'autoformation réciproque**, ici prend tout l'intérêt de créer des espaces intermédiaires qui ne sont pas seulement une intermédiation entre professionnels et acteurs de la cité, ce sont aussi une **mise en décalage par rapport à sa posture d'agent, d'acteur et d'auteur** dans ses modes d'implication socioprofessionnelles.

## **Sortir de la logique technicienne de « projet »**

Une autre manière de retrouver un pouvoir d'agir est d'interroger la logique technicienne de projet présentée pourtant comme la base pour concevoir des actions. Sans un travail approfondi sur ce qui fait commun, la logique de projet risque au contraire de renforcer les rivalités sectorielles et la mise en concurrence des structures et des champs d'activité.

*On nous impose de faire des projets, de travailler par projet, tout ce qui semble intéressé, c'est la vitrine. Il faut valoriser tout ce qu'on fait.*

D'autres personnes à l'inverse, conçoivent principalement le projet comme pierre angulaire de leurs actions.

*Je suis quelqu'un qui adore travailler en projet, cela permet d'avoir une communion, au niveau de l'apprentissage, cela leur donne des ouvertures sur plein de choses et les parents sont contents de voir que leurs enfants font des choses en plus. Le partenariat avec la compagnie de cirque a permis de travailler au niveau de la motricité, on prend en charge la partie pédagogique. Avec l'école de chant intervient avec le cirque pour faire un spectacle à destination des familles. En fin d'année, le périscolaire, décoration pour le spectacle, les parents sont informés par affiche et au conseil de l'école.*

De nombreux dispositifs ont été conçus pour l'accompagnement à la parentalité dans le cadre ou à côté de la Cité Éducative : forum famille, ateliers parents-enfants, sorties familiales, notamment les semaines d'action ou journée dédiées.

*Sortie théâtre payée par la Cité Éducative, activité lecture le soir pour les enfants et parents invités à venir assister aux séances.*

*On essaie de faire entrer les parents dans l'école, la « semaine des parents », ils viennent dans les classes à 5-6, voir comment se passent les choses,*

*La « journée de la parentalité » avec le CP, on fait des ateliers sur les écrans, le sommeil, l'alimentation, l'hygiène, les parents viennent avec leur enfant et passent la matinée à tourner sur les ateliers.*

*Il y a la semaine d'action prévention appelée ensuite « forum de la famille ». Les premiers invités, c'était les écoles, par exemple le rapport à l'hygiène (alimentaire, buccodentaire). On a fait des jeux, des ateliers interactifs proposés par les partenaires (assistantes sociales, psychologues, auxiliaire, l'infirmière, animateurs), les enfants viennent toute la journée avec l'école, avec des supports derrière, des catalogues, le soir, il y avait des conférences-débats.*

Il ne s'agit pas de nier l'intérêt particulier de chacune de ces opérations, mais de questionner la limite de leur juxtaposition.

*Il n'y a pas de projet qui nous unit dans la durée au-delà d'une semaine d'action dictée au niveau national. Ce sont des actions qu'il faudrait intégrer dans notre pédagogie. Il manque depuis des années de transversalité, on est un peu comme les jeunes enfants, on joue les uns à côté des autres, mais il n'y a pas d'interaction. Il y a des ressources en interne dans les différents services, et on ne les saisit pas alors que les projets sont disséminés et qu'il n'y a aucun lien entre eux.*

Le projet est devenu un modèle selon une certaine vision socio-économique de l'action publique. Le caractère technique et normatif des réponses aux appels à projets peut constituer un frein.

*Il y a une opacité sur l'octroi des subventions, sur la compréhension des motifs de refus alors que nous avons proposé un projet avec des partenaires implantés.*

*J'ai déposé un projet qui n'a pas été validé, projet conjoint avec une autre école en zone REP des classes de petites comportant une rencontre avec tous les parents des trois classes autour d'un reportage photo, avec invité comme un café pédagogique. Cela n'a pas été validé, car trop tardif.*

Le porteur de projet doit connaître toutes les subtilités des fiches action, des modalités de constitution et de dépôt de dossier. Les parents ne sont pas inclus dans cette phase hermétique de construction du projet et de façon générale ne maîtrisent pas les tenants et les aboutissants du processus.

*Beaucoup de collègues ne connaissent pas la Cité Éducative, comment ça fonctionne concrètement, beaucoup d'enseignants et de directrices ne comprennent pas grand-chose, ils ne savent comment un projet peut être accepté ou pas, c'est très nébuleux.*

*Si déjà nous en tant qu'enseignant ce n'est pas clair, on ne voit pas comment faire comprendre au parent.*

Est-ce qu'une relation éducative, un parcours d'expérience ou une situation de vie partagée peut se résumer à une addition de projets s'inscrivant dans une visée court-termisme ?

*Il n'y a pas une vision à long terme, un fil rouge sur l'année concernant la Cité Éducative. C'est avant tout des actions ponctuelles, il manque un lien qui permettrait d'avoir une vision claire.*

Si les projets mobilisent des méthodologies, ils ne devraient pas se réduire à des modalités d'action au risque de fétichiser l'outil projet comme une fin en soi. Dans ce cas, c'est plus le porteur de projet qui est valorisé et validé dans la maîtrise de l'outil que les publics auxquels le projet s'adresse.

*De temps en temps, on participe à une action, on n'a pas l'impression d'apporter notre part de savoir-faire.*

*La Cité Éducative est plus facilitatrice de nos projets que créatrice de projets qui permettent une dimension plus large et ouverte, par exemple des projets transdisciplinaires, trans-niveau. On n'a pas innové dans nos projets avec la Cité Éducative.*

Si des thématiques transversales sont abordées, la logique de projet au sein de l'école permet-elle une meilleure participation des parents ? Au de-là du rôle incitatif de la Cité Éducative, comment **inscrire dans les pratiques un travail collaboratif** entre projet d'association formelle ou informelle et projet de structure à travers des problématiques transversales ?

*La Cité Éducative permet de faire levier sur des sujets pas traités par l'éducation Nationale, comme les alliances éducatives avec les parents et la mobilisation autour des affaires scolaires autres que les résultats. Sur un projet labellisé, on s'efforce d'impliquer de manière plus prononcée. Par exemple, un travail sur le Conseil National de la Résistance avec une restitution élargie. Mais on n'a pas pu faire communauté autour du sujet (professeurs, associations, parents, élèves).*

Si le projet met en scène une volonté d'agir, permet-il un pouvoir d'agir ? Par exemple une « semaine thématique » vise à démontrer « une volonté politique », mais donne-t-elle les moyens pour changer les pratiques au quotidien ?

*La subvention permet d'avancer, mais il s'agit déjà de répondre aux besoins avant de voir l'intérêt pécuniaire, de donner les moyens aux professionnels de faire perdurer le processus.*

*On ne peut pas réduire la masse salariale et en même temps demander aux professionnels de se mobiliser davantage parce qu'il faut préserver une subvention.*

*Il y a des actions isolées, mais on n'en récolte pas les fruits.*

Il s'agirait de concevoir de nouveaux critères d'évaluation notamment en termes d'impact social, permettant **d'inscrire le projet dans la durée d'un processus, d'extraire et de valoriser les savoirs émanant de l'aller-retour entre expérimentation et analyse, d'articuler des formations-actions fondées sur ces savoirs, de dépasser les logiques sectorielles et les financements en tuyau pour de**

**véritables transversalités autour de problèmes communs de travail, de partir des lieux d'implication pour instaurer des temps communs, de rapprocher les services publics et réduire l'éloignement des dispositifs** (éloignement à la fois géographique, informationnel, socioculturel).

## **Poser un droit à l'expérimentation**

*Ils font une étude uniquement pour trouver une réponse, mais pas des solutions.  
Au lieu d'attendre, il faut aller de l'avant et proposer.*

**L'expérimentation est un projet qui n'a pas pour but principal « de faire », mais de produire un savoir pour que le faire entre dans le droit commun et provoque un changement des représentations et des fonctionnements.** Autrement dit, dans l'expérimentation, le but n'est pas l'action elle-même, mais ce que nous apprend l'action sur le processus : comment ce savoir renforce une méthodologie et une stratégie. Cependant, une expérimentation reste une action précaire dans le temps et dans son statut. Elle doit pouvoir prendre place dans la cohérence d'un développement social et culturel de façon à ce que l'espace ouvert ne se referme pas une fois l'action terminée et puisse s'inscrire dans une perspective politique de développement à long terme.

*Chacun est dans son coin alors qu'il pourrait avoir une ouverture intéressante pour les enfants. Pour dégager de l'espace-temps transversal, la réponse des enseignants c'est « nous, on a fait nos heures », en quoi cela va nous aider ? Il faudrait l'intégrer dans les directives de l'éducation Nationale ou alors d'animation pédagogique qui font partie d'heures que l'enseignant doit à l'éducation Nationale, mais ouvert aux parents sous la forme d'un café pédagogique.*

*Ouvrir un espace de parole où se rendraient les professionnels sur un mode d'incitation, si c'est régulier, il faut une rémunération, car on demande plus que les missions nous cadrent. On peut travailler sur la volonté, c'est compliqué d'organiser des temps de parole qui permettent d'agréger des communautés qui travaillent sur les mêmes horaires. Il faut que cela soit régulier pour qu'il ait un effet d'entraînement de réflexion approfondie.*

Historiquement, l'expérience populaire passe par des formes **d'associationnismes** qui ne sont pas toujours celles de l'association 1901. C'est le cas des processus **d'innovation sociale** qui répond par la créativité aux besoins sociaux des populations sur un territoire. Par définition, l'expérimentation n'entre pas dans les cases préétablies de fléchage des budgets ni dans les critères d'appels à projets. Il s'agit donc d'amorcer la pompe pour ouvrir un financement et un accompagnement pérennes.

*Il y a une temporalité du projet et de l'autre un processus qui demande des années de construction pour traduire une vraie volonté d'intégrer.*

Pour **faire rentrer dans le droit commun l'innovation sociale**, nous devons reconnaître l'expérience populaire d'un côté et l'investissement professionnel de l'autre comme un droit répondant à d'autres critères que l'ingénierie de projet. Cette dernière se place en soutien technique du processus, mais n'en constitue pas le centre.

Le rôle de la Cité Éducative serait d'appuyer ce principe par un soutien financier **d'expérimentations, évaluées par un collège d'acteur-chercheurs** composé de bénévoles et de professionnels. Ce serait dans cette perspective **inscrire le dispositif dans le droit commun**, et ainsi sortir d'une vision à court terme. C'est en tout cas dans cette optique que se conçoit notre intervention en recherche-action (cf. 3<sup>e</sup> chapitre).

## COMMUN DE L'ÉCOLE

Dans la première partie, nous avons proposé d'aborder l'école comme un commun, en indiquant qu'elle ne pouvait pas se résumer à sa fonction institutionnelle, c'est-à-dire un secteur d'activité scolaire ne touchant qu'une partie de la vie de l'enfant et dont sont éloignés les parents.

Il ne peut avoir de participation que réciproque. Inclure les parents, c'est favoriser un continuum à travers des espaces-temps intermédiaires où toutes les problématiques de société peuvent librement être posées. C'est aussi permettre aux professionnels de la pédagogie et de l'enseignement d'aborder la **relation éducative de manière systémique et holistique** comme un « tout » qui fait sens. Tout le monde ne peut qu'être gagnant dans cette approche.

Dans cette seconde partie, nous allons aborder comme l'extérieur de l'institution scolaire peut faire aussi école. Si l'école peut intégrer la société, comment réciproquement la société peut intégrer la relation éducative et ainsi enrichir une réciprocité. Quel est ce commun de l'école ?

## COMMUNICATION SOCIALE

Nombreux interlocuteurs, aussi bien les habitants que les professionnels relèvent les difficultés de communication sur le territoire. On peut y voir, comme nous venons de le noter la difficulté de sortir des cloisonnements sectoriels d'activité, ce qui renvoie à une question de coordination générale et la nécessité de construire des passerelles transversales (voire transdisciplinaires).

*Il faudrait que le portail pour les démarches de crèche soit bilingue, au moins les légendes en anglais, avec à l'accueil une personne qui parle anglais.*

On peut également suggérer l'absence de relais ou l'inadéquation de leur répartition sur le territoire, nous pensons notamment au rôle des « **corps intermédiaires** » qui comprend toutes formes d'**associationnisme**, pas seulement les associations 1901 qui ne sont pas toujours représentatives des besoins des populations.

*Cette ville est mal informée, cela joue sur la mobilisation des parents. Les travailleurs sociaux ne sont pas visibles, un écrivain public serait aussi utile.*

Sortir de la logique sectorielle, **occuper des espaces polyvalents**, ce n'est pas aux habitants de se conformer au cadre technicien, trouver le bon bureau ou le bon dispositif. C'est aux professionnels de sortir de la logique du guichet, de les accueillir et d'effectuer ensuite la traduction dans leur logique sectorielle, dispatcher suivant les demandes. Cela peut être des permanences transversales s'appuyant sur des locaux ouverts par les bailleurs sociaux.

*Les associations ne font pas toujours des activités qui collent aux besoins des habitants. Ce serait bien d'avoir une antenne qui regroupe toutes les associations qui n'auraient pas les mêmes publics du quartier, ou une action précise.*

Trouver le bon interlocuteur ou tout simplement des lieux de vie à Limay s'avère compliqué.

*Je suis venue du Maroc, le premier souci, c'était l'intégration, je ne connaissais que mon mari français et sa famille. J'aime le social, j'étais active au Maroc, j'étais dans des associations. Il n'y a pas de structure à la Mairie d'accueil des personnes étrangère, pour être informé sur les activités de la ville. Je reste à la maison. Je*

*pense que la mairie ne pense pas à cette catégorie qui vient d'arriver à la ville. La mairie est plus dans les services.*

La période du covid a accentué la dématérialisation des rapports sociaux, notamment des démarches administratives. Réintroduire l'humain au sein de la relation reste incontournable dans une **rematérialisation des rapports sociaux**.

*Le livret est dématérialisé, on met plus d'un mois à récupérer les fiches d'urgent avec le numéro de téléphone.*

*La conséquence du covid a été des contacts par mails et téléphone, donc je propose un récit de vie physique. J'ai été formé à l'écoute.*

Si tout le monde n'a pas accès au numérique ou ne le maîtrise pas suffisamment dans les démarches dématérialisées, il peut être aussi une ouverture. Si peu de foyers possèdent un ordinateur, tout le monde dispose d'un téléphone portable. Et ce n'est pas seulement les adolescents qui utilisent les réseaux sociaux, les parents aussi, notamment les groupes WhatsApp.

*Je suis en contact avec le groupe moteur grâce Facebook. Ma génération est plus réseaux sociaux. On peut créer un groupe Facebook*

Des personnes nouvelles arrivantes confirment également utiliser les réseaux comme Facebook pour accéder à des informés sur la vie à Limay alors que les démarches physiques pour accéder à cette information leur paraissent compliquées et pénibles. Créer des applications dédiées au téléphone pour les services et les échanges de proximité n'est donc pas une proposition décalée. À condition que le **support numérique soit au service d'une véritable communication** et ne serve pas simplement de transmission d'informations.

*La communication se fait via Pronote, il y a un souci d'accès, certains parents sont mis de côté d'un support qu'on utilise le plus. Passer par le papier pose d'autres problèmes, car il peut être perdu ou ne pas être montré. Il y a le souci de la compréhension du vocabulaire, on utilise notre vocabulaire ou est-ce un désintérêt ? « Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir ». Nous, on a du mal à faire la part des choses.*

Le mieux serait de **s'appuyer sur des relais d'influence, trouver des personnes référentes** qui délivreront les messages et seront un levier de changement. La communication sociale ne se borne pas à l'échange d'information, elle ne peut fonctionner que si **les interlocuteurs y trouvent un sens et une maîtrise sur leur situation de vie**. Il y a en ce sens un continuum entre éducation et communication. Là aussi il s'agit de sortir de la logique technicienne si nous voulons que la communication puisse relier les mondes sociaux de la parentalité et de la scolarité, faire école dans deux mondes.

*J'ai lu le bulletin de la Cité éducative des différentes activités, mais moi comment je la communique plus largement ? Comment je communique avec les parents ? Pourquoi pas faire un journal en direction des enfants pour qu'ils aient une idée de ce qui est une mise en place au niveau de la Cité Éducative.*

Il ne s'agit pas uniquement d'une communication du « haut » des orientations politiques ou des ingénieurs de projet vers le « bas » des populations, mais de faire remonter ce que les observatoires classiques peinent à capter, **les ressources propres mobilisées par les habitants pour répondre à leurs questions et améliorer leur cadre de vie**.

Nous voyons donc que la communication n'est pas seulement une question d'outils ou de dispositifs, mais également et surtout une question de représentation sociale, c'est-à-dire **ce que nous voulons partager à travers la communication** et pas simplement placer une information comme le serait d'un produit à promouvoir.

## **POUR UNE AUTRE GEOGRAPHIE SOCIALE DES TERRITOIRES**

Comme la communication sociale peut « faire école », la géographie sociale est aussi une manière de faire école. On parlera de « **territoire apprenant** » à travers un **patrimoine vivant, des espaces de rencontre et de mobilité, des lieux intermédiaires**. Le territoire se constitue en fonction des pratiques qui s'y déroulent, de la manière de s'y déplacer, d'y vivre et de l'habiter. Il y a donc différents territoires : administratif, urbanistique, naturel, patrimonial, social. La géographie sociale est une manière de **décrire cet autre manière de faire territoire à partir de ceux qui l'habitent**.

### **Travailler sur les frontières pour en faire des lisières**

Limay a une situation particulière dans le **bassin de Seine**, s'appuyant d'un côté sur le plateau du Vexin et de l'autre épousant une boucle de la Seine, zone économique, de transport puis de loisir, mais également frontière avec « **l'autre rive** ». « Passer le pont » entre Limay et Mantes, que cela soit pour le travail ou l'école, n'est pas un mouvement anodin. S'y jouent des représentations négatives ou positives (enclavement, singularité).

*Ce n'est pas naturel de traverser la scène pour aller Mantes. Pour l'orientation, c'est d'abord le lycée du secteur. La Seine est une barrière et Paris, c'est l'inconnu. On essaie d'emmener les élèves à Paris.*

*Limay est présenté comme un territoire enclavé pour les jeunes. Les parents ne veulent pas que leurs enfants aillent dans un autre lycée en dehors de Limay : les questions de territoire, de réputation sont invoquées pour limiter la mobilité de son enfant.*

Ainsi, la notion de « **frontière** » peut être considérée comme quelque chose qui sépare ou qui relie à l'instar de la Seine. Dans tous les cas, elle appartient à un patrimoine commun.

*Limay reste un des principaux ports de Paris. La plupart des jeunes ne savent pas qu'il y a un port sur la scène.*

Des biogéographes paysagistes comme Gilles Clément nous apprennent que les **lisières**, comme celles qui séparent la forêt et la prairie, sont des endroits où la biodiversité est la plus riche. Il évoque alors la notion de « **tiers paysage** ». De même, en milieu urbain nous pourrions parler de « **tiers espaces** » pour qualifier d'autres lisières : les **espaces communs** entre les bâtiments, les **espaces de croisement** entre les quartiers comme les aires de jeux ou les dalles commerciales, les **espaces intermédiaires** entre les structures et les espaces publics (exemple à l'entrée des écoles).

*La ville est divisée entre les Hauts et les bas de Limay et les quartiers entre eux, il n'y a pas de communication.*

La ville a grandi par morceau sur d'anciennes activités économiques. Un travail sociohistorique faciliterait une compréhension et une **réappropriation de la manière de concevoir un aménagement du territoire**.

*Limay s'est construite beaucoup en passant de 5000 à plus de 15000 habitants, il fallait que les services publics suivent. Sur l'ancienne aire de la cimenterie, le quartier de la gare est le dernier gros lotissement. Le Bois aux Moines, avant c'étaient des champs. Maintenant, on est plus dans la cité-dortoir.*

Si nous admettons que la constitution d'un territoire s'appuie sur des données géographiques et historiques ou encore économiques anciennes ou actuelles (activité maraîchère, portuaire), il n'en demeure pas moins que c'est une construction sociale sur laquelle il est possible de travailler.

**Travailler sur les lisières est une manière de réduire les distances entre les espaces intérieurs et extérieurs**, ceux du monde de la parentalité, comme de la scolarité.

## **Créer une mobilité entre les espaces intermédiaires**

L'aménagement de l'espace public peut **faciliter une mobilité douce** et un **croisement entre les espaces d'activités de plein air** (jeux, sport, déambulation des familles, repas de quartier) et une répartition des espaces communs (locaux d'espaces intermédiaires, bas d'immeubles, jardins partagés).

*On constate que la création d'un jardin partagé à des conséquences bénéfiques, il y a moins saleté, les gens jettent moins de choses.*

*Un projet réparation vélo mobile favoriserait le déplacement ludique des enfants*

*Dans d'autres villes, il y a un espace plein air avec un ring de box.*

*L'animation avec les enfants et les mamans gêne le commerce des dealers*

**L'espace public** comme lieu de vie populaire est un espace négocié. La sécurisation de l'espace ne passe pas par une désertification de la présence humaine, mais au contraire par une **réoccupation collective de l'espace**.

Les **bancs publics** où les familles peuvent s'asseoir, mais aussi l'aménagement d'une « mobilité douce » (piétonne, cycliste) contribuent également à diminuer les risques de la circulation trop rapide.

*Ce serait bien de renouer avec la tradition de la passeggiata, Pourquoi ne pas fermer les rues et les blocs, et décréter un « mois de la passeggiata ».*

La **promenade sert à relier** chaque habitant au reste de son petit monde. « Une façon d'entrer en contact avec le collectif et de redire à quel point on en fait partie », observe Giovanna Del Negro au sujet de la « passeggiata », cet art ancien de la promenade à l'italienne. Pour cette ethnologue sicilienne, la sortie du soir a aussi pour fonction de réguler les tensions sociales. Parce que **la marche met tout le monde sur un pied d'égalité**. Chacun se connaît et se reconnaît.

*Pour sortir (dans des espaces collectifs), on est obligé de se déplacer, aller à Mantes ou ailleurs. C'est difficile de faire le pas, on a peur du regard de l'autre de nous voir comme un étranger, même le marché, je n'ai jamais osé y aller, sauf à Mantes où il y a toutes les origines. Le problème est que chacun reste dans son coin. C'est difficile d'aller dans un bar pour passer un moment tranquille. J'imagine un petit endroit comme un salon de thé, c'est cosy, chaleureux.*

## **Pour de nouvelles centralités populaires**

Comme le notent nos interlocuteurs, Limay s'est construite progressivement par quartier, ce qui contribue dans les faits et les représentations à une **disparité socio-spatiale et l'absence d'un centre-ville** (pas seulement un centre-ville). Or, **les lieux de croisement, et donc d'échanges sont intimement liés à des centralités populaires**. Ce lien a été progressivement rompu depuis l'effondrement des bassins d'emploi et le mouvement ouvrier au profit du chômage et d'une ubérisation de l'emploi renvoyant à l'isolement des trajectoires au lieu de les rassembler dans une **totalité qui fait sens autant comme travailleur que comme habitants de la cité**. On pensera notamment aux Maisons du peuple, aux Bourses du travail, au mouvement d'autogestion et d'auto-organisation des années 70.

Parler de « reconquête du territoire » pour un mieux vivre ensemble reste une rhétorique, car un **territoire ne se transforme pas par une intervention extérieure, mais par le mouvement des populations qui l'habite**. On n'a ainsi pu constater que le travail de réhabilitation (nécessaire) et de destruction (discutable) du bâti dans le cadre de la « politique de la ville » ne peut pas suffire à concevoir une autre ville. Il y a des temporalités différentes.

*Une réhabilitation, c'est un an d'étude, puis des permis, puis un appel d'offres, trois à quatre ans, ce n'est pas le temps de l'habitant.*

Il s'agit plutôt de prendre en compte un double mouvement : se **réapproprier l'espace public** à travers de nouvelles centralités populaires et simultanément crée **un maillage par espaces intermédiaires** entre les quartiers comme autant d'îlots qui finissent par faire archipel. C'est-à-dire s'appuyer sur des éléments séparés géographiquement pour mieux les réunir dans un processus commun. La mise en place déconcentrée du centre social et les espaces d'expérimentation par la recherche-action peuvent y contribuer.

*Nous avons un projet de classe avec les personnes âgées qui n'a pas abouti. C'était amené les enfants par petit groupe dans le foyer pour que les personnes âgées leur lisent.*

**Passer de la ville îlot à la ville archipel, c'est créer des sas entre les zones** : entre quartiers, entre espace public et privé, entre espaces inertiels et institutions

## **Décaler la relation centre-périphérie**

C'est une manière de **sortir de la relation centre / périphérie (mouvement pendulaire) et créer une circulation entre les lieux**. Il faut pouvoir reconnaître et valider des centralités populaires autour desquelles se structurer autrement la circulation du territoire (mouvement circulaire).

*Les enseignants viennent travailler, mais ne connaissent pas Limay, sauf ceux qui y vivent.*

*Limay attire des gens pour s'installer, mais n'arrive pas à les garder, pour qu'ils ne partent pas.*

Où est le centre, où est la périphérie ? Il ne s'agit pas simplement en termes « d'aller vers », de sortir des murs, comme on l'entend parfois. Que cela soit en matière d'urbanisme, de développement social et culturel ou d'économie, d'éducation, **la manière de cartographier le territoire décrit autant l'orientation des politiques publiques, de l'ingénierie des structures, que l'imaginaire des maîtres d'œuvre**.

*Il y a très peu de lieux de vie, d'accueil, intergénérationnel, sortir de la logique de guichet où l'on attend le client derrière le comptoir.*

La question serait de créer de **nouveau référentiel autour duquel s'organisent la vie sociale et une conception de faire société ensemble**. On ne peut pas demander aux quartiers populaires de donner la preuve de leur bonne volonté participative si en réciprocité les institutions ne se déconcentrent pas.

**Relier les espaces intermédiaires** serait une manière de partager des problématiques communes au lieu de les sectoriser derrière les murs. À l'exemple de la question du harcèlement qui n'est pas uniquement un problème interne au milieu scolaire, pourrait se concevoir un aménagement de différents lieux d'accueil inconditionnel dans et en dehors des structures.

*Il y a une proposition de lutte contre le harcèlement qui consiste à mettre en place le « banc des amis » pour lutter contre l'isolement, on peut très bien le déployer dans la ville ou une personne seule peut venir s'asseoir.*

Ainsi, nous passons d'une problématique attachée à un « problème » à une **problématique attachée à un « commun »** au sens qu'elle devient une question publique pour la collectivité, intégrée dans une circulation entre espaces publics, privés et intermédiaires.

Nous pouvons alors jouer sur différents espaces qui finissent par former des archipels et entre lesquels peut s'instaurer une mobilité.

*Le but serait d'ouvrir une salle tout le temps, pas obligatoirement pour faire du sport, c'est une porte. Il y a 250 adhérents à Mantes en MMA, cela attire les jeunes comme le Street workout. Tout le monde peut faire du sport, comme le renforcement musculaire. On peut toucher différents aspects comme la diététique. Même pendant le covid, on a réussi à préparer dehors le championnat du monde de MMA.*

Aux situations d'intermédiation correspondent ainsi les espaces intermédiaires. Ils n'obéissent pas aux critères d'une cartographie institutionnelle. Par exemple, le **regroupement des parents** à la sortie des écoles qui deviennent des espaces-temps d'échanges. Il s'agit de s'appuyer sur cette « géographie sociale » pour offrir des dispositifs comme les groupes de paroles, les cafés parents, les ateliers et autres moments de partage.

*J'ai demandé à la mairie de m'attribuer un bout de terrain à côté de l'école pour faire un jardin, j'aime mieux une prairie qu'une pelouse périmée, permettre aux enfants de planter, ça fait une diversité. Il y a un terrain pourquoi on ne ferait pas quelque chose pour que les parents viennent cultiver, ce seraient aussi des moments d'échange avec les élèves, ça sort du cadre de l'école. C'est une formation citoyenne, les parents rentrent à l'école par une porte différente.*

**Relier les institutions au territoire, c'est réfléchir et agir en termes d'espace, articuler des manières d'agir dans ces espaces, envisager un continuum espace-temps entre une dimension synchronique (territoire apprenant) et une dimension diachronique (parcours expérientiel).**

Si le lieu est géolocalisé, c'est la qualité de l'espace qui permet l'itinérance entre lieux. Les lieux sont liés à des ancrages, des appartenances, des secteurs d'activité. D'où l'importance de ne pas dédier une problématique ou une activité (culturelle, sociale, éducative, etc.) à un seul lieu centralisé, mais réfléchir en termes d'espace.

*La localisation d'un lieu est importante et en même temps, elle peut être discriminante parce que c'est un endroit bien précis qui exclut d'autres qui se sentent trop extérieurs. L'itinérance peut être réponse pour toucher plus de famille de la ville.*

Si le lieu constitue un repère puisqu'il opère un croisement symbolique dans un cheminement, l'important est de **ne pas se laisser enfermer dans le lieu**.

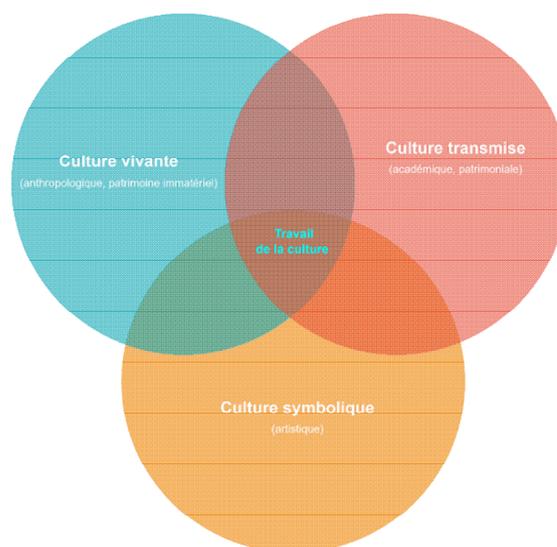
L'expérience de vie dans ces espaces interroge le territoire institutionnel qui forme autant de petites forteresses au fonctionnement parfois indéchiffrable et cela malgré la bonne volonté des professionnels y travaillant.

## TRAVAIL DE LA CULTURE, CULTURE DU TRAVAIL

La culture est une base fondamentale pour relier les différents éléments des mondes sociaux de la parentalité et la scolarité, de l'école du commun au commun de l'école et toutes les problématiques que nous avons développées.

Nous appelons « travail de la culture » l'articulation entre trois dimensions :

- La **culture vivante** : celle du quotidien, liés aux pratiques, aux territoires, aux parcours d'expérience.
- La **culture transmise**, celle léguée par les parents et le patrimoine, mais aussi l'académie à travers différentes écoles ou une formation tout le long de la vie.
- La **culture symbolique**, celle qui rejoint une expérience universelle, notamment à travers la relation esthétique à l'œuvre d'art (livre, film, musique, spectacle vivant, etc.).



Chacun a le **droit d'être reconnu dans sa diversité culturelle et le droit d'accéder à la culture**, comme chacun est producteur de savoir et a le droit d'accéder au savoir. Il s'agit de dépasser l'opposition classique entre culture populaire et culture savante, de même entre savoirs expérimentiels et savoir technicien ou scientifique.

*La culture ouvre un potentiel. Quand on emmène les élèves à un certain endroit, il y a des codes, à Versailles ou St Germain, il y a des savoirs-être qui sont véhiculés, comment se conduire.*

*Les enfants en éducation prioritaire ont besoin d'avoir accès à la culture, comme l'opéra Garnier. Il y a un lien avec les partenaires du territoire et l'école pour associer les parents.*

*Emmener les parents avec les enfants à la découverte dans des lieux culturels, c'est un moyen. À Chanteloup, on se faisait prêter des œuvres d'art.*

Si l'accès à l'œuvre d'art est un levier de ce qui fut appelé « **démocratisation culturelle** », nous savons que ces formes de politique culturelle n'ont que partiellement ouvert la possibilité de l'accès à toutes les catégories de la population. Un lieu culturel n'est pas simplement un lieu où se diffuse la culture, il est aussi un marqueur de distinction sociale représentatif de ce que Bourdieu a appelé un « capital culturel ». Inversement, les critères d'excellence d'une forme académique propre à l'institution ne seront pas un lieu de reconnaissance pour les milieux populaires.

*Pour des sorties sur Paris à l'Opéra-Comique, il y a un décalage culturel entre ce que nous percevons de la culture et la manière dont l'élève vit la culture, pas de la même manière que nos références culturelles et la manière dont l'école défend l'idée de la culture, presque considérée comme propriété de l'école.*

De même, on ne peut pas résumer le travail de la culture à l'apprentissage normatif des civilités pour mieux intégrer les lieux culturels et autres endroits institutionnels. Si la socialité fait partie de la culture, **créer les conditions de son émancipation et sa capacité de transformer ses conditions de vie, est tout autant l'enjeu d'un travail de la culture.**

Dans les relations systémiques sociales, le rôle du grand frère ou du mentor peut occuper une place déterminante dans l'apprentissage, les quartiers populaires ne sont pas dépourvus de ressources propres.

*Un grand frère qui est là, qui emmène un petit frère faire du sport, il est là aussi pour l'aider sur son comportement, les mentors sont reconnus par les collègues en partenariat, cela peut des actions ponctuelles. Le point d'accroche c'est la salle de sport, on peut y rencontrer un champion du mode qui s'entraîne en même temps que des adolescents, une passion se transmet, le respect est là.*

Il n'y a pas d'un côté l'universalisme de la haute culture et de l'autre le particularisme des cultures populaires, mais plutôt une tension entre ces deux pôles et les différents espaces entre (rue, atelier, scène, lieux, écoles, etc.). À l'instar des cultures urbaines et du hip-hop qui est aussi une manière d'éduquer et de s'éduquer par les pairs, de se former à la rencontre de maîtres-artistes.

*Le hip-hop a été délaissé très longtemps parce que c'était mal vu (voyou, casseur). Combien d'années il a fallu se battre pour avoir ce droit-là. J'ai créé mon équipe, des graffeurs. Ils font des initiations pour des médiathèques, des sensibilisations, sur des murs de lycée. C'est aussi une éducation. On peut être étonné du potentiel de chacun.*

Il n'y a pas que les « cultures émergentes », la **valorisation d'un patrimoine commun comme forme vivante** est une manière d'indiquer que des passerelles se dressent entre le passé et l'avenir.

*À la sortie du collège, c'est une ancienne ferme, il a des carrières qui sont une zone protégée pour les animaux, il y a le port industriel.*

*On pensait aussi partager autour des hauts lieux de la mémoire, pour combler le fossé et dialoguer sur l'héritage patrimonial qui n'est pas obligatoirement partagé, l'idée est d'associer les parents à ce projet. Ça déplace le regard sur l'enfant / élève, le parent éducateur.*

*La culture peut se construire aussi à travers la connaissance et la valorisation d'un territoire. Je vis sur un territoire qui historiquement sur le plan artistique qui est*

*très riche. Il y a une croisière impressionniste qui va de Honfleur à l'île de Croissy, Mantès est une halte, le musée de l'hôtel accueille des expos.*

On peut aussi renouer avec des formes plus anciennes de la **diffusion de la culture comme la lecture publique, les bibliothèques de rue, le rôle du conte** et là aussi construire des ponts entre le dedans et le dehors de l'école.

*Il existe un quart d'heure lecture obligatoire au collège, on peut proposer des livres, cela pourrait être une lecture offerte par quelqu'un, un conte. Cela n'a rien à voir avec une lecture individuelle. Cela peut concerner les crèches, les haltes-garderies, les centres sociaux, être dans la rue.*

Des traditions peuvent dépasser leur caractère folklorique et retrouver un sens moderne, à l'exemple du carnaval qui possède autant une portée symbolique que socialement structurante.

*Le carnaval implique le centre de loisirs, la crèche, mais pas les gens du quartier. Des parents peuvent bricoler des chars, donner cette opportunité d'avoir accès au carnaval. La fête de quartier n'appelle que des intervenants extérieurs, pourquoi les artistes locaux ne peuvent pas faire partie de l'organisation ? Comme la fête des voisins, cela ne demande pas forcément de gros moyens dans l'immédiat. Pourquoi ne pas faire un concours de carnaval inter-quartier, concours de char, de caisse à savon ?*

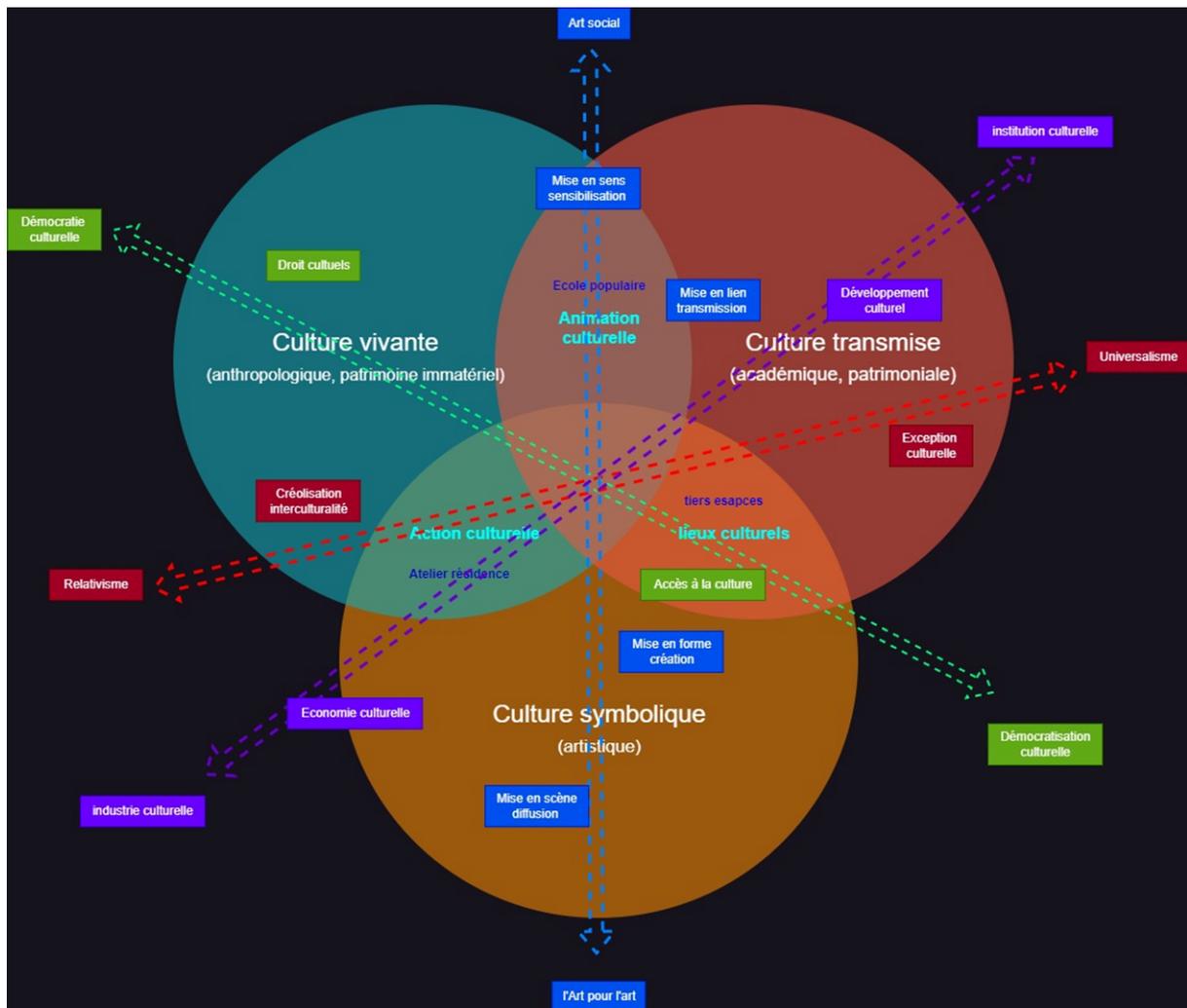
Il existe une **force inclusive des traditions populaires** permettant l'expression d'une diversité culturelle, une capacité de lier le singulier (quartier populaire) et l'universalité (porté émancipateur et formateur).

Ainsi la perpétuation des inégalités entre riches et pauvres n'est pas simplement qu'une question économique, elle se loge aussi dans la capacité de **se projeter dans un imaginaire et d'assurer un avenir**. L'ouverture à la culture ne peut pas être de l'ordre de l'injonction, elle émane d'une recherche où l'on éprouve le besoin de **travailler sur ses matériaux de vie** et d'ouvrir de nouvelles voies par la créativité.

Si la culture peut être un support d'émancipation et d'innovation, elle aussi de **professionnalisation**. Elle peut réhabiliter d'anciens métiers ô combien nécessaire comme celui **d'écrivain public**. D'autre part, une intention mériterait d'être sur **l'économie culturelle** qui constitue un secteur important de développement social par la créativité.

*J'ai un projet de parc d'attractions écolo, avec un manège carrousel à propulsion parentale, on pédale sans électricité. On prend en compte le milieu social, à travers une économie du troc, je l'appellerai « Alibaba les 42 troker » pour éviter le gaspillage. Cela permet d'offrir un droit d'entrée pour les familles peu argentées. Il y aurait aussi un jardin sensoriel pour les enfants autistes, des balançoires pour les handicapés et les personnes âgées.*

Le travail de la culture permet aussi de réinterroger et de refonder la **valeur travail** qui a été fortement questionnée pendant la période Covid. Nous avons essayé de résumer ci-dessous les synergies en œuvre dans un travail de la culture. Ce que nous appelons une « axiologie entre pensée politique de la culture et politique culturelle » ou dit autrement, les « **enjeux d'une citoyenneté culturelle** ».



Qu'il s'agisse des processus élémentaires issus d'un travail sur les formes (**sensibilisation, transmission, création, diffusion**), des processus secondaires issus d'une mise en œuvre (**formation, production, réception**), des processus fondamentaux définissant une pratique sociale complète (**individuation, intégration, socialisation, professionnalisation**), nous ne pouvons les appréhender qu'en relation les uns avec les autres, en synergie. C'est ce que permet un travail de la culture.

## DÉMARCHE DE RECHERCHE-ACTION

Ce troisième chapitre essaie de mettre en pratique les analyses et conclusions des deux premiers chapitres par la **production de savoirs et l'expérimentation sociale**. Il n'y a pas de solutions « clefs en main », mais si elles existent, elles ne peuvent provenir que de manière inductive, par des modes d'implication en situation **croisant les savoirs expérientiels (vie quotidienne), technicien (professionnel) et scientifique (sciences humaines et sociales)**. À l'inverse d'une démarche déductive qui tenterait de plaquer des problématiques du haut vers le bas, il s'agit de partir des **maîtrises d'usages vers les maîtrises d'œuvre et d'ouvrage afin de définir un nouveau « contrat citoyen »**.

À l'évidence, nous constatons que le discours de la « participation » convoqué dans les politiques publiques pour des actions ou des recherches « citoyennes » s'articule finalement assez mal avec ce qui devrait être un processus effectif de pouvoir d'agir, d'« **encapacitation** » (ou « empowerment »). Il y a un contradictoire entre l'intention initiale de permettre à la société civile de s'emparer des problématiques la concernant et le pouvoir effectif d'y répondre. **La recherche-action offre en même temps une méthodologie (outillage) et une axiologie (stratégie en fonction de valeurs)** pour essayer de dépasser ce blocage.

La recherche-action est intimement liée aux préoccupations d'acteurs qui se saisissent des outils de la recherche pour **changer leur situation sur un plan individuel, collectif ou institutionnel**. De cette transformation sont tirées de nouvelles connaissances diffusées pour tous et directement réinvesties au cœur de la réalité sociale de chacun. La personne n'est plus objet, mais **devient sujet** du processus en **travaillant sur ses propres expériences dont elle peut ainsi rendre visible la cohérence et problématiser les enjeux dans l'espace public**.

La recherche-action vise à lier de manière dynamique production de savoir et transformation sociale, l'une alimentant l'autre et réciproquement. Nous pourrions également évoquer un processus en spirale : **le savoir tiré de l'expérimentation est directement réinjecté dans des outils d'action, le changement généré vient alors nourrir de nouveaux savoirs**.

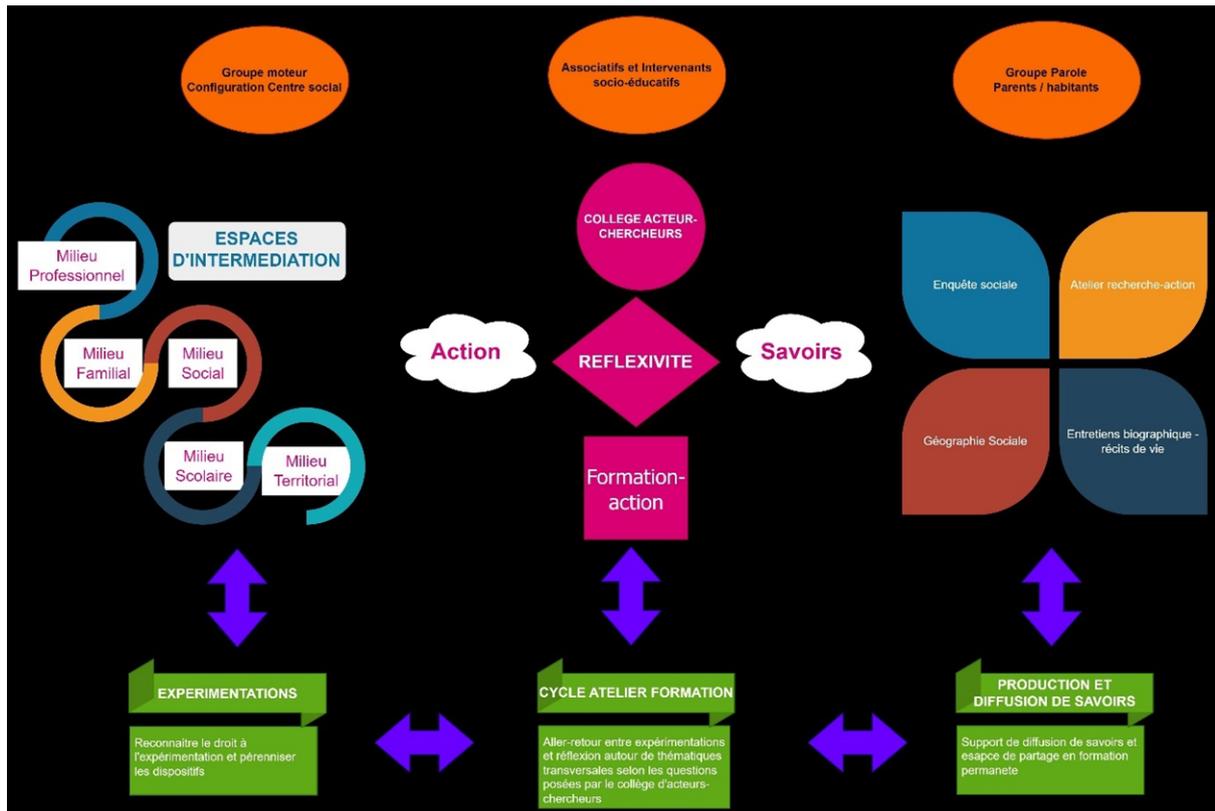
Pour atteindre cet objectif, nous essayons de garantir que **les acteurs apparaissent légitimes comme acteurs-chercheurs** et trouvent les moyens et la liberté d'ouvrir là où ils sont, dans leur cadre professionnel ou militant l'espace d'une réflexivité.

Acteur-chercheur n'étant ni une profession ni un statut, il s'agit de négocier en permanence des espaces qui peuvent tenir le rôle d'interface et valider ces processus et les compétences mobilisées en situation dans des milieux socioprofessionnels qui n'obéissent pas aux mêmes spatialités et temporalités. Cette interface prend le plus souvent la forme de **collectifs autour de problématiques communes comme les ateliers de recherche-action**.

## SCHEMA GLOBAL DE LA RECHERCHE-ACTION

Nous présentons ci-dessous le schéma global qui a animé notre processus de recherche-action sur Limay en 2023 et que nous allons détailler dans cette partie. L'intérêt d'un tel schéma n'est pas simplement de mettre en visibilité les différents outils méthodologiques, les types d'espaces et de production de savoirs, mais faire passer avant tout l'idée d'une **cohérence globale qui relie actions et savoirs, expérimentations et formations**. Cette approche générale se veut respectueuse de la manière dont les personnes, les groupes, les communautés et les collectivités abordent leurs mondes sociaux. C'est une manière de respecter cette **intelligence du vivant**.

Ainsi, les processus ne sont pas juxtaposés dans l'espace et le temps, même s'ils se déroulent selon une certaine temporalité. Ils ne sont pas non plus tributaires de telle ou telle appartenance sectorielle. Il s'agit bien d'une approche globale visant à mettre en synergie les ressources en essayant de stimuler au mieux la créativité et dans ce sens la capacité de **s'émanciper des cadres d'action et de pensée préétablis pour imaginer de nouvelles manières de faire société**. Il s'agit également de comprendre à travers ce schéma que la production de savoir ne peut pas être séparée d'une prise de conscience. **Chacun peut être acteur et auteur de ce processus** et chacun est légitime dans cette production de savoir. Ce savoir ne se résume pas à des compétences techniques pour accomplir des projets, il se compose aussi **d'outils d'analyse** sur les problématiques sociales et la manière d'y répondre.



- Nous partons (cercles ovales orange) de plusieurs espaces sociaux de rencontre où est **recueilli et valorisé un savoir expérientiel** ainsi que des éléments d'analyse sous la forme de **réunion collective et entretiens individuels**.
- Il s'agit alors de croiser plusieurs mondes sociaux représentés par une spirale à gauche (à l'exemple du milieu scolaire et du milieu familial) et ainsi faciliter un croisement des savoirs. Cela n'est possible qu'à travers des **espaces d'intermédiation** comme l'Espace Bouchet détaché du découpage sectoriel des interventions professionnelles.
- Dans le même mouvement (dessinés en pétales à droite), il s'agit de s'appropriier des **outils en sciences sociales** pour impliquer les acteurs concernés dans un processus de recherche-action afin de faire émerger leurs problématiques comme questions publiques.
- Ce processus est décrit centralement (en rose) par **l'articulation entre travail d'analyse et de transformation sociale**, l'un nourrissant l'autre et réciproquement. C'est un processus d'autoformation réciproque légitimant une position d'acteur-chercheur et la constitution d'un collectif de recherche-action.

- Cette **réflexivité** s'appuie (en bas en vert) dans un aller-retour sur différents modes d'action et de production de savoirs (expérimentations, cycle de **formation-action**, supports de diffusion de savoirs).

Le déroulement de ce schéma a été en grande partie respecté sur l'année 2023, mais ne pourra porter ces fruits que dans une poursuite en 2024. Il serait important de pouvoir en assurer la continuité (voir les modalités en conclusion du rapport).

## ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS

La rencontre sous la forme d'entretiens avec les personnes concernées par la problématique d'étude sur un territoire constitue la base pour entamer une démarche en recherche-action. C'est pour cela que nous accordons en début d'entretien un moment pour présenter cette démarche et nous assurer qu'elle a bien été perçue et comprise. Nous sommes impliqués dans une **démarche collaborative où nous incitons la personne à prendre également une posture « d'acteur-chercheur »**.

Plus l'intervenant intervieweur est claire dans son positionnement, plus la personne interviewée se sentira à l'aise pour se positionner elle-même par rapport à la proposition. « Clair dans son positionnement » veut dire savoir ce que l'on fait, pourquoi on le fait, où on se situe dans la démarche.

Il s'est ainsi déroulé une série d'entretiens principalement sur le premier semestre 2023. Le choix des personnes rencontrées se fait à la fois sur proposition des partenaires de l'étude et également par cercles concentriques dans une **approche en réseau**, notamment pour ce qui concerne les parents habitants des quartiers (voir en annexe liste des personnes rencontrées).

Le choix du type d'entretien, individuel ou collectif, dépend du contexte, du type de relations et de matériaux que l'on veut obtenir. Ils ne sont pas exclusifs et peuvent se compléter auprès de mêmes personnes. L'entretien individuel permet à la personne de dérouler son expérience alors que l'entretien collectif facilite le croisement des expériences, et donc l'émergence de problématiques collectives, mais en revanche laisse moins de place à l'expression individuelle.

Les matériaux récoltés dans les entretiens ont alimenté la grille d'analyse des deux premiers chapitres de ce rapport. Les modalités semi-directives des entretiens correspondent à l'objectif de **laisser aux personnes la possibilité de dérouler leurs propres problématiques** tout en recentrant ponctuellement les échanges. L'entretien peut ainsi s'appuyer pour les personnes qui le souhaitent un moment de récit de vie.

Dans un entretien non directif ou semis directif. C'est le sentiment pour la personne d'avoir fait le tour de son parcours d'expérience qui clôt l'entretien. Cela ne veut pas dire que l'on a tout abordé, mais que la personne a le sentiment d'avoir pu **exprimer une cohérence, faire émerger un sens qui, dans une visée émancipatrice, dégage une pensée du futur et une orientation de l'action**.

Ce moment est important afin que chacun puisse se réapproprier une réflexion sur sa propre expérience. C'est en cela que l'entretien en recherche-action diffère de l'entretien d'étude classique où le but est avant tout de récolter des matériaux (« sciences extractivistes »). Ici, il s'agit aussi de créer les conditions pour que **les personnes puissent engager un travail réflexif** et si possible le poursuivre en dehors de l'espace-temps de l'entretien. Ces moments ne sont pas si fréquents où l'on se permet de faire une pause dans l'action.

On peut parler également de **conscientisation** où l'interviewé est incité à construire sa grille d'analyse. On se réapproprie les outils d'un travail de recherche sur ses propres matériaux de vie et acquiert suffisamment de confiance pour négocier cette production de savoir dans son cadre socioprofessionnel. Cette **réflexivité** constitue la base pour engager ensuite sur le territoire une démarche de recherche-action (voir schéma global plus haut).

## CREATION D'UN GROUPE « PAROLES PARENTS »

Depuis le mois de mars 2023 s'est créé un groupe « paroles parents » dans le quartier des Basses Meunières. Il s'est généralement réuni chaque semaine dans les locaux de l'Espace Bouchet. Si le chercheur a été à l'impulsion et s'est proposé d'accompagner une première phase dans une démarche de recherche-action, ce sont **les parents qui ont été à l'initiative et constituent une intelligence collective en partageant leur expérience dans une libre parole pour répondre à leurs besoins et faire des propositions.**

Voici comment le noyau initial présente ses motivations :

Amal

*Je me présente, je m'appelle Amal. Je suis Marocaine, arrivée en France en 2012. Je suis maman d'une fille de huit ans qui s'appelle Amira. J'ai toujours habité Limay. J'ai découvert une annonce dans mon hall d'immeuble pour l'aide aux devoirs où j'ai inscrit ma fille. C'est alors que j'ai rencontré Hugues Bazin et où on a discuté de nos besoins en tant qu'habitante et parent et de la possibilité de créer un groupe de paroles. Mon intention est d'investir pour la communauté, et ainsi pour le bien-être de ma fille, créer de la sociabilité et m'informer pour améliorer le quotidien, casser la routine et surtout rencontrer de nouvelles personnes différentes.*

Farida

*Je me présente, je m'appelle Farida, maman de quatre enfants, deux adolescents et deux petits de huit et sept ans. Je suis habitante de Limay depuis 17 ans. Je suis tombée amoureuse de la ville, du calme, du cadre et de la verdure. J'ai vu le quartier s'agrandir petit à petit, la population changer. Je vois de plus en plus de jeunes, suite à la densité de la ville. A la suite à l'ouverture d'un espace où il y a de l'aide aux devoirs au pied de mon immeuble, j'ai rencontré Hugues Bazin avec qui on a longuement discuté des problématiques rencontrées dans notre quartier et l'envie de faire bouger les choses. Je souhaite et toujours voulu m'investir et apporter mon aide auprès de cette nouvelle génération. Je suis bénévole à l'aide aux devoirs. Je participe au groupe de paroles pour améliorer le cadre de vie dans le quartier, ne plus voir ses enfants dehors livrés à eux-mêmes sans activité.*

Fatiha

*Je m'appelle Fatiha. Je suis limayenne depuis 36 ans. Ma famille et moi sommes arrivés dans cette commune par hasard. Mon père était ouvrier et a construit la maison où ma mère habite toujours. Je me suis marié à la mairie, mon fils fréquente l'école élémentaire Jean Macé et nous habitons dans la rue du même nom depuis 2018. Avant, nous habitons rue du colonel Bouchet. C'est là que j'ai rencontré Farida, elle habitait dans le même immeuble que mon garçon, ils ont le même âge et fréquentent la même école. Quand elle a créé le groupe paroles et m'a envoyé un message vocal, j'ai tout de suite*

*répondu au « pourquoi pas ». J'ai trouvé cette initiative très intéressante de parler librement, sans jugement ni préjugé de ce qui se passe dans notre quartier et de soulever les difficultés que beaucoup de Limayens rencontrent que ce soit dans les aires de jeux, dans le milieu scolaire, l'urbanisme. C'est pour toutes ces choses-là que j'ai accepté d'intégrer le groupe de paroles en espérant que nous arriverons à changer la vie du quartier pour le bien-être de nos anciens et de nos enfants. J'aimerais que la municipalité écoute nos besoins et nos envies comme des Limayens qui veulent s'investir et avancer pour que notre ville continue à vivre bien et ses habitants se sentent en sécurité.*

Naima

*Je suis Limayenne depuis 40 ans. J'ai grandi dans cette commune qui a bien évolué et s'est diversifiée. Malheureusement au fil des années, je me suis rendu compte que cette ville manquait cruellement de lieux de rencontres et d'activité pour les enfants les jeunes. Je suis moi-même maman de deux filles. Les espaces de rencontre comme un café parents ou une ludothèque sont inexistantes, ce qui rend cette jolie commune « tristounette » ! À ma grande surprise, je suis tombée sur cet affichage sur le mur de mon immeuble qui proposait différentes activités comme l'aide aux devoirs et des rencontres entre parents qui me paraissaient très intéressantes. Alors que je suis en congé parentalité, j'ai d'autant un grand besoin de rester en contact avec une vie sociale.*

## Tiers espace

### Ouverture de l'Espace Bouchet



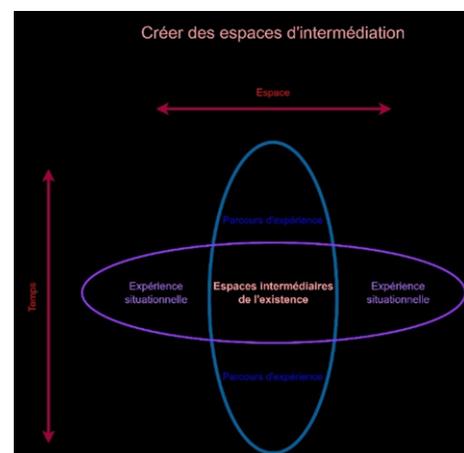
Espace d'accueil inconditionnel aménagé par les habitants du quartier pour de multiples activités, lieu d'intermédiation et passerelle avec la préfiguration d'un centre social.



Cette rencontre n'aurait été possible sans un espace d'intermédiation représenté par l'Espace Bouchet. Nous nommons « tiers espaces », ces **espaces d'accueil inconditionnel qui ne sont pas fondés sur une logique de projet, mais permettent de s'autosaisir sur des missions**. C'est ce qui s'est produit avec le groupe paroles parents.

Un tiers espace est à la croisée comme le montre le schéma ci-dessous entre un parcours passé et une situation présente. C'est ce que nous appelons « **espaces intermédiaires de l'existence** » et qui n'entre dans aucune case socioprofessionnelle. Cette approche en termes d'espace permet de concevoir une **approche globale considérant l'ensemble des dimensions humaines**.

C'est un espace neutre, mais engagé entre la sphère privée et la sphère publique, où l'on **apprend ce qui peut faire commun** à travers une diversité de profils d'expérience et de savoirs. C'est donc le lieu idéal pour accueillir aussi bien des bénévoles que des professionnels, des jeunes comme des personnes âgées, des parents comme des enfants, tous peuvent là s'autoriser à se positionner autrement, à penser et à agir différemment. Cette **mobilité mentale, sociale et spatiale**, participe à un capital social, contribue à renforcer une confiance et autorité. On peut alors comprendre la notion de « tiers » comme une possibilité de



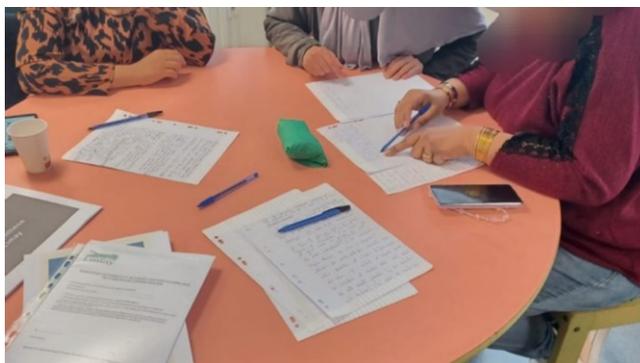
**faire levier entre des configurations sociales non** instituées à l'instar d'un groupe parole et des institutions. À l'inverse, l'absence de tiers peut conduire à une crise des corps intermédiaires (associations, syndicats, éducation populaire, etc.) ; c'est-à-dire les intermédiaires garantissant la vivacité d'une démocratie sociale et la remontée des besoins.

## **Collectif d'acteurs-chercheurs**

L'accueil dans un espace d'intermédiation d'un groupe de libre expression selon une démarche de recherche-action a contribué à la formation d'un collectif d'acteur-chercheur concevant leurs propres critères d'évaluation de leur cheminement.

Dans cette forme collaborative, il n'y a pas de chercheur professionnel prenant un point de vue surplombant. Il s'agit bien de travailler sur le même plan à partir de la situation créée par le collectif. L'intervenant professionnel se borne à provoquer et à faciliter l'émergence de ce type de situation d'implication collective sous la forme **d'atelier de recherche-action**.

**L'écriture réflexive** est un outil qui a permis, par exemple, la description de son cheminement (voir plus haut présentation du groupe) ou la publication du retour d'expérience sur le site internet collaboratif (voir plus bas : « production et diffusion de savoirs partagés »).



L'écriture réflexive a un effet structurant, car elle permet de **prendre du recul sur son vécu d'expérience tout en mesurant les changements** que peut apporter ce mode de production de savoir. Nous avons pu expérimenter l'efficacité de ce processus dans d'autres cadres<sup>2</sup>.

La prise de conscience collective d'une capacité d'analyse facilite l'émergence d'un « chercheur collectif ». C'est-à-dire que le groupe n'est pas que l'addition des cheminements individuels. Il se constitue comme une entité sociale dans sa capacité à **développer sa propre expertise et peut jouer à ce titre un rôle d'interface entre les acteurs et les autres partenaires** (associations, institutions, collectivités, etc.).

Voici quelques éléments de problématisation issus de plusieurs comptes rendus de réunions du groupe paroles parents.

### **Démarrage du groupe**

*Le but, c'est de parler de tout en ayant des objectifs. Toutes les idées sont bonnes, différentes, on n'a pas de difficulté. Il n'y a pas de prise de tête, des idées qui se créent. Nous visons le bien-être des habitants de la ville.*

*Ce n'est pas gagné de motiver les gens. Il n'y a pas de dynamique, cela reste très routinier la vie dans le quartier. Peut-être parce qu'ils ne connaissent pas, ils n'ont jamais*

---

<sup>2</sup> - BAZIN Hugues, « L'émancipation de l'écriture réflexive et la centralité des quartiers populaires », préface à l'ouvrage collectif du « Groupe paroles parents » de l'association les Enfants de la Goutte d'Or : *Paroles de parents. Le pouvoir d'agir ensemble*. Nîmes, Champ social, « Acteurs sociaux », 2020, p. 9-19.

- BAZIN Hugues, (Sous la dir.) *Recherche-action et écriture réflexive : la pratique innovante des espaces comme levier de transformation sociale*, Cahiers de l'action, 2018/2-3 (N° 51-52), 173 p.

*eu l'occasion, il faut qu'ils comprennent le but du groupe paroles. On est vraiment là dans de réels projets où chacun peut apporter ses propres idées.*

*Il faut que les habitants s'investissent, qu'ils soient informés. Les personnes appréhendent de venir, il faut déjà venir une fois, entendre ce que l'on dit. Ils ne savent pas à quoi s'attendre.*

*Ce serait bien d'impliquer les gardiens, parler avec les habitants, voir leurs besoins*

N.B. : Pour faciliter l'accueil et élargir le cercle, plusieurs initiatives ont été lancées depuis (voir plus bas : enquête sociale, fêtes des voisins, etc.).

### **Aménagement du territoire, vie de quartier et socialité**

*Limay, c'est beaucoup transformé, de maraîchers, on est passé à citadins, tout est bétonné, il n'y a finalement pas beaucoup d'espace vert. Ou est-ce que les enfants peuvent jouer ? Comment savoir si un espace appartient à un bailleur à la mairie ? Le groupe pourrait inviter des intervenants au niveau de l'urbanisme.*

*Nous proposons de nous retrouver pour une balade exploratoire sur Limay avec parents et enfants.*

*On peut demander de faire des jardins potagers au bas des immeubles. Cependant, on peut demander au bailleur d'avoir accès au terrain et on se débrouille. On a de bons gardiens, on peut faire la démarche pour contacter l'IRT. Choisir les aires de jeux qu'il n'y a pas à Limay, une balançoire, un toboggan. Les enfants jouent naturellement dehors, avec des bâtons, se cachent derrière les buissons.*

*Le quartier est divisé en deux. Nous pourrions organiser une fête des quartiers, on n'est pas obligé de se limiter à notre quartier.*

*Ce serait bien qu'on puisse partager avec l'autre groupe tout en restant indépendant*

*La mairie a organisé un carnaval sur le thème du sport. L'été dernier, il y avait une après-midi dans chaque quartier avec de la musique, barbecue. Comment faire passer le message la prochaine fois ? La communication a du mal à passer à Limay. Le foot en salle, cela marche bien au niveau des enfants, il y a des tournois de judo. En revanche, le cirque, ça coûte cher pour ce que c'est.*

*Il y a une nouvelle génération, tout le monde est sur son téléphone, même pendant les réunions de famille. Il n'y a plus de communication et donc du lien. On ne s'attend plus pour manger, chacun son plateau télé. Ma mère, quand elle fait un manger, c'est la même assiette et tout le monde est autour de la table. Le repas, c'est le partage. On pourrait faire une fête des voisins, ouvrir des portes, mettre les tables dehors.*

*Comment sécuriser les passages piétons au moment des sorties scolaires. Il n'y a que trois agents qui font traverser les enfants et ce n'est pas régulier, car les voitures passent à toute allure. On pourrait faire un groupe de parents qui font traverser les enfants. Il y a déjà failli avoir un accident. Malgré les panneaux de signalisation.*

N.B. Plusieurs initiatives ont été lancées depuis sur la question de l'aménagement public (voir plus bas : exploration territoriale, cartographie sociale, expérimentations sociales).

### **Relations Inter-générationnelles**

*Les personnes âgées s'ennuient un peu beaucoup. Les conditions de travail dans les foyers de personnes âgées sont difficiles. Il y a un soignant pour 15 personnes. Il n'y a pas de relationnel faute de temps.*

*On pourrait inviter l'animatrice du foyer à une de nos réunions. Elle pourrait nous faire intégrer une après-midi, on ferait des activités. Parler, jouer, des personnes âgées adorent ça. L'idée, c'est de la mettre avec nous, parler de l'histoire de Limay, des changements, parce qu'elles sont isolées. Elles représentent les habitants de Limay. Qu'ils aient une autre vision que ce qu'on voit à la télé. Moi, je sais, je suis d'origine marocaine, par exemple, ils font toute une histoire sur le voile. Quand je leur parle, ça se passe bien. Je leur dis n'ayez pas peur, ils ont une appréhension. On peut peut-être les rencontrer avec les petits dans leur jardin. Ce qui permet de rencontrer sans entrer dans leur intimité. Il y a une petite dame, qui est très volontaire, elle participe tout de suite, elle connaît bien Limay. C'est une ancienne maraîchère.*

*Je propose de faire de l'esthétique pour les personnes âgées, beauté des mains, des petits embellissements, on peut le préposer un jour par semaine.*

### **Créer un lieu d'accueil pour les parents**

*Le moment d'après accouchement, c'est dur de se retrouver seul avec un bébé. J'aurai été contente à mon époque d'avoir un café des parents. La MPI proposait des ateliers entre 6 et 7 participantes avec les bébés. On est demandeur, sur un accompagnement, les problèmes, l'alimentation.*

*Il manque d'information, d'affiche, de soutien à l'allaitement.*

*Un café parent pour les mamans qui sont isolées avec des enfants en bas âge et qui ne peuvent venir dans des réunions, aménager l'espace pour que les enfants puissent jouer.*

*Nous pourrions créer une ludothèque à l'espace Bouchet, comment agencer la salle et s'équiper. L'espace est assez grand, on pourrait avoir plein de jeux de société pour petit et grand, on joue avec nos enfants. Monopoly, jeu de mime. On envisage aussi un atelier cuisine, faire des gâteaux. L'occasion d'inviter de nouvelles personnes qui sont encore réticentes.*

N.B. : Grâce à l'investissement des parents dans l'Espace Bouchet, le local a été depuis aménagé et des activités créées (ludothèque, café parents, etc.).

### **Relations (difficiles) avec les écoles**

*Niveau des parents délégués, les parents ne sont pas investis, il y a une par trimestre, c'est toujours les mêmes qui viennent, 2-3 sur 15.*

*Participer aux sorties scolaires, donner notre avis, les délégués sont l'intermédiaire entre la direction et les parents. Mais on ne peut pas toujours aborder les sujets qu'on veut. Par exemple, quand j'ai voulu parler de harcèlement scolaire, d'autant plus qu'ils ont fait des banderoles, des campagnes. Il faut attendre que cela vienne de l'établissement scolaire.*

*On a le sentiment de n'être pas pris au sérieux pour faire des projets. C'est leur image qui compte et le reflet de l'école dans la ville et montrer les statistiques qui fait le plus de*

*sorties. On dirait qu'il y a une peur des parents, qu'ils doivent rester loin. On ne peut pas participer à la vie de l'école, ça s'arrête au portail.*

*La relation avec l'école, cela dépendant de la directrice. Les profs sont investis, par exemple le carnaval, mais c'est dommage qu'on ne participe pas. On a déguisé nos enfants, j'aurais aimé les accompagner, avoir des photos. On n'est pas convié, ce n'est pas normal, on ne peut pas rentrer.*

*Comment inviter des enseignants dans le groupe ? Ils n'oseront pas, comme ce sont les instituteurs de nos enfants. L'idée, c'est ce qui se passe dans le groupe reste dans le groupe, chacun peut se sentir libre.*

N.B. : Depuis la création du groupe paroles parents et sa visibilité, certaines relations ont évolué positivement (voir plus bas présence de représentants d'écoles à la restitution des travaux du groupe en mairie).

### **Relations interculturelles**

*On fait passer l'image que chez nous, notre culture, nos origines, on ne veut pas laisser sortir nos filles. On n'est pas la génération de nos parents qui avaient peur de nous laisser sortir, fille ou garçon.*

*On met une étiquette sur les parents. Vous croyez qu'on ne sort pas ? ! On fait des sorties, les vacances d'été. Ils croient qu'on est des extraterrestres « oui, mais c'est l'occasion de faire des choses qu'ils ne feront jamais avec vous ! ». Il y a des parents qui n'ont pas les moyens. Déjà on voyage beaucoup parce qu'on est d'ici et d'ailleurs, donc on voyage, on entend des langues et des cultures, on visite, on va à la mer, on est des gens normaux. On voyage beaucoup plus que les Français de souche. C'est ça aussi la mixité.*

*Pour les sorties, si je ne travaille pas, je vais essayer de me rendre disponible, je pose ma journée, je mets ma fille à la crèche, je vais tout faire pour venir. Mais si c'est une école qui ferme les portes sur tout, je ne vais pas être motivé pour faire l'accompagnatrice puis qu'on me dit non à tout.*

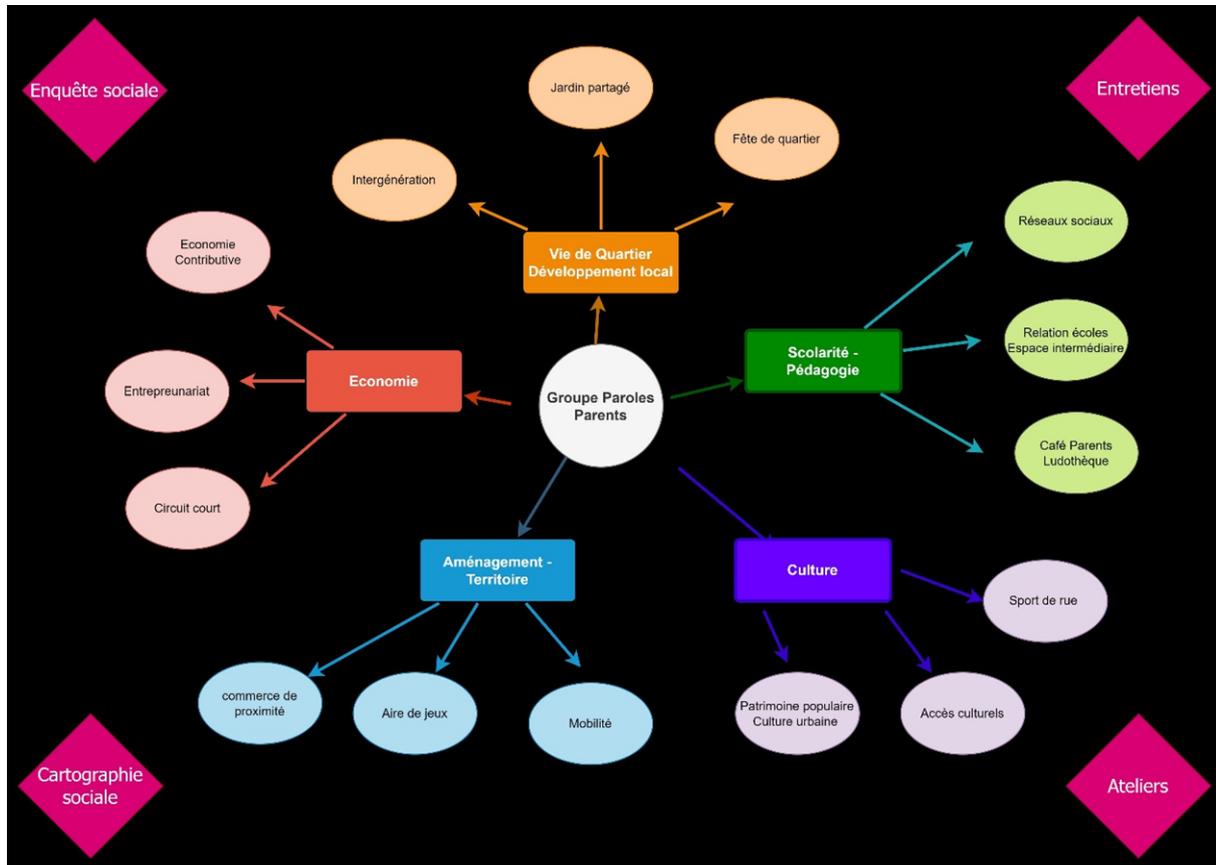
### **Prise en charge des enfants en difficulté**

*Il faut aider l'enfant en difficulté, il perd beaucoup de temps, ça peut déranger dans les cases scolaires, il faut un accompagnement individuel et les profs n'ont pas le temps. C'est la facilité, mettre des labels pour enfants en difficulté. Il y a une auxiliaire de vie scolaire pour plusieurs enfants. Il y a des enfants, il faut les laisser grandir.*

*En tant que parent, on arrive à cibler la difficulté de chaque enfant, faire des activités en dehors de l'école, de les écouter, un temps de parole avec chaque enfant, leur peur, leur crainte, prendre un prof pour les cours du soir, c'est à nous d'aider nos enfants dans leur construction.*

*Ce n'était pas comme ça avant, nos parents ne se sentaient pas jugés, alors qu'ils venaient d'arriver, ne parlaient pas bien le français, ils faisaient 100 % confiance à l'école, aujourd'hui on écoute les deux versions. Les parents ont un peu peur, ils sont au travail, ils n'ont pas toujours la possibilité d'être investis, les enfants rentrent et regardent la télé, on ne leur demande pas ce qui s'est passé durant la journée. Il y a des enfants qui ne vont rien dire, mais on le voit sur leur visage.*

Nous avons synthétisé les discussions sous la forme d'une carte de pensée de façon à faire ressortir les inter-relations et les logiques systémiques pour faciliter une approche globale non sectorielle. Cette **cartographie des problématiques** a pu servir de base à conception d'un cycle de formation-action (voir plus bas).



## GEOGRAPHIE ET CARTOGRAPHIE SOCIALE

La première des choses à laquelle on pense quand on évoque une cartographie est la possibilité de **mettre en visibilité, et donc en valeur certaines composantes sociales, culturelles, naturelles, économiques du territoire**. La plus-value d'une **carte participative** est de faire émerger des éléments

qui ne sont généralement occultés ou minorés dans des recensements ou état des lieux classiques.



La route de tous les dangers entre le centre de loisirs et la ville, il nous faudrait une piste cyclable et piétonne

### Exploration territoriale

Nous avons proposé aux familles de choisir des cheminements dans la ville et d'utiliser l'appareil photo du téléphone portable pour en saisir les étapes qu'elles jugent significantes pour différentes raisons : **lieu symbolique d'une expérience, réflexion sur le patrimoine, lieu de croisement posant des enjeux de socialité, point de repère sur les questions de mobilité et d'aménagement territorial** ou socio-économique, etc. Les photos ainsi prises sont légendées et publiées sur une carte interactive que chacun peut compléter sur le site internet.

L'idée est de partir d'une exploration déambulatoire pour prendre conscience qu'habiter un territoire ne se résume pas à occuper un logement, mais participe à une **maîtrise d'usage de l'espace public** sur laquelle peuvent être formulées des propositions de changement en commençant par la reconnaissance de cette géographie sociale valorisant un environnement socioculturel. Il est donc cohérent que cette forme exploratoire puisse déboucher dans un second temps sur des expérimentations sociales permettant d'investir l'espace public.

Il s'agit donc d'ouvrir un champ de connaissance, de permettre d'accéder à une autre réalité des **ressources humaines du territoire comme des compétences collectives, l'émergence de pratiques en rapport avec de nouvelles mobilités, des réseaux, des initiatives informelles et autonomes, des modes de formation par les pairs et d'échange réciproque du savoir** ne passant pas par des modes de structuration institutionnelle, etc.

À la différence de la topographie institutionnelle qui décrit des lieux et des fonctions, la géographie sociale décrit la manière dont les habitants vivent et perçoivent le territoire. Effectivement, quelle que soit son expérience du territoire en termes d'appartenance, d'activité, de longévité, nous avons tous une pratique et tout un regard sur le territoire. La cartographie permet d'une manière neutre de partir de ces matériaux qui sont comme les briques premières d'un vocabulaire pouvant ensuite élaborer une grammaire.

#### Les aires de jeux...



#### Les espaces... à aménager....



A Saint-Sauveur, les tables de pique-nique sont vétustes et inappropriées pour un si bel espace



Nous voilà arrivés à « Limay Plage » où les enfants se mettent à la musculation. Que va devenir cet endroit ?

Pour entrer dans le processus cartographique, il s'agit donc de prendre des outils simples permettant de recruter des matériaux de base, ce sont les premières briques de notre vocabulaire. Grâce à la démocratisation du numérique, tout le monde possède sur lui ou proche de lui un téléphone portable susceptible de prendre des photos et de garder une trace GPS permettant de les géolocaliser ainsi que ses déplacements.

L'objet de la photo peut être un paysage, une activité, un objet, bref un élément qu'on choisit parmi d'autres et qui est pour nous symptomatique dans notre rapport au territoire ou de ce que nous voulons indiquer comme besoins ou des nécessités par rapport à ce territoire. Il peut donc avoir une façon personnelle et originale pour chaque pratique et profession de présenter ce qu'il est et ce qu'il fait.

**La manière dont chacun construit le paysage est un marqueur autour duquel peuvent s'articuler des récits de pratiques.** Car évidemment, une photo n'est pas suffisante, elle ne parle pas d'elle-même, il s'agit de la faire parler. Le but est donc d'inviter les personnes qui ont pris ses photos de préciser l'objet de leur démarche. La récolte de cette parole peut se faire sous forme d'entretiens dits « conscientisant ». En même temps que la personne raconte sa proposition, elle prend conscience de l'intérêt de se saisir de l'outillage et d'intégrer un processus collectif pour être acteur sur le territoire.

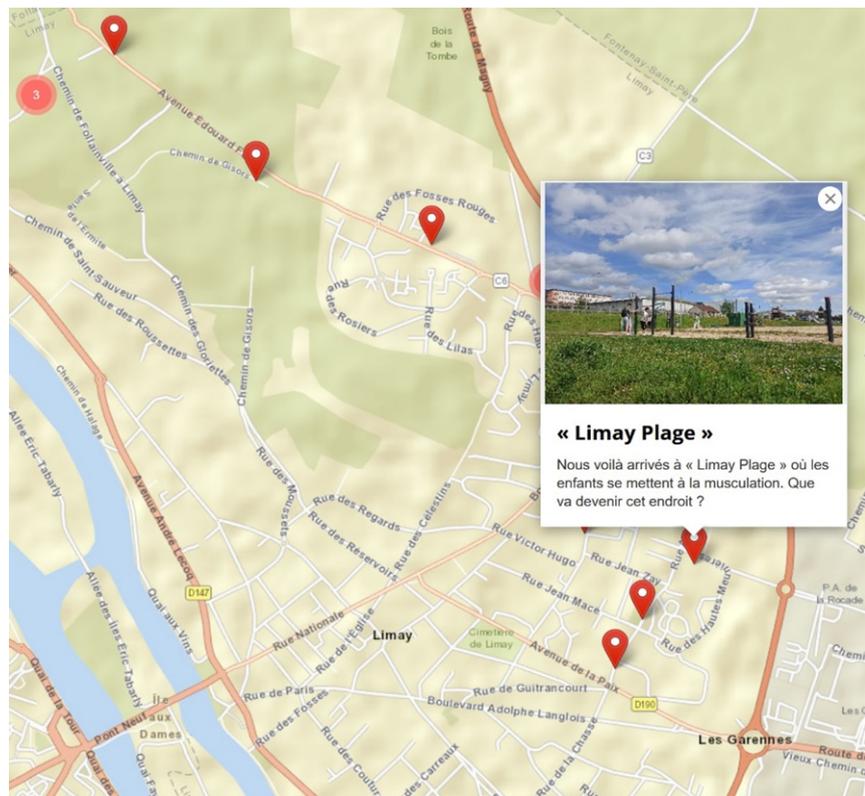
Par exemple, l'espace public n'obéit pas à des normes fixes comme le serait le règlement intérieur d'un établissement. Justement parce que nous sommes « hors les murs », la manière d'occuper cet espace fait l'objet d'une négociation permanente, parfois harmonieuse et d'autre fois conflictuelle. Par exemple la **mobilité douce** peut se heurter à d'autre mobilité, notamment automobile, conçue à une autre époque d'urbanisation et d'industrialisation. Nous pourrions également parler du **mobilier urbain**, la création de **zones d'activité spécifique** (aire de jeux, sport de rue, jardin partagé, etc.). C'est donc tout l'enjeu d'une conception de l'aménagement urbain de l'espace, notamment dans **l'articulation entre les acteurs publics et privés comme les bailleurs sociaux**, en plaçant au cœur de cette négociation les habitants concernés.

## Cartographie sociale interactive

À partir des matériaux recueillis de l'exploration territoriale (voir plus haut), il existe de nombreux intérêts à mettre en place un **outil cartographique dans une logique ouverte, non-propretaire et collaborative.**

Cette carte publiée sur le site internet de la recherche-action<sup>3</sup>. Chacun est invité à participer à cette **carte sensible** de Limay, en prenant des photos avec un petit texte expliquant pourquoi cette prise de vue.

Pour suivre le parcours, il suffit d'agrandir la carte et cliquer sur les marqueurs rouges de géolocalisation pour ouvrir une photo légendée.



L'intérêt d'un travail **cartographique participatif** est de partir d'une maîtrise d'usage des habitants pour inviter le technicien à mettre ses compétences au service d'un processus collectif partagé et le politique à faire les choix d'orientation en conséquence.

Nous pourrions dire d'une autre manière que le **territoire devient « apprenant »** : les acteurs apprennent entre eux et nous apprennent sur la réalité des besoins et des enjeux actuels. Parce que

<sup>3</sup> <https://recherche-action.fr/limay/2023/05/26/sur-le-chemin-des-loups-exploration-en-famille/>

les personnes ne sont pas simplement « agents » d'un dispositif, mais aussi « auteurs » de nouvelles références, ils sont en mesure de poser des problématiques dans l'espace public touchant à l'intérêt général.

L'intérêt aussi est de s'inscrire dans une vision à plusieurs dimensions qui forment autant de couches de pratiques et d'expériences matérialisées sur la carte par différents calques. Nous pouvons ainsi **dépasser une catégorisation par secteur d'activité ou par fonction**, sachant que par définition l'expérience humaine n'est pas unidimensionnelle, elle s'inscrit dans plusieurs domaines.

La dernière étape pourrait être constituée par la mise en discussion publique de la cartographie. C'est-à-dire l'organisation de rencontres-débats que soulève la cartographie à travers un certain nombre de problématiques ou de questions sur le territoire. Cette manière d'organiser des rencontres et des débats permet de sortir des injonctions paradoxales sur la participation alors que les modèles d'organisation sectorielle ou de commission technique dissuadent bien souvent le citoyen de base de participer.

**La mise en débat public à travers la cartographie** doit ainsi permettre de dégager des enjeux fondamentaux et faciliter les choix. Par exemple, poser de la **gestion des communs entre espaces publics et espaces privés, recréer des liens par la mobilité douce, créer des « sas » de rencontre à l'entrée des écoles, autoriser aux enfants de développer leur propre exploration du territoire en toute sécurité, négocier l'occupation informelle de l'espace public** entre désir de convivialité et désir de tranquillité, etc. Telles sont les questions qui sont déjà parues dans nos échanges internes.

## ENQUETE SOCIALE

Comme pour les autres outils, la recherche-action propose aux personnes de s'approprier les méthodologies de la recherche en sciences sociales pour exposer et répondre à leurs problèmes.

L'enquête sociale peut intervenir à une étape de la recherche-action, par exemple après une première phase d'entretiens où se dessine un groupe d'acteurs chercheurs. C'est le cas du groupe « paroles parents » (voir plus haut) qui s'est saisi de cet espace d'expression pour formuler des thématiques de réflexion et a souhaité élargir la démarche à leur environnement.

C'est donc un outil de réflexion et d'action aussi bien pour les personnes qui conçoivent l'enquête que pour les réponses qu'y répondent. Il n'y a pas en cela de différences sociologiques entre le groupe « porteur » qui organise l'enquête et le groupe « cible » concerné par la problématique de l'enquête. Ce n'est pas un questionnaire réalisé par des « professionnels » auprès d'un « public » comme le serait un sondage ou un simple questionnaire pour récolter des informations.

C'est d'abord un **outil d'intervention approprié par les acteurs pour amener les personnes à développer**

Questionnaire « être parents à Limay »  
Vous pouvez indiquer votre adresse mail et/ou numéro tel pour rester informé de la suite de cette enquête : .....

Si vous souhaitez rencontrer les membres du groupe Paroles Parents à l'initiative de cette enquête dans le cadre de la cité éducative, ils se réunissent tous les jeudis après-midi de 14h30 à 16h à l'Espace Bouchet (4 rue du Commandant Bouchet)

Situation

- Dans quel quartier habitez-vous ?  Basse Meunière,  Haute Meunière,  La Source,  Gare,  Centre Village,  Autre : *Traverses Rays*
- Depuis combien de temps habitez-vous sur le quartier ou la ville de Limay ? *10 ans*
- Êtes-vous un  homme ou une  femme ?
- Nombre de personnes au foyer ? *4*
- Combien d'enfants avez-vous ? *5*
- Quel est leur âge ? *6 mois, 2 ans, 6 ans, 11 ans et 14 ans*

Environnement

Selon vous, la vie dans le quartier est :

- Dynamiques,  agréables,  paisibles,  monotones,  difficile,  autres : *pas grand chose à faire nos voisins agréables*

Avez-vous des propositions pour améliorer la vie dans votre quartier, le lien entre les habitants :

- Aire de jeux
- Bancs publics, mobilier urbain
- Espace d'accueil, salle de réunion entre habitants / parents
- Fête de quartier, repas de quartier, rencontre entre voisins
- Commerces de proximité *Sur tout nous sommes coupés des commerces*
- Autres : .....
- 

Aimeriez-vous plus participer à la vie de la commune ?  oui,  non *parce que pas*

Si oui, quels obstacles rencontrez-vous pour participer à la vie de la commune ?

Manque de disponibilité,  Manque d'information,  problème de déplacement,  autre : *garde enf*

Avez-vous quelque chose à ajouter sur la vie dans le quartier et la ville ?

*Oui nous sommes comme je les dit plus haut coupe de route de la ville tout ce haut nous n'avons pas de commerces de proximité malheureusement (commerce) (parce que l'école n'est pas ouverte)*

**leurs propres analyses de leur expérience.** On parlera également dans ce sens **d'enquête « participative »** ou **d'enquête « conscientisante »** dans la tradition du XIX<sup>e</sup> siècle des « enquêtes ouvrières » cherchant à rendre visible et décrire des problématiques qui pourraient être porteuses de réponses vis-à-vis de la situation actuelle et de tirer des enseignements susceptibles de poser des stratégies collectives.

L'enquête peut comporter des questions quantitatives et qualitatives, fermées et ouvertes, mais toujours dans le but de favoriser un dialogue et une prise de parole (voir en annexe le formulaire complet). Elle a été distribuée dans le réseau direct du groupe parole, à l'occasion de rencontres comme la fête des voisins organisée par le groupe.

Les résultats ci-dessous sont à prendre à titre indicatif, car il concerne un groupe restreint (une quinzaine de personnes) et une aire géographique limitée (principalement le quartier des basses Meunières). C'est une expérimentation. A charge des structures d'accompagnement d'inclure cet outillage si elles jugent pertinent de poursuivre cette démarche de recherche-action au service d'une démocratie participative.

Il n'en demeure pas moins que, dans cette première phase, l'enquête est représentative d'un processus qui a contribué à **structurer un collectif et à confirmer l'approfondissement de problématiques de travail articulées avec des expérimentations.** Ce qui était le but de la recherche-action.

On peut estimer que ces premiers résultats à l'image du groupe d'habitants porteur ne sont pas éloignés de la sociologie et des problématiques des autres habitants des quartiers populaires de Limay.

### ***Dans quel quartier habitez-vous ?***

Le quartier des Basses Meunière est logiquement surreprésenté, car l'enquête a été portée par un groupe émanant de principalement du quartier.

Basses Meunières		61,5 %
La Source		7,7 %
Centre Village		7,7 %
Fosses Rouges		15,4 %
Autre		7,7 %
Total		100,0 %

### ***Depuis combien de temps habitez-vous sur le quartier ou la ville de Limay ?***

L'ancienneté varie de 4 à 42 ans avec une moyenne de 16 ans. Il serait intéressant de comparer avec le taux de mobilité des habitants à corréliser avec la perception de la vie de quartier (voir plus bas).

Tranche d'ancienneté

de > 4 à 14 ans	53 %
de > 14 à 24 ans	23 %
de > 24 à 42 ans	15 %

### Êtes-vous un homme ou une femme ?

La surreprésentation féminine est liée aux conditions de présence dans l'espace public et de mobilisation dans la mise en place de l'enquête. Elle est représentative de la place centrale des mamans, de leur rôle de médiation aussi bien dans la vie sociale du quartier que dans le rapport aux institutions.

	Fréquence
Un homme	15,4 %
Une femme	84,6 %
Total	100,0 %

### Composition des familles

Les familles ont majoritairement des enfants en âge pré-scolaire et scolaire.

Nombre de personnes au foyer ?

2	7,7 %
3	15,4 %
4	30,8 %
5	23,1 %
6	15,4 %
7	7,7 %
Total	100,0 %

Combien d'enfants avez-vous ?

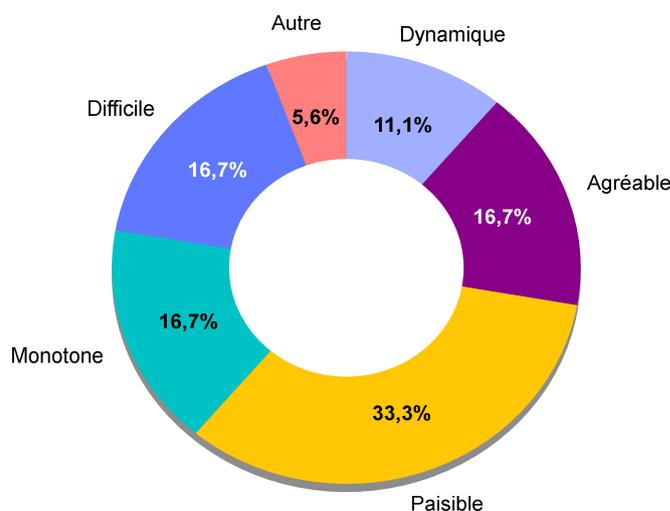
1 enfant	23,1 %
2 enfants	23,1 %
3 enfants	30,8 %
4 enfants	15,4 %
5 enfants	7,7 %
Total	100,0 %

Quel est l'âge de vos enfants ?

0 à 2 ans	12,0 %
3 à 5 ans	8,0 %
6 à 11 ans	44,0 %
12 à 18 ans	36,0 %
Total/ réponses	100,0 %

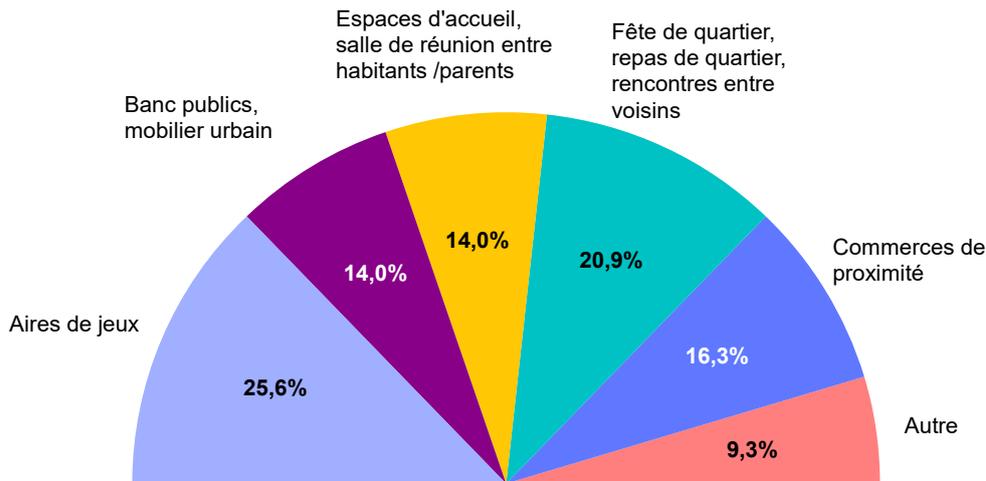
### Selon vous, la vie dans le quartier est :

Si pour la majorité le quartier est paisible, il est jugé manqué de dynamisme, accentuant pour certains un sentiment d'isolement. Le manque de structures de proximité est souligné à de nombreuses reprises dans les réponses aux questionnaires.



**Avez-vous des propositions pour améliorer la vie dans votre quartier, le lien entre les habitants :**

Parmi les réponses complémentaires est notée à plusieurs reprises la question de mieux faciliter la mobilité douce et de sécurité de circulation, notamment à la sortie des écoles. Le sentiment que certains quartiers sont coupés du reste de la ville, notamment en termes de service et de commerces de proximité.



Si s'exprime majoritairement une envie de participer à la vie de la commune, il existe cependant des restrictions de disponibilité et renvoie à la manière de concevoir les accueils.

Aimeriez-vous plus participer à la vie de la commune ?

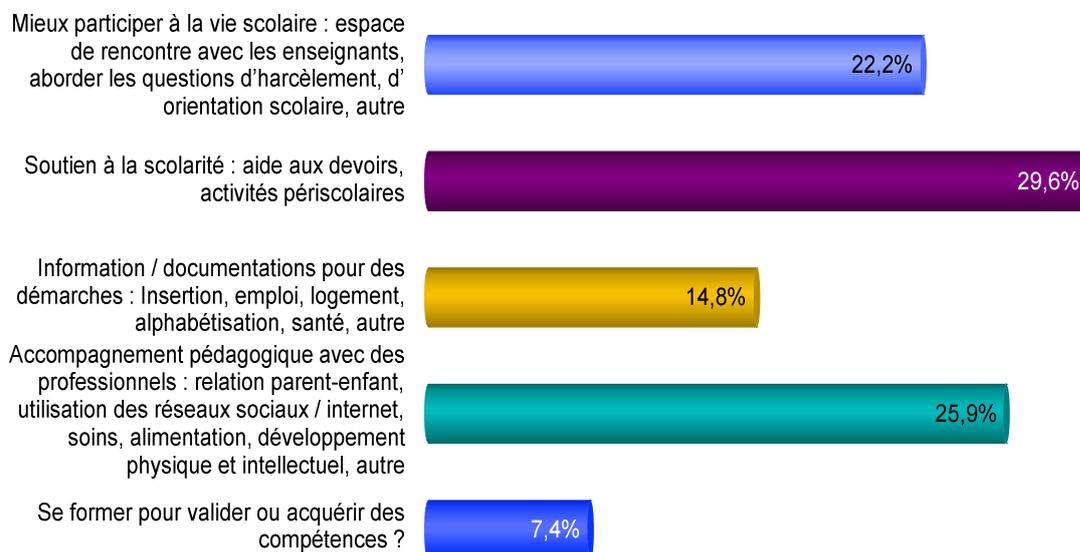
Oui		92,3 %
Non		7,7 %
Total		100,0 %

Si oui, quels obstacles rencontrez-vous pour participer à la vie de la commune ?

Manque de disponibilité		57,1 %
Manque d'information		21,4 %
Problème de déplacement		7,1 %
Autre		14,3 %
Total/ réponses		100,0 %

### **Sur quels thèmes et sous quelles formes aimeriez-vous être informé, échangé, être aidé ?**

Les réponses confirment, s'il fallait encore le prouver, l'implication des parents dans la scolarité de leurs enfants et le souci de trouver les soutiens nécessaires.



### **Aimeriez-vous créer un espace de rencontre-discussion pour vous retrouver avec d'autres parents/habitants et aborder des sujets qui vous concernent ?**

Non-réponse	23,1 %
Oui	53,8 %
Non	23,1 %
Total	100,0 %

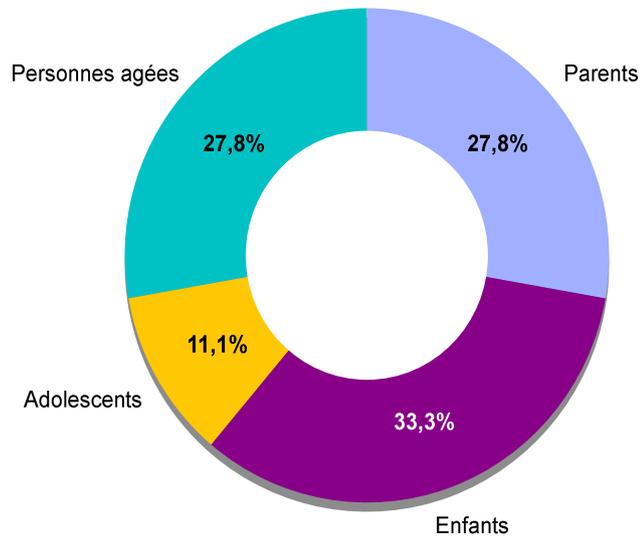
Thèmes souhaités d'être abordés : les questions de parentalité, d'alphabétisation, de vie de quartier. Les disponibilités sont plutôt l'après-midi et posent la question de la possibilité d'accueil des enfants en bas âge.

**Seriez-vous prêt(e) à accorder du temps pour réaliser une activité, un projet avec d'autres personnes de votre quartier ou de votre ville ?**

Il existe une volonté de s'investir dans une dimension inter-générationnelle. Pourtant, il existe un fossé entre ce désir et la possibilité de la concrétiser. Des éléments de réponse seraient à trouver du côté des problèmes d'information (voir plus bas) et de relais de proximité.

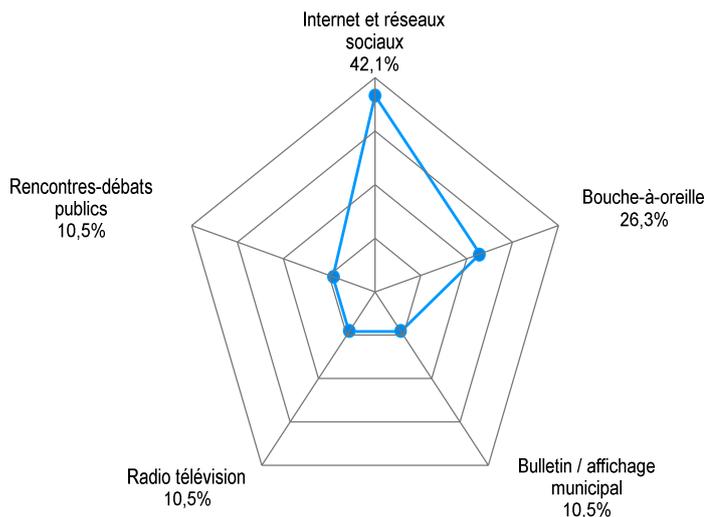
**Avec qui :**

Non-réponse	15,4 %
Oui	76,9 %
Non	7,7 %
Total	100,0 %



**Par quel biais vous informez-vous ?**

C'est un constat général, visiblement l'information publique reste déficiente. C'est avant tout par les réseaux sociaux et les réseaux de proximité par lesquels passe l'information. Il serait intéressant d'engager une réflexion sur des supports d'échanges partagés.



### **Quelles structures connaissez-vous / fréquentez-vous et vos enfants ?**

Ce sont les structures culturelles et d'animation socioculturelle qui sont plébiscitées. Un approfondissement serait intéressant à développer autour d'un travail de la culture. Parmi les structures estimées manquantes revient la question de l'aménagement public (aires de jeux, de piste cyclable), de commerce et structure de proximité, pour les enfants, et de sécurité.

Petite enfance (crèche, garderie, assistante maternelle)	9,1 %
Accompagnement social (Point jeune, mission locale, centre communal d'action social)	
Animation culturelle et socioculturelle (Médiathèque, Centre de loisirs, associations sportives, culturelles, environnementale)	90,9 %
Autres structures	
Total/ réponses	100,0 %

## **EXPERIMENTATIONS SOCIALES**

Il y a une relation directe avec les problématiques évoquées dans la première phase de la recherche-action (écriture réflexive, groupe de paroles, géographie sociale, etc.) et leur mise en application. C'est le rôle de l'expérimentation.

On ne peut pas espérer provoquer une innovation sociale pour répondre aux besoins, explorer des chemins qui sortent des cadres normatifs imposés, développer un imaginaire, un « champ des possibles », sans expérimenter. **L'action seule ne peut suffire si elle est seulement la reproduction de ce que l'on sait déjà et ce que l'on fait déjà.**

L'expérimentation en sciences sociales est une autre façon de concevoir une action qui a pour but de tirer un enseignement. Elle cherche à établir des points de repère dans une expérience collective et qui pourra ensuite être généralisée. **Le droit à l'expérimentation** est un droit reconnu, mais il n'est pas suffisamment revendiqué.

Cette action n'obéit donc pas aux mêmes critères d'évaluation qu'une ingénierie de projet. Son efficacité n'est pas mesurée en fonction d'un résultat suivant un objectif prédéterminé, mais en relation avec une production de savoir issue d'un travail réflexif des acteurs sur leur propre expérience.

**L'expérimentation possède donc une forte valeur formative et de validation des acquis d'expérience.** Sa fonction première est de mieux cerner les conditions d'émergence de questions portées par les acteurs, comment elles peuvent se traduire en termes de méthode et comment des problématiques transversales peuvent être publicisées pour amener à des **réponses politiques établies à partir des dispositifs pérennes au-delà du caractère expérimental de l'action.**

À côté des quelques exemples d'actions présentées ci-dessous, c'est l'ensemble du processus de recherche-action qui peut être considérée comme un **laboratoire social expérimental** incluant ces outils (enquête sociale, cartographie sociale, etc.) et la mise en place du centre social municipal (voir plus bas).

## Fête des voisins

Dans la filiation de l'espace d'expression ouvert par le groupe Parole parent, il s'agissait de sortir du lieu de l'Espace Bouchet dans le quartier des Basses Meunières en partant du constat que les **communs aux pieds des immeubles** ne sont pas appropriés autrement que comme lieu de passage et de rencontres furtives. Il s'agissait aussi de profiter de la journée consacrée aux voisins pour justement dépasser ce caractère ponctuel événementiel et **renouer avec une tradition perdue dans les quartiers populaires**, mouvement de repli accentué par la période Covid. Effectivement, les repas de quartiers comme les fêtes de quartier sont des espaces-temps culturels de socialité et de socialisation, de régulation et d'apprentissage sous une forme conviviale.



Une première dans le quartier des Basses Meunières dans mes souvenirs en 20 ans. Un superbe après-midi en compagnie de parents avec leurs enfants autour d'un goûter ainsi que pleines activités telles que des jeux plein air, dessin, musique et karaoké.

Entre voisins, de différentes générations, certains font la connaissance des uns et des autres et d'autres se connaissent et se retrouvent, tout cela en toute convivialité et de bonne humeur. Farida



## Jardins partagés

Dans la même problématique que les fêtes de quartier, les jardins partagés renvoient à la question des **pratiques d'usage dans l'espace public, ce qui fait commun, comment peuvent être gérées ces ressources communes, comment chacun peut y trouver une place inclusive** et non exclusive, du plus petit au plus grand. Une phase exploratoire a été entamée de visite d'espaces potentiels en relation avec les bailleurs sociaux.



Sous l'impulsion du groupe Paroles Parents, nous nous sommes retrouvés Mardi 23 mai 2023 aux Basses Meunière en discussion sur le projet d'un jardin partagé. Le but est toujours de créer des activités intergénérationnelles entre habitants du quartier.

A la recherche de l'endroit idéal, non loin de l'espace Bouchet, nous avons entamé la démarche avec le bailleur et le service des espaces verts de la mairie.



## Relation intergénérationnelle

Toujours dans cette perspective de recréer des liens dans ce qui fait société est apparue l'importance de redonner une place aux anciens, et ainsi de nouvelles relations entre le quartier et le foyer proche de personnes âgées. Cette première visite des parents accompagnée de leurs enfants ouvre la possibilité d'échanges d'activité réciproque et de **replacer la relation éducative dans une forme systémique**. Voici la restitution qui est faite par le groupe de parents :

*C'était une proposition formulée depuis longtemps qui s'est réalisée grâce à Fatiha du groupe Paroles Parents et Majorie animatrice sénior, d'aller à la rencontre des personnes âgées de la résidence Jeanne Belfort. Une très belle rencontre s'est déroulée jeudi 19 octobre*



dans la grande salle commune du foyer. Une première où les jeunes mamans d'un quartier vont (en nombre !) à la rencontre de ses anciens. Le lien est réalisé, une première étape pour de futurs rendez-vous. Déjà plusieurs idées d'activités communes ont émergé : activité bien-être, sortie ou lecture avec les enfants, animation Halloween, après-midi, jeu de société, participation à des rencontres-débats, participation au café parents. Chaque groupe est un peu impressionné de se retrouver ainsi dans cette réunion inédite. Mais, un tour où chacun s'est présenté réchauffe tout de suite l'ambiance.



À la suite de cette première rencontre s'en est suivie une nouvelle avec des résidents de la RPA\*, et la présence de leur animatrice Marjorie avec les familles et les enfants du quartier Commandant Boucher. Très belle après-midi où nous avons fini l'activité par un petit verre de jus de fruits pour toutes les personnes présentes, les résidents, les enfants et les mamans du groupe Paroles Parents bien sûr qui ont bien aidé les résidents avec leurs enfants.

\* Une résidence privée pour aînés (RPA) est un immeuble d'habitation, destiné à héberger des personnes autonomes ou semi-autonomes, âgées de 65 ans et plus.

## PRODUCTION ET DIFFUSION DE SAVOIR PARTAGE

Un savoir vaut uniquement s'il est partagé. C'est non seulement reconnaître le droit à la coexistence de différentes formes de savoirs, mais encore la possibilité d'un échange sans ordre hiérarchique entre différents types de production et de statut, notamment entre un savoir scientifique, un savoir technicien (lié au cœur de métier), un savoir expérientiel (lié à la réflexivité des acteurs).

### Création d'une plate-forme ressources internet

Le **droit au savoir** indique que **chacun doit pouvoir accéder au savoir sans représenter un coût supplémentaire**. Cela induit, par exemple, des **plates-formes open source**, une **production intellectuelle non-propritaire**, que le savoir soit reconnu ainsi comme bien commun, pas comme simple ressource marchandisable. Il s'agit également de se former à tous les outils permettant une diffusion des savoirs que cela soit sous une forme écrite, audiovisuelle, numérique, etc.

La création du site internet <https://recherche-action.fr/limay> répond à cet objectif :

- Promouvoir la dimension d'auteur et d'acteur-chercheur des familles
- Faciliter un travail d'écriture réflexive
- Créer un récit collectif

The screenshot shows the website interface for 'CITÉ ÉDUCATIVE DE LIMAY'. At the top, there are logos for 'Cité éducative', 'Mairie de Limay', and 'Centre de formation'. Below the navigation bar, the 'Expérimentation' tab is selected, displaying a list of articles with thumbnails and titles. The articles include: 'Avec le groupe Paroles Parents, les enfants rencontrent les personnes âgées', 'Belle rencontre intergénérationnelle à la résidence sénior', 'Cycle de Formation-action', 'Retour sur la restitution du groupe paroles parents', and 'Première fête des voisins aux Basses Meunnières'.

- Poser des référentiels en termes de problématique et de méthodologie
- Essaimer une expérience collective

Le **principe open source** de son logiciel (WordPress) permet une appropriation facile pour les personnes qui souhaite s'impliquer. Il a accueilli, par exemple, les comptes rendus des activités du groupe paroles parents et une cartographie participative. Il peut **évoluer et est modulable en fonction des besoins**. Il est hébergé par le serveur du Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche (LISRA) qui procure la possibilité à toute personne ou collectif de créer un site et publiciser une démarche en recherche-action de manière autonome.

Il est complémentaire des réseaux sociaux. Il est moins interactif, mais permet de garder une mémoire et valoriser des processus qui sont rarement mis en visibilité.

## **Restitution de la recherche-action avec le groupe paroles parents**

Une restitution a eu lieu le 1<sup>er</sup> juin 2023 dans la salle du conseil municipal en présence des partenaires de la Cité Éducative, des techniciens et élus municipaux.

Dans un processus de recherche-action, les moments de restitutions sont une étape importante pour présenter un **work in progress**. Il s'agit de **partager une production de savoir** issue de l'atelier de recherche-action du groupe paroles parent. C'est l'occasion de **mettre en débat les problématiques et les actions engagées, vérifier leur pertinence**. Ce regard public fait partie du processus. Il permet de légitimer le dispositif laboratoire social et invite les acteurs présents à sortir de la gangue qui enserme la production de savoir dans des logiques disciplinaires (académiques) ou sectorielles (technicienne). Ceci permet de soutenir des **démarches transdisciplinaires et trans-sectorielles** comme l'exigent les processus systémiques d'expérimentation par la recherche-action en partant de la globalité d'une implication en situation humaine.



Cette restitution était accompagnée d'une exposition dans la salle du conseil de la mairie.

## MISE EN PLACE D'UN CYCLE DE FORMATION-ACTION

La formation-action s'inscrit dans la suite logique d'un **aller-retour entre expérimentation et production de savoir**. Il s'agit de **renforcer l'outillage des personnes engagées** dans une démarche de recherche-action qu'elles soient **bénévoles ou professionnelles**.

La formation-action répond ainsi à plusieurs objectifs :

- **Mettre en débat public avec des intervenants des thèmes transversaux** soulevés par les expériences vécues des parents / habitants
- **Définir des stratégies et construire des outils méthodologiques** pour développer des projets
- **Valoriser des savoirs collectifs et produire des supports** pour leur diffusion auprès des acteurs et des professionnels.
- **Former un collège « d'acteurs-chercheurs »** composé d'habitants et de professionnels susceptibles d'accompagner le cycle de formation-action et **d'établir des expertises sur des questions communes**.

À la différence d'une formation sectorielle, elle s'adresse à toutes personnes concernées par une problématique commune et désireuse d'adopter une posture réflexive sur son expérience. Il s'agit ainsi de **faciliter un positionnement d'acteur-chercheur dans son environnement social et/ou professionnel et un jeu entre différentes postures (agent, acteur et auteur)**.

La formation-action peut faire appel à un intervenant extérieur. À la différence d'une conférence-débat ou d'un séminaire, il ne se présente pas comme « sachant », mais comme facilitateur d'échange de savoirs autour d'une problématique transversale. Il est donc important que l'intervenant soit déjà sensibilisé par les démarches de recherche-action.

Il doit **favoriser une analyse critique susceptible d'élaborer de nouveaux cadres de pensée et d'action, valoriser les parcours d'expérience** en allant puiser les éléments nécessaires à l'enrichissement des pratiques et des projets, **valoriser des compétences collectives** en situation, notamment pour créer des dispositifs créatifs en réponse aux problèmes évoqués.

La formation-action est donc un processus d'auto-formation réciproque entre différents acteurs-chercheurs apprenants dans le cadre d'ateliers de croisement des savoirs.

Un premier cycle a été entamé issu directement des problématiques exposées par le groupe paroles parents autour desquelles sont invités à rejoindre les professionnels :

- « Pouvoir de la parole et pouvoir d'agir », avec Lydie Quentin, directrice de l'association Enfants la Goutte d'Or et des parents de la Goutte d'Or (Paris 18e).
- « Relation éducative, pédagogie sociale et éducation populaire, les manières de faire école ensemble » avec Laurent Ott, éducateur, philosophe social, chercheur en travail social, Directeur du Centre social MJC Intermèdes Robinson (91).
- « Habiter la ville pour quel aménagement dans les espaces communs et publics ? » avec Romain Gallart, urbaniste, Maître de conférences associé à l'Université Paris Nanterre, Politique de la ville et quartiers populaires.

*Première étape du cycle de formation-action avec la rencontre de l'association « Enfants de la Goutte d'Or » et des parents du groupe paroles de la Goutte d'Or.*



## INTEGRATION DE LA RECHERCHE-ACTION DANS LE PROJET DU CENTRE SOCIAL

Depuis le début de notre présence sur le territoire de Limay, une articulation a été souhaitée avec le projet d'un centre social. Comme c'est le cas généralement, la recherche-action ne s'aborde pas de manière théorique, mais par des **processus collectifs partagés à travers des réunions du groupe « moteur » travaillant sur la pré-configuration, et surtout à travers l'ouverture d'un espace libre, « l'espace Bouchet »** dans le quartier des Basses Meunières. C'est parce que cet espace n'était pas simplement un espace d'activité, mais un véritable espace d'intermédiation qu'ont pu émerger ainsi la création du groupe paroles parents et les différents supports d'expérimentation en recherche-action présentée dans ce rapport.

### Articulation entre recherche-action et éducation populaire

Ainsi nous retrouvons les fondamentaux d'une éducation populaire dont un des principes centraux et la **formation tout le long de la vie**, et la **création de centralités populaires**, c'est-à-dire la possibilité à partir des milieux sociaux d'embrasser une totalité intergénérationnelle et interculturelle. Nous avons proposé dans ce sens plusieurs bases pour un travail collaboratif à venir.

#### **Base de l'implication des habitants et du pouvoir d'agir**

Dans la perspective de passer de « l'action à l'acteur », nous définissons le « pouvoir d'agir » dans la capacité de :

- **Se réapproprier son parcours de vie** dans un cadre individuel, familial et collectif et en dégager une valorisation en termes de savoir expérientiel (justice cognitive).
- **Investir sur le territoire de vie des espaces ouverts** d'accueil inconditionnel et d'intermédiation (tiers espaces).
- **Revendiquer le droit à l'auto-missionnement et à l'expérimentation** remettant la logique de « projet » et les formes associatives (de fait, 1901) au service de ce processus.

Le centre social peut se concevoir à ce titre comme laboratoire social favorisant l'articulation entre ces différentes dimensions. Dans un mouvement du bas vers le haut, le centre social pourra de cette façon servir d'interface entre la **maîtrise d'usage** (habitants citoyens), la **maîtrise d'œuvre** (professionnels, techniciens) et la **maîtrise d'ouvrage** (personnels politiques).

#### **Constitution d'un Collège d'acteurs-chercheurs**

Pour évaluer ce dispositif, il s'agit de constituer un collège d'acteurs-chercheurs reconnu pour sa **capacité d'expertise et de validation de nouvelles compétences collectives**. Il sera constitué par des habitants et des professionnels et pourra être consulté pour orienter des actions et des politiques sur le territoire, **faire ainsi rentrer dans le droit commun** des financements initialement fléchés sur des dispositifs spécifiques.

Ce collectif est susceptible d'échafauder des **contre-expertises**. Être constructif n'empêche pas d'être critique et réciproquement, accepter la critique, c'est aussi comprendre les rapports inégalitaires, l'enjeu de classe propre aux rapports sociaux, les rapports de pouvoir propre aux secteurs socioprofessionnels.

### **Formation-action trans-sectorielle et interdisciplinaire**

Pour former les habitants et les professionnels à la démarche de recherche-action et la légitimation du rôle d'acteur-chercheur, le centre social pourrait support le cycle de formation-action accompagné d'une plate-forme ressources Internet. Le principe est de soutenir un **aller-retour entre expérimentations sur le territoire (voir « pouvoir d'agir ») et production de savoir** permettant de créer ou compléter l'outillage méthodologique des habitants et des professionnels.

Pour favoriser au mieux **l'innovation sociale**, les sessions seront déterminées non pas selon une logique sectorielle technicienne, mais des **problématiques transversales portées par les habitants** données ici à titre d'indication : **la relation pédagogique et les espaces d'intermédiation, les groupes de paroles et le pouvoir d'agir, la maîtrise d'usage et l'aménagement public, reconnaissance des droits culturels et innovation sociale, économie du commun et économie domestique contributive, sécurité sociale alimentaire et restauration sociale**, etc.

### **Généralisation d'outils pour l'éducation populaire**

Nous souhaitons de cette manière répondre au double défi de travailler pour la justice sociale dans des zones défavorisées (cumulant indicateurs sociaux bas et déficit d'infrastructure et de services publics) tout en œuvrant à la constitution de pôle de créativité susceptible non seulement d'apporter des éléments de réponse à ces problèmes, mais également de **dégager un nouvel imaginaire** susceptible d'envisager la société de demain. Tout en **renouvelant les outils d'évaluation**, c'est donc aussi les conceptions des relations partenariales, de la vie associative et de l'éducation populaire qui pourront être alimentées et enrichies au-delà du territoire d'implantation du centre social.

### **Dégager de nouveaux critères d'évaluation**

Les critères d'évaluation en recherche-action se rapprochent de ceux de l'éducation populaire en s'appuyant sur trois dimensions : **la dimension formatrice, réflexive, transformatrice**. Une recherche-action accomplie et celle qui réussira à articuler ces trois dimensions.

L'évaluation en recherche-action tend à valoriser et légitimer des processus qui n'entrent pas dans les cadres de validation classiques.

En cela, l'évaluation en recherche-action insiste sur un travail permettant **d'articuler justice cognitive (possibilité d'accéder, de valoriser, de produire, de diffuser des savoirs) et justice sociale (possibilité d'accéder aux droits humains fondamentaux, de développer une autonomie et une autorité sur sa vie, agir sur son environnement)**.

Autrement dit, pour changer ses conditions de vie, il faut pouvoir accéder aux savoirs et pour produire du savoir, il faut pouvoir transformer ses conditions de vie.

L'évaluation en recherche-action n'est donc pas séparée du processus lui-même, elle fait partie de la recherche-action dans une dynamique **d'autoévaluation permanente**.

### **Possibilité de s'inscrire dans une éducation permanente et émancipatrice**

À la différence d'une formation professionnelle qui est sectorielle et une formation académique disciplinaire, on évalue ici la possibilité de développer des savoirs transversaux (trans sectoriels et trans académiques), qui ne sont donc pas liés à telle implication professionnelle ou telle grille d'analyse, mais une approche holistique (globale, complexe, systémique) des situations humaines.

La **formation permanente** cherche à valoriser l'articulation entre des parcours de vie (dimension diachronique) et des situations d'implication collective (dimension synchronique). Ces **espaces intermédiaires de l'existence** ne sont généralement pas visibles dans le curriculum vitæ et ne sont pas reconnus dans les modes de validation institutionnelle.

Les entretiens, les **autobiographies raisonnées** sont des outils qui permettent de valoriser les parcours de vie. Quant aux situations collectives, ce sont des lieux spécifiques historiquement qui ont joué ce rôle comme les Maisons du peuple ou les Bourses du travail qui était des lieux où l'on pouvait s'extraire des rapports dominés du travail pour développer des analyses et des compétences collectives.

L'évaluation porte donc sur la capacité de **recréer ce type d'espaces-temps libérés**, d'accueil inconditionnel, où les personnes peuvent se former tout au long de leur vie.

- C'est de cette manière que l'on peut concevoir l'ouverture et l'accompagnement des espaces d'intermédiation (Espace Bouchet, Espace Wilson).

### ***La possibilité de négocier des espaces réflexifs entre expérimentation et analyse***

Dans cette perspective de formation permanente et d'espaces d'accueil inconditionnel, il s'agit de pouvoir négocier des espaces réflexifs, c'est-à-dire faciliter l'aller-retour entre l'expérimentation et le travail d'analyse.

Il ne s'agit donc pas simplement d'une analyse de pratique, mais de comprendre en quoi le savoir amène à transformer ces pratiques.

**L'écriture réflexive** est un très bon outil de structuration de cet aller-retour entre analyse et action, elle permet de prendre du recul, de problématiser ces questions et de laisser une trace d'une mémoire collective. Sachant que cette écriture peut se décliner sous différents supports, on pensera au site Internet, supports audiovisuels, etc.

- voir exemple de la création du site Internet, de l'écriture du groupe paroles parents, de relations entre pouvoir de la parole et pouvoir d'agir

Plus généralement, les **ateliers de recherche-action et la formation d'un chercheur collectif** sont représentatifs de ce processus. Ces espaces réflexifs permettent de dégager des invariants dans le processus de production des savoirs, de leur diffusion, de leur réappropriation par d'autres indépendamment des situations concrètes dans lesquelles sont produits ces savoirs et ainsi prétendre à un caractère de scientificité.

### ***Possibilité de valoriser des savoirs endogènes à partir des pratiques des usagers***

Il s'agira de valoriser la capacité des usagers et plus généralement de la société civile à produire des savoirs en rapport avec son questionnement et négocier comment ce questionnement peut devenir des problématiques publiques que peuvent ensuite être saisies par les professionnels techniciens et les élus politiques.

Une autre manière est de dire que **les réponses sont déjà existantes en situation**, elles ne viennent pas d'une intervention extérieure. Le problème est que ces savoirs ne sont pas valorisés et légitimés, Et par conséquent les questions posées n'apparaissent pas comme des problématiques publiques intervenant dans le champ politique.

L'évaluation portera donc sur la manière dont **les populations se saisissent des outils méthodologiques pour créer des débats dans l'espace public**. Ce sont habituellement des outils des sciences sociales comme l'enquête sociale, historiquement appelée aussi enquête ouvrière.

- Voir l'enquête sociale menée par le groupe paroles parents qui déboucha sur la restitution auprès des élus et des techniciens de la ville, puis la perspective d'un cycle de formation action.

Il s'agira enfin de vérifier que cette production de savoirs endogènes entre en égalité avec les autres types de savoir technique et académique. Cela se concrétise par l'aménagement d'espaces de croisement de savoirs égalitaires qui évitent la prise de pouvoir d'un savoir sur les autres.

### ***La possibilité de développer une praxis***

Il s'agit enfin d'évaluer la **capacité transformatrice de ces différentes modalités de formation de production de savoir à travers une saisine publique des problématiques**. Cette capacité transformatrice est inséparable de la prise de conscience de son rôle en tant qu'acteur populaire, c'est-à-dire la possibilité de s'inscrire dans des rapports sociaux et d'en changer l'orientation. En résumé il s'agit de mesurer la possibilité de **développer une praxis**, sciences de l'action et la conscience de sa portée.

Cela peut se concrétiser par la **formation d'un collège d'acteurs chercheurs** en mesure d'élaborer une contre-expertise et d'être consulté par les pouvoirs publics dans la perspective d'orienter les politiques publiques.

- Le cycle de formation-action est un bon outil pour évaluer l'ensemble de ces processus en œuvre.

## CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Nous pouvons considérer cette première phase de la recherche-action comme un essai validé, mais qu'il reste à transformer. Effectivement, nous avons rempli les axes initiaux de notre cahier des charges.

Les matériaux récoltés dans la première phase à travers une série **d'entretiens** ainsi que les retours d'expérience des espaces d'expressions collectives et d'expérimentation constituent un corpus, notamment avec l'édition de ce rapport qui peut servir de base commune d'échange dans la perspective de la mise en place d'une plate-forme collaborative trans-sectorielle.

Nous avons commencé à poser un certain nombre **d'outils** (écriture réflexive, géographie sociale, enquête sociale, etc.), à valoriser des espaces intermédiaires comme l'Espace Bouchet et à structurer un premier groupe « d'acteurs chercheurs » comme le groupe « Paroles parents » commençant des expérimentations et le démarrage d'un cycle de formation action.

L'ensemble constitue un « **laboratoire social** ». Il se caractérise comme un support autonome d'analyse et d'action dont la pertinence est construite à partir de l'investissement effectif de parents et habitants ainsi que de professionnels selon une méthodologie de recherche-action.

C'est une invitation à produire ce « décalage » que nous évoquions en introduction qui permet de répondre originalement à la question de la participation et aux défis que représente l'articulation entre une « école du commun et commun de l'école ». Une restitution le 1<sup>er</sup> juin 2023 en présence de partenaires, professionnels et élus de la ville a constitué en cela une première invitation à cette forme collaborative qu'il reste à confirmer. La restitution publique de ce rapport pourrait formuler une seconde étape.

Le partenariat engagé sur l'année 2023 avec la Cité Éducative et la pré-configuration du centre social mériterait d'être développé et étendu à d'autres acteurs de la ville, comme les bailleurs sociaux par exemple.

Si des passerelles ont été dressées avec des représentants de l'Éducation Nationale (Professeurs, responsables et personnels d'établissement), notamment à travers la première restitution en mairie que nous avons évoquée, il s'agit de dépasser le caractère ponctuel ou événementiel pour s'inscrire dans des espaces d'intermédiation et d'autres supports pérennes que le personnel de l'Éducation Nationale puisse également investir.

Si nous avons pu observer des changements dans les modes de représentation et de relation, toute expérimentation reste fragile tant qu'elle repose uniquement sur la bonne volonté isolée de professionnels et bénévoles. Nous en mesurons donc les limites et le risque d'épuisement si nous n'arrivons pas à intégrer le processus et ses outils méthodologiques dans le fonctionnement classique des structures et s'il n'entre pas dans un soutien financier de droit commun au-delà des dispositifs ad hoc.

Déjà plusieurs perspectives se dessinent et pourraient jouer ce rôle de relais en 2024, s'ils sont renforcés :

Le premier est **l'extension d'une formation-action** entamée en 2023. Il permet de réunir habitants/parents et professionnels sur des problématiques transversales au-delà des logiques techniciennes sectorielles et outiller l'aller-retour entre expérimentations et productions de savoirs (voir chapitre consacré).

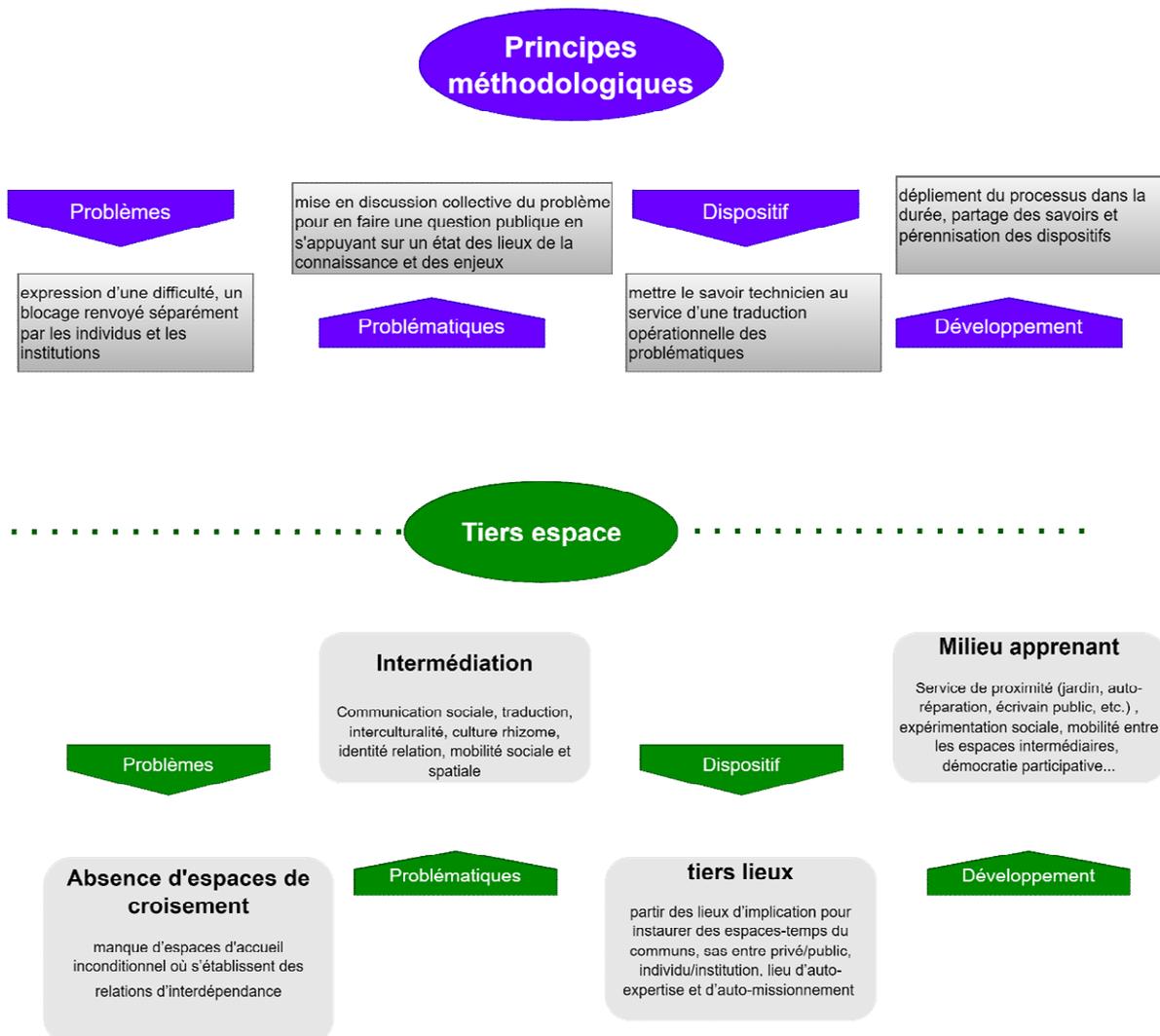
Une des conséquences serait la **constitution d'un « collège d'acteurs-chercheurs »** à partir du public de la formation-action, susceptible de se réunir régulièrement pour assurer le suivi des dispositifs en cours et produire une expertise pouvant être consultée sur les orientations de politique publique.

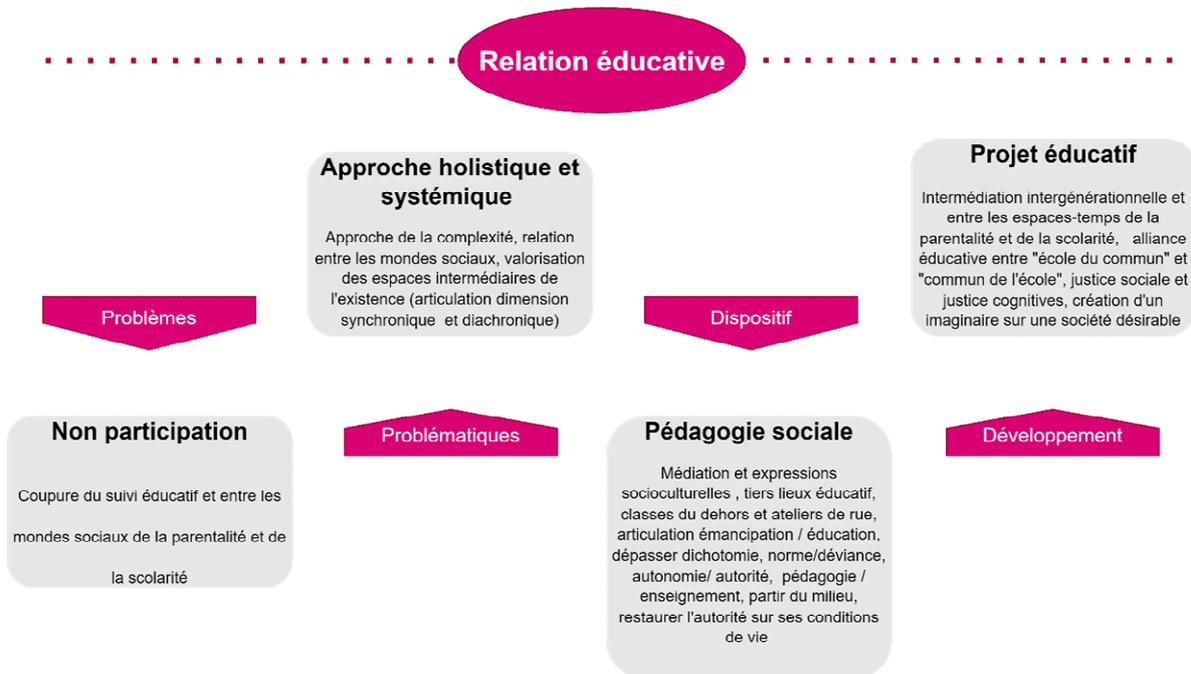
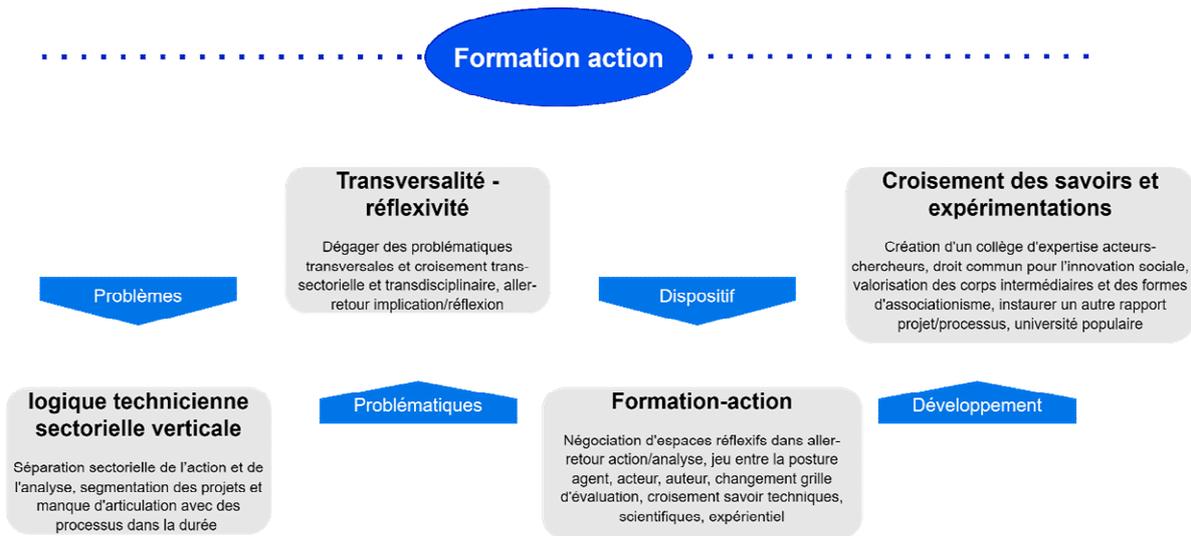
Une autre répercussion est de faciliter **l'incorporation collective d'outils méthodologiques** que nous avons commencé à proposer chez les professionnels et les collectifs d'acteurs (entretien, géographie sociale, enquête sociale, atelier de recherche-action, etc.).

Enfin, cela encouragerait à **diffuser des supports de connaissance** (écrits, audiovisuels), susceptibles d'enrichir une université populaire. À ce propos, la **plate-forme Internet** <https://recherche-action.fr/limay> sur laquelle a été créé le site de recherche-action à Limay restera bien entendu disponible et appropriable par toutes les personnes qui souhaitent s'y investir.

L'autre grande perspective à côté de la formation-action est la possibilité **de pérenniser et d'étendre des espaces d'intermédiation** sur différents quartiers, par exemple, sous la forme de « **tiers lieux** » **socioéducatifs et culturels**. Cela aiderait un travail déconcentré en réseau sur le territoire et mieux définir et promouvoir « les communs » que nous avons abordés tout au long de ce rapport ainsi que les modalités de leur gestion collective.

Nous résumons dans les schémas méthodologiques ci-dessous ces perspectives à prendre comme des pistes de travail à explorer :





# ANNEXE

## PERSONNES RENCONTREES

Liste non exhaustive des personnes rencontrées en entretien individuel ou en réunion collective

- Aissata Diallo, parent d'élève
- Amal Fatiha, parent d'élève
- Bagadj Afi (Kido), animateur petite enfance
- Bernabeu Sandrine, Conseiller pédagogique de circonscription
- Boudeele Mr, Professeur d'histoire au collège
- Boudrai Nahima, parent d'élève
- Bourzik Mohamed, responsable service jeunesse
- Bousangaran Fatima, puéricultrice
- Boutchkalt Rkia, parent d'élève
- Briest Rachel, coordinatrice action culturelle
- Cellier Sébastien, professeur anglais collège Albert Thierry
- Chahrokni Nosrat, association Jardins et Cultures du Monde
- Chartier Catherinne, parent d'élève
- Chouarfia Sabria, Pôle logement
- Comte Richard, chef de projet cohésion sociale Emmaüs Habitat
- CPE du collège Albert Thierry
- Decamp André, directeur centre social
- Dekkaki Ghizlane, parent d'élève
- Derbal Farida, parent d'élève
- Dos Santos Joaquim, responsable insertion
- Duclos Mme, directrice École primaire Jean Macé
- El-Barnaki Mme, directrice de la maternelle Buisson
- Essalhi Morad, Responsable loisirs éducatifs
- Fériel Sali, parent d'élève
- Ferreira Atika, animatrice bénévole centre social
- Fustec Lenaique, coordinatrice REP
- Gnoukouta Coulibaly
- Gomes Constantin, Animateur aide aux devoirs centre social
- Guei Celine, adjointe en chef Cité Éducative
- Guillerm Jean-François, proviseur lycée Condorcet
- Haffiane Fatiha, Centre d'Information et d'Orientation - Établissement public local d'enseignement
- Halladja Radhia, Référente de Parcours Réussite Éducative, Actions Parentalité
- Hanchard David, Chargé de mission CTG et CLS
- Hocine Malika, conseillers Principaux d'Éducation (CPE)
- Imaque Magalie, Parent d'élève
- Kerfi Yazid, médiateur social, association médiation nomade
- Khazem Ludivine, parent d'élève
- Le Floch Yann, Chargé d'insertion
- Lecoq Celine, Infirmière collège Albert Thierry

- Lhamouine Laurence, enseignante du collège Albert Thierry UPE2A
- Lhomme Sébastien, professeur sciences de la vie et de la Terre collège Albert Thierry
- Lukowski Ingrid, Direction éducation - Enfance - Jeunesse
- Meniri Nordine, Professeur de sport
- Michot Guylène, principale du collège Albert Thierry
- Morcrette Fabienne, directrice CIO
- Moreau Christine, Responsable Relais Petite Enfance
- Moummad Hassna, référente vie des quartiers
- Nedjar Djamel, Maire de Limay
- Noba Malamine, animateur service jeunesse
- Pelgrin Dominique, écrivaine journaliste, animatrice atp d'écriture
- Percheron Sylvie, Inspectrice Education Nationale
- Remaud Marie Bernadette, Professeur à la retraite, association Société d'étude des sciences naturelles du Mantois et du Vexin
- Roche Delphine, professeur histoire-géo collège Albert Thierry @hotmail.fr
- Rodrigues Nathalie, Chargée de clientèle bailleur HLM IRP
- Sakho Aboubacry, association Coup de Pouce
- Sette Gueda, agent de cantine
- Siby Sima Fatoumata, parent d'élève
- Sicard Mme, directrice de l'école maternelle
- Siquin Majorie, Animatrice Sénior
- Virenque Stéphanie, directrice de la crèche du Multi accueil Les Loupiots
- Youkwache Linda, parent, habitante Limay

## GRILLE DE L'ENQUETE SOCIALE

### Questionnaire « être parents à Limay »

---

#### SITUATION

Dans quel quartier habitez-vous ?  Basse Meunière,  Haute Meunière,  La Source,  Gare,  Centre Village,  Fosses Rouges,  Autre : .....

Depuis combien de temps habitez-vous sur le quartier ou la ville de Limay ? .....

Êtes-vous un  homme ou une  femme ?

Nombre de personnes au foyer ? .....

Combien d'enfants avez-vous ? .....

Quel est leur âge ? .....

---

#### ENVIRONNEMENT

Selon vous, la vie dans le quartier est :

- Dynamiques,  agréables,  paisibles,  monotones,  difficile,  autres : .....
- Pouvez-vous préciser votre choix ? .....

**Avez-vous des propositions pour améliorer la vie dans votre quartier, le lien entre les habitants :**

- Aire de jeux
- Bancs publics, mobilier urbain
- Espace d'accueil, salle de réunion entre habitants / parents
- Fête de quartier, repas de quartier, rencontre entre voisins
- Commerces de proximité
- Autres : .....

**Aimeriez-vous plus participer à la vie de la commune ?  oui,  non**

Si oui, quels obstacles rencontrez-vous pour participer à la vie de la commune ?

Manque de disponibilité,  Manque d'information,  problème de déplacement,  autre : ...

**Avez-vous quelque chose à ajouter sur la vie dans le quartier et la ville ?**

---

#### SOUTIEN

**Sur quels thèmes et sous quelles formes aimeriez-vous être informé, échangé, être aidé ?**

- Mieux participer à la vie scolaire : espace de rencontre avec les enseignants, aborder les questions de harcèlement, d'orientation scolaire, autre
- Soutien à la scolarité : aide aux devoirs, activités périscolaires
- Information / documentations pour des démarches : Insertion, emploi, logement, alphabétisation, santé, autre
- Accompagnement pédagogique avec des professionnels : relation parent-enfant, utilisation des réseaux sociaux / internet, soins, alimentation, développement physique et intellectuel, autre
- Se former pour valider ou acquérir des compétences ?

Autres :

---

## **PARTICIPATION**

**Aimeriez-vous créer un espace de rencontre-discussion pour vous retrouver avec d'autres parents/habitants et aborder des sujets qui vous concernent ?  Oui –  Non**

Si oui : à quel moment de la journée et de la semaine ? .....

Si oui, pour aborder quel thème ? :.....

**Seriez-vous prêt(e) à accorder du temps pour réaliser une activité, un projet avec d'autres personnes de votre quartier ou de votre ville ?  Oui –  Non**

Si oui, avez-vous une idée de ce que vous aimeriez faire ? : .....

Avec qui :  parents,  enfants,  adolescents,  personnes âgées ?

**Par quel biais vous informez-vous :  Internet et réseaux sociaux,  bouche-à-oreille,  bulletin / affichage municipal,  radio télévision,  rencontres-débats publiques,**

**Quelles structures connaissez-vous / fréquentez-vous et vos enfants ?**

- Petite enfance ? Si oui, laquelle :  crèche,  garderie,  relais assistante maternelle (RAM),  lieu accueil parent enfant (LAEP),  protection maternelle infantile (PMI)
- Accompagnement social ? Si oui laquelle :  Point jeune,  mission locale,  Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)
- Animation culturelle et socioculturelle, si oui, laquelle :  Médiathèque,  Centre de loisirs,  associations sportives, culturelles, environnementales...
- Autres structures :.....

**Quelles structures vous paraissent insuffisantes ou absentes sur le territoire ?.....**

## ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES DE L'AUTEUR

Tous ces éléments et d'autres articles sont téléchargeables sur : <https://recherche-action.fr/hugues-bazin/publication/rapports-de-recherche/>

- « [Quels lieux entre politique culturelle et pensée politique de la culture ?](https://observatoire.francetierslieux.fr/quels-lieux-entre-politique-culturelle-et-pensee-politique-de-la-culture/) », in L'Observatoire des tiers lieux, <https://observatoire.francetierslieux.fr/quels-lieux-entre-politique-culturelle-et-pensee-politique-de-la-culture/>, 2023.
- « Entre éducation populaire et tiers lieux. Pour une pensée alternative des tiers espaces » In Observatoire des tiers lieux », <https://observatoire.francetierslieux.fr/entre-education-populaire-et-tiers-lieux/>, 2022.
- Préface au livre d'André Decamp, *Éducation populaire. Nouvel eldorado des start-up sociales*, éditions Libre & Solidaire, 2021, pp.7-16.
- « Des tiers espaces réflexifs pour mieux penser l'économie » in *Les modèles socio-économiques des associations : spécificités et approches plurielles*, La documentation Française, 2021, pp. 152-163
- « L'éducation populaire, un tiers espace à redéfinir et reconquérir » in *revue d'éducation à l'environnement Plumes d'orfée*, No 12, association Graine Nouvelle-Aquitaine, février 2021, p.8-9., 2021.
- « L'émancipation de l'écriture réflexive et la centralité des quartiers populaires », préface à l'ouvrage collectif *Paroles de parents, le pouvoir d'agir ensemble*, Champ social éditions, 2020, pp. 11-17.
- « Quand les tiers-espaces interrogent les tiers-lieux pour une politique des hors-lieux », in *La revue sur les tiers-lieux* No4, Coopérative Tiers-Lieux, 2019.
- Recherche-action et écriture réflexive : la pratique innovante des espaces comme levier de transformation sociale, INJEP, coll. « Cahiers de l'action », no 51-52, 2018, 282p.
- « La centralité populaire des tiers-espaces », in *L'observatoire* No 52, *Observatoire des Politiques culturelles*, 2018, pp 91-93.
- « Les figures du tiers-espace : contre-espace, tiers-paysage, tiers-lieu », *Revue Filigrane. Musique, esthétique, sciences, société*, Édifier le Commun, I, Tiers-Espaces, Ed numérique MSH Pairs-Nord, <http://revues.mshparisnord.org/filigrane/index.php?id=717..>, 2017
- avec Tahar Bouhouia *Écriture de soi et travail social*, revue *Cahiers pédagogiques*, n°518 - janvier 2015.
- « Les conditions d'une pensée politique de la culture, Les centres sociaux et socioculturels au cœur d'un travail de la culture, document électronique in [recherche-action.fr](https://recherche-action.fr), 2013.
- « les espaces intermédiaires de l'existence », revue *Arpentages* No 9, Scènes Obliques éditions, 2012 pp 33-45.
- « Quels enjeux pour un art et une culture populaire en France ? », revue *Cahiers de Recherche Sociologique* No 49, Université du Québec, Athéna Édition, 2011, pp. 123-146.
- *Espaces populaires de création culturelle : enjeux d'une recherche- action situationnelle*, Éditions de l'INJEP, 2006, 91p.